This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

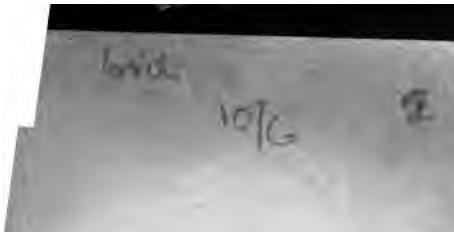
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`



H. H. K 16.

eble College Library.

1887.

PRESENTED TO

E [illegible] ARY

2375

PRÉCIS

HISTORIQUE

DE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

TOME I.

L.-É. HERHAN, IMPRIMEUR-STÉRÉOTYPE,
BREVETÉ DE S. A. R. MGR. LE DUC DE BERRY,
rue Servandoni, n°. 13, près Saint-Sulpice.

J. Duplessi Bertaux inv. et Sculp.

Terminé par Bovinet.

PRÉCIS

HISTORIQUE

DE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

PAR LACRETELLE, JEUNE.

Avec quatre gravures.

NOUVELLE ÉDITION.

A PARIS,

CHEZ TREUTTEL ET WÜRTZ, LIBRAIRES,
rue de Bourbon, n°. 17;

A STRASBOURG et à LONDRES, même Maison de commerce.

1820.

DEC 1955
BRARY

INTRODUCTION.

La révolution française avait été annoncée, dès son origine, comme devant être la révolution de l'Europe entière. Les rois s'effrayèrent, et bientôt ils entrevirent qu'il pourrait y avoir pour eux de grands avantages à tirer de ce désordre. Ils crurent que les discordes des Français leur livreraient la France, ou quelques-unes de ses belles provinces. Ils s'armèrent, ils furent vaincus.

Mais dans cette lutte longue et cruelle, la révolution changea d'aspect; elle avait promis un peuple de penseurs, elle fournit un peuple de soldats. La

France devint un camp : on y parlait encore de maximes de liberté, mais, dans le fait, on y obéissait à des lois militaires ; il ne s'agissait plus d'éclairer des voisins, il fallait les soumettre. Jamais une nation ne combattit avec plus d'ardeur pour son indépendance. Des crimes, des massacres, des supplices, des actes qui annonçaient un peuple en démence, souillèrent la gloire d'un si beau mouvement. J'ai eu à les retracer dans le *Précis historique de la Convention.* Le tableau qu'offrent les quatre années où la république fut régie par un directoire exécutif et par deux conseils est moins terrible ; l'attention n'a plus à se porter sur des masses tumultueuses, dont les mouvemens sont toujours diffi-

ciles à expliquer. L'influence de quelques hommes se fait mieux sentir dans cette partie de notre histoire. La nation française et ses armées semblent deux peuples distincts; celui du dedans succombe chaque jour davantage à la lassitude qui a dû résulter de ses grandes convulsions; celui qui combat au-dehors ne cesse de s'enflammer par ses succès, et même par ses revers. La discipline militaire fait de nouveaux progrès; la subordination civile ne peut s'établir. De grands généraux se forment, de faibles magistrats se succèdent, se proscrivent, et, en s'attaquant entre eux, détruisent toute espèce d'autorité. On venait de sortir d'une anarchie qui était née du choc de toutes les

passions déchaînées; on retombe dans une anarchie nouvelle, qui ne semble avoir d'autre cause que l'impuissance de se créer des lois justes et fortes.

Les quatre années dont j'entreprends de rappeler les principaux événemens se divisent en deux époques : l'une qui a pour terme la journée du 18 fructidor; l'autre qui a pour terme le 18 brumaire. Dans la première, c'est la gloire nationale qui domine; les secousses intérieures ont peu de violence; une constitution républicaine s'annonce sous des auspices favorables; on goûte les plaisirs au défaut de la paix; au lieu d'user de la liberté, on se joue avec elle. Les partis se sont fait effort pour cacher la haine qui les divise : ils éclatent; une catas-

trophe cruelle vient détruire un repos mal affermi, une constitution sans force, et surtout sans prévoyance.

Après le 18 fructidor, la politique extérieure ne connaît plus de modération, la guerre se rallume; de nouveaux peuples succombent; leurs malheurs sont vengés : les victoires des Français sont interrompues, ou se mêlent à des défaites. Au-dedans, on s'agite sans énergie, sans concert; le gouvernement marche sans finances et presque sans lois. La guerre civile renaît; on craint, on sent venir les maux inouïs dont on croyait le retour impossible. Ce serait une grande fatigue que de décrire un état de choses aussi confus; mais il conduit à un dénoûment inespéré qui ter-

mine la révolution, et qui rappelle les lois aussi bien que la victoire.

La scène de tant de grands événemens n'est pas toujours en France; toutes les parties du monde ont ressenti le contre-coup de la révolution française. Une île de l'Amérique, Saint-Domingue, en a surpassé les horreurs; toutes les autres les craignent ou commencent à les imiter. Les déserts de la Guiane vont offrir un vaste cimetière aux proscrits de la France. L'Afrique semble d'abord ressentir une influence plus heureuse de la révolution française. Des victoires, qu'on peut appeler d'éclatans prodiges, promettent à l'Egypte, à ce berceau sacré de la civilisation, d'en recouvrer les plus précieux avantages. L'Asie elle-

même paraît appelée à les partager. La Palestine et la Syrie attendent le bienfait d'une conquête. En Europe, l'ébranlement causé par la révolution est plus profond et plus durable. La fertile Belgique est soumise; et s'étonne de participer à nos mouvemens, alors irréligieux, elle qui venait de s'armer contre son souverain pour l'intérêt de ses prêtres et de ses moines. La Hollande éprouve le même sort; elle imite les Français pour les désarmer. La Pologne, pour qui une réforme politique était plus nécessaire que pour nous-mêmes, l'entreprend avec franchise, et même avec prudence, la défend avec un courage héroïque, succombe et s'anéantit. L'Espagne se délivre des victoires des

Français en acceptant leur alliance avec docilité. Toute l'Italie change de face : la Lombardie est appelée à la liberté ; Venise passe sous une domination étrangère. Rome, qui a perdu ce qui lui restait de puissance, c'est-à-dire la suprématie religieuse de son souverain, en est consolée un moment par une imitation grossière des formes de sa grande république. La Suisse défend sans succès sa liberté contre la révolution française, qui ne lui annonce que de l'anarchie.

Pendant ce choc universel, le destin des peuples change, mais non leur caractère. Le Français, qui, pendant plusieurs années, a été emporté si loin de ses penchans, qui avait épouvanté

l'univers de ses maux et de ses fureurs, saisit les premières lueurs d'un calme qui n'est pas encore établi, pour se livrer à toute sa légèreté. Il sait mieux, il est vrai, profiter de ses victoires ou réparer ses revers au-dehors; mais il se montre aussi inhabile qu'il le fut après tous ses états-généraux, après la Ligue, et même après la Fronde, à terminer ses troubles domestiques, à tirer parti de ses malheurs. La patience flexible du Hollandais se retrouve attestée par une révolution qu'il modère, n'ayant pu la détourner. Les Suisses décèlent d'abord l'altération que le temps et un dangereux voisinage ont apportée dans leurs mœurs austères et belliqueuses; mais, tout vaincus qu'ils sont, ils reprodui-

samment éclaircir? Il est peu de mes lecteurs qui ne soient prêts à me faire cette objection. Mais il faut bien que quelque chose précède une histoire qui sera un jour la plus grande source d'instruction pour les rois et pour les peuples. Les partis n'ont point encore parlé; parlons donc avant eux, si nous avons la conscience de quelque impartialité; décréditons d'avance les relations de la haine, et celles même de la vanité. Faut-il se taire sur nos triomphes parce qu'ils se sont trouvés contemporains de nos jours de malheurs? Mais il y a dans ces malheurs mêmes un souvenir salutaire.

Il s'élève une génération qui nous demande compte de tant d'événemens,

ou déplorables ou glorieux, que nous avons vus : n'aura-t-on à lui montrer que des relations écrites dans le même jour de l'action, et que les archives volumineuses où sont confusément entassés les faits authentiques et les faits bientôt démentis, les détails les plus frivoles, à côté des plus grandes catastrophes? Faut-il la laisser livrée à l'erreur de nos premières vengeances et de nos vieilles préventions?

Je vais consacrer cette introduction à rappeler des événemens politiques et militaires qui eurent lieu sous le règne de la convention, et dont je n'aurais pu rendre compte sans perdre long-temps de vue les mouvemens de cette orageuse assemblée. Je décrirai en même temps

la situation des principales puissances qui étaient entrées dans la coalition. Je ferai entrer dans ce tableau différens faits qui, placés ailleurs, détourneraient trop l'attention du grand événement que j'ai à retracer.

L'armée de Sambre et Meuse, sous le commandement du général Jourdan, avait profité avec ardeur de la victoire de Fleurus. Le prince de Cobourg avait dirigé sa retraite en laissant à découvert la Belgique, qu'il avait reconquise avec tant de facilité, et les forteresses de la Flandre française, qu'il avait emportées après de si long travaux, c'est-à-dire Valenciennes, Condé, le Quesnoy et Landrecy. Il se plaça à une longue distance de ces villes, dont les garnisons

autrichiennes, abandonnées à elles-mêmes, capitulèrent plus tôt que les Français ne l'avaient espéré. Il renonça à toute communication avec les armées hollandaise et anglaise, qui, de leur côté, se retirèrent précipitamment de la Flandre maritime; en sorte que la seconde conquête de la Belgique ne fut pour les Français qu'une simple prise de possession. Le prince de Cobourg s'était flatté de pouvoir se maintenir sur la Meuse; il s'était dirigé sur Liége. Derrière cette ville, et sur les hauteurs de la Chartreuse, il avait fait élever des retranchemens presque aussi formidables que ceux par lesquels il avait cru se rendre invincible dans la forêt de Mormal. On prit encore une fois le parti,

non de forcer ces retranchemens, mais de les rendre inutiles. Le général Jourdan put faire supporter six semaines d'attente à la valeur française. Le troisième jour complémentaire (19 septembre 1794), il attaqua l'aile gauche de l'armée autrichienne, qui campait devant Maëstricht, et la battit. Franchissant ensuite des rives escarpées, passant sous des plateaux que l'ennemi avait garnis de canons, renversant tout ce qui avait voulu retarder sa marche, il prit en flanc la position de la Chartreuse. L'armée autrichienne l'y attendit avec peu de fermeté. Chaque poste fut attaqué et emporté à la baïonnette. Une opération si compliquée et si hardie n'avait paru qu'un jeu aux vainqueurs de Fleurus.

Le général Kléber, qui s'était beaucoup distingué dans l'attaque de la Chartreuse, fut chargé d'entreprendre le siége de Maëstricht, où le prince de Cobourg avait jeté un corps de huit mille hommes. Un nouveau combat mit l'armée autrichienne hors d'état de pouvoir secourir cette importante forteresse ; elle s'était retranchée derrière les bords de la Roër, dans une position que le général Clairfait, deux ans auparavant, avait rendue célèbre en s'y maintenant contre le général Dumouriez avec les faibles débris de l'armée qui avait été vaincue à Jemmapes. Les Français, plus habiles et encore plus impétueux qu'à cette époque, passèrent à la nage la rivière de la Roër, et remportèrent

une victoire complète. Dès-lors il n'y eut plus que désordre et précipitation dans la retraite de l'armée autrichienne; elle n'osa se défendre dans Juliers; elle ne tenta plus de porter du secours à Maëstricht; elle resta pendant près d'un an comme cachée aux Français. Le siége de Maëstricht fut conduit avec une habileté qui annonça que les Français n'avaient cessé de se perfectionner dans l'attaque des places. Les deux corps du génie et de l'artillerie eurent la plus grande part au salut et à la gloire de la France dans cette guerre. Huit mille hommes pourvus de toute espèce de vivres et de munitions défendaient Maëstricht. Cette ville capitula le 14 brumaire (5 novembre), après onze jours

de tranchée ouverte. On y trouva trois cent soixante pièces de canon et quatorze mille fusils.

Un long blocus, que les Autrichiens n'osèrent troubler par aucun mouvement, mit l'armée de Sambre et Meuse en possession de Luxembourg, de cette forteresse inaccessible, regardée comme une des premières places du monde.

L'armée de Sambre et Meuse étendit ses conquêtes sur toute la rive gauche du Rhin, soumit à la domination de la France l'électorat de Trèves et la plus grande partie de ceux de Mayence et de Cologne, et du Palatinat. Voilà le parti que le général Jourdan sut tirer des victoires de Fleurus, de la Chartreuse et de la Roër.

Il avait un rival de gloire dans le général Pichegru, qui commandait l'armée du Nord. Il n'est pas encore temps de faire connaître le caractère et les desseins de ce chef habile et ambitieux; l'intérêt de la patrie dirigeait alors tous ses plans.

Pichegru avait beaucoup contribué à décider les premiers succès de la glorieuse campagne de 1794. C'était lui qui avait donné le conseil hardi de ne point attaquer de front le prince de Cobourg, lorsqu'il s'appuyait sur les quatre forteresses de Condé, de Valenciennes, de Landrecy et du Quesnoy, et sur les retranchemens de la forêt de Mormal. Il paraissait laisser au général autrichien le chemin de Paris libre; et la circons-

pection de celui-ci s'était accrue par les facilités suspectes que Pichegru lui présentait. Cependant les principales forces de l'armée du Nord s'étaient rassemblées dans l'ouest de la France; elles tendaient à déborder l'armée du prince de Cobourg, qui ne s'aperçut point assez tôt de ce puissant effort. Clairfait avait été vaincu trois fois auprès d'Ypres et de Menin. Le duc d'Yorck avait été battu, et n'avait pas mieux sauvé son artillerie et ses équipages que dans sa malheureuse attaque contre Dunkerque. Le prince de Cobourg avait été amené par degrés à s'éloigner de la position centrale où il était presque inattaquable. Il avait pu défendre la ville de Tournay contre le général Pichegru; mais celui-

ci avait mis tant d'audace et tant d'opiniâtreté dans cette entreprise, que le prince de Cobourg, amenant sur ce point l'élite de ses troupes, avait été moins attentif à surveiller l'armée de Sambre et Meuse qui s'avançait par la forêt des Ardennes; et quand il vint à la rencontre du général Jourdan, il apportait déjà à la bataille de Fleurus le regret d'avoir été déconcerté dans tous ses plans.

Mais l'armée du Nord, dont la gloire, depuis cette journée, paraissait éclipsée par celle de Sambre et Meuse, était impatiente de finir cette campagne avec plus d'éclat encore qu'elle ne l'avait commencée. Pichegru, bien assis dans la Belgique, aspirait à la conquête de la Hollande. On eût dit qu'en recommençant une

entreprise où Louis XIV avait échoué, les armées républicaines voulaient s'élever au-dessus de celles de la monarchie.

Le général Moreau fut chargé de préluder à la conquête de la Hollande en faisant le siége du fort de l'Écluse. Sous ses ordres, les grenadiers français se jetèrent à la nage, ou se confièrent à des batelets pour emporter l'île de Gazand, qui était nécessaire à l'investissement du fort. Ils y abordèrent sous le feu de nombreuses batteries, s'en rendirent maîtres, et la garnison du fort de l'Écluse capitula.

Pichegru poursuivait le duc d'Yorck, et battait son arrière-garde chaque fois qu'il pouvait l'atteindre; il le forçait de laisser à découvert plusieurs places

importantes. Le fort d'Orten et celui de Crèvecœur furent emportés. On s'attendait à une longue résistance de la part du commandant de Bois-le-Duc. Il avait eu recours aux inondations; il capitula avant que le siége fût commencé. Il s'agissait ensuite d'investir Nimègue, Grave, Vanloo. Dans ce dessein, l'armée du Nord passa la Meuse presque sous les yeux du duc d'Yorck, qui n'osa point l'en empêcher, qui fut atteint sur l'autre rive, et qui, vaincu par un léger combat, ne se crut plus en sûreté que derrière le Wahl. Des trois villes hollandaises qui furent investies en même temps, Grave fut la seule qui opposa une sérieuse résistance.

Les rigueurs de l'hiver se faisaient

déjà sentir. L'armée du Nord était livrée aux plus affreux besoins, ayant derrière elle les greniers de la Belgique, et devant elle les trésors et les magasins de la Hollande; elle voyait sortir, des forteresses dont elle s'emparait, des garnisons exténuées par la faim. Les préparatifs de la grande expédition avaient demandé quelque temps. Une maladie du général Pichegru l'avait encore fait différer. Enfin on va sortir de cette situation embarrassante : tout est prêt; Pichegru a arrêté ses plans, mais ils sont subordonnés à la température du ciel. Le froid redouble (l'hiver de 1794 à 1795 fut un des plus rigoureux de tout le siècle) : point de tentes à élever, point de forêts à abattre. Il n'était personne

en France qui ne frissonnât en songeant à cette armée qui avait à la fois à désirer et à braver un froid glacial, que quelques jours pouvaient porter sur des routes nouvelles, et que quelques heures d'une température plus douce pouvaient engloutir sous les eaux. A moitié nu, sur des plaines de glace, le soldat français chantait. Le 9 thermidor lui avait rendu sa vive et franche gaîté. Une profonde terreur s'était emparée du stathouder et de ses partisans. Aidé des Anglais, il pouvait encore opposer une armée à peu près égale à celle des Français, qui se montait à près de cent mille hommes. Il lui restait encore une longue ligne de forteresses, mille défenses faites par la nature, enfin la res-

source du désespoir, l'inondation des campagnes. Mais il gémissait d'appeler en vain pour la défense de son pays ces Prussiens qu'il avait appelés jadis pour la défense de son autorité; maintenant ils se tenaient retirés sur la rive droite du Rhin, abandonnant même des possessions prussiennes. La grande armée de la ligue était encore plus loin, et dans un plus grand désordre; les Anglais faisaient acheter et détester leurs secours. Pouvaient-ils bien défendre une puissance maritime dont ils brûlaient d'envahir les florissantes colonies? Enfin le stathoudèr craignait des patriotes vindicatifs qui lui reprochaient, au milieu de ses périls et de son humiliation, de les avoir livrés d'abord au joug du sol-

dat prussien, et ensuite à l'orgueil et à la cupidité des Anglais. Déjà un grand nombre de ces républicains entretenaient des intelligences avec ceux de leurs concitoyens exilés qui avaient suivi l'armée française, et qui avaient établi à Anvers un comité d'insurrection. Le stathouder venait de recevoir des états-généraux un pouvoir dictatorial, arme dangereuse pour qui craint d'en user. Le départ du duc d'Yorck, qui s'était retiré en Angleterre, en laissant le commandement de l'armée anglaise au général Walmoden, affranchissait du moins le stathouder de la tutelle d'un prince tant de fois vaincu, et qui n'était plus superbe qu'envers lui. Il prit le parti de traiter avec les Français. Il

offrit des conditions de paix semblables à celles que proposaient les descendans de Charlemagne aux hommes du Nord, c'est-à-dire une immense rançon. Il s'engageait à payer quatre-vingts millions de florins; il reconnaissait la république française : froide et singulière déclaration de la part d'un souverain que cette république méditait peut-être d'effacer du nombre des puissances européennes. Il lui demandait de reconnaître à son tour le gouvernement des sept Provinces-Unies tel qu'il était établi. La convention nationale, ou plutôt son comité de salut public, reçut avec dédain ce premier hommage qu'arrachait la république à l'un des potentats ligués contre elle. Le stathouder, par l'étendue de ses

offres, ne fit qu'exagérer à l'imagination l'étendue de la proie que pouvait offrir la Hollande. Déjà tout était disposé pour une attaque beaucoup plus impétueuse et plus hardie que celle que tenta Louis XIV, qui, trop attentif à conquérir des forts, avait perdu l'occasion de conquérir les sept Provinces. Une gelée âpre et continue vint tromper l'espoir des Anglais, qui, sourds aux plaintes des habitans des campagnes, avaient ouvert les écluses. La Hollande attaquée n'eut plus de fleuves pour sa défense, et des bras de mer, devenus des routes solides, furent des champs de bataille où combattirent des soldats portés sur des crampons, et où l'artillerie fut traînée. Peu de faits militaires

s'offrent sous un aspect plus étonnant que l'attaque du 7 nivose (27 décembre), dont les dispositions furent réglées par le général Pichegru. Deux divisions, dont l'une était commandée par un Hollandais réfugié, le général Daendels, passèrent la Meuse devant l'île de Bommel, s'emparèrent de cette place et du fort Saint-André. Tout ce que les Anglais, les Hollandais, les Hessois occupaient de forts, de redoutes, de batteries sur une étendue de douze lieues, depuis Grave jusqu'au-delà de la rivière de Merck, fut emporté à la baïonnette; les lignes de Bréda furent forcées par les divisions du général Bonnaud et du général Lemaire, qui étaient cantonnées autour de cette place. Près de cent pièces

de canon et d'immenses magasins furent abandonnés par les Anglais et les Hollandais. Peu de jours après cette attaque générale, dont le succès avait été complet sur tous les points, les Français passèrent deux fois le Wahl, d'abord au-dessous de Nimègue, et ensuite au-dessus de la même ville. Les glaces favorisèrent le premier de ces passages; elles n'avaient pas assez de consistance pour le second. Les Français se réjouirent dans cette occasion de ne plus triompher à l'aide des moyens fournis par la température du ciel. Le Wahl fut passé au-dessus de Nimègue, sur de faibles bateaux, où se jetèrent à l'envi les grenadiers. Le général Macdonald, que nous retrouverons dans le cours de

cette histoire, conduisit cette expédition, l'une des plus difficiles et des plus glorieuses de la campagne. Les Anglais et un corps d'Autrichiens commandé par Alvinzi avaient élevé des batteries sur les digues du Wahl, dont Macdonald s'empara après une faible résistance des premiers et une défense obstinée des seconds.

Dès-lors plus de combats, plus d'obstacles; le peuple conquis semble un peuple allié qui s'avance au-devant de ses libérateurs; les Anglais, les Autrichiens, les Hessois abandonnent les forts qui leur sont confiés. Ces défenseurs qui s'éloignent laissent plus de traces de leurs fureurs que les conquérans qui s'avancent. Ils vont se retran-

cher derrière le Leck et l'Yssel, bar
res qui ne les défendront pas mieux
le Wahl. Les partisans les plus zélé
stathouder fuient. Enfin, au nom d
crainte et de l'intérêt, il se forme d
toutes les villes de Hollande une fa
et presque inutile insurrection co
des magistrats déconcertés dans to
leurs mesures. On se déclare ami
Français; on a recours à tous les so
à toutes les recherches de l'hospit
envers ces vainqueurs indigens, de
qui sont exposés les trésors accum
par une longue économie. On parle
ces maîtres nouveaux le langage d
liberté.

Le stathouder, dans cette extrém
écouta plus l'intérêt de ses concito

que son ressentiment. Il pouvait suivre l'armée anglaise, qui espérait se défendre encore dans les Provinces-Unies jusqu'au printemps; mais il fournissait par là des prétextes à la colère des Français, qui auraient vengé sur tous ses partisans, et peut-être sur tous les Hollandais, les dernières preuves de dévouement qu'il en aurait reçues. Il quitte Gorcum, où il avait établi son dernier quartier-général : il se rend à la Haie, et paraît à l'assemblée des états-généraux, dont il avait depuis si long-temps mis à l'épreuve la soumission et le zèle. Il vient aujourd'hui leur demander d'abandonner sa cause; il craint tout effort qui prolongerait les troubles de sa patrie, et qui lui rendrait plus dur le joug

étranger sous lequel elle va pas
vient déposer solennellement un
voir qu'on a représenté comme o
et qu'il n'a pu rendre utile à ses c
triotes. Tels furent les adieux de
cendans de ces princes d'Orange
nom est glorieusement mêlé à
les belles époques de la liberté l
daise. Dès le lendemain il quitt
terre natale, et s'embarqua pou
gleterre.

Le général Pichegru était à U
lorsqu'une députation des bou
d'Amsterdam vint lui apporter le
de cette ville. Les Français y ent
le 9 janvier 1795 : la discipline
vèrement observée. Les habitans
terdam, par un accueil franc et l

sans prodigalité, fournirent des récompenses, et non des tentations à la sagesse du soldat. Un fait que l'histoire ne doit point omettre, c'est que, le jour même où les Français entrèrent dans Amsterdam, la bourse fut ouverte; toutes les opérations commerciales eurent lieu comme de coutume, les dettes furent acquittées avec la même fidélité. L'observateur, en remarquant cet exemple signalé et du flegme et de la bonne foi héréditaire de ces républicains commerçans, pouvait dire ce jour-là même : *La Hollande existe encore.*

Des villes telles qu'Amsterdam, Rotterdam, Utrecht, la Haye, Leyde, invitaient au repos une armée qui avait éprouvé tant de fatigues dans une saison

si rigoureuse. Cependant les généraux trouvèrent, à rappeler les soldats de ces villes opulentes où ils venaient d'entrer, la même facilité qu'ils avaient eue à les y conduire. On ne voulut rien laisser à conquérir dans les sept Provinces-Unies. Le reste de l'armée anglaise, continuant jusque derrière l'Ems une retraite qui avait commencé dès les environs de Lille, s'embarqua enfin à Brême. Cette campagne offrit un singulier jeu du hasard : des cavaliers français aperçurent des vaisseaux qui avaient été retenus par les glaces, et ils s'en emparèrent.

Si l'occupation de la Hollande eût été faite six mois plutôt, c'est-à-dire avant le 9 thermidor, Robespierre, Billaud-Varennes ou Couthon auraient relevé

tous les échafauds du duc d'Albe, auraient proscrit tous les riches, et fait tarir la source des richesses. Leurs mesures anarchiques, en frappant sur l'industrie, le travail et l'économie d'un peuple qui lutte contre la pauvreté de son sol, et qui se défend à grands frais, contre les fureurs de l'Océan, auraient percé les digues, auraient fait rentrer la Hollande sous les flots. Le nouveau comité de salut public n'abjura point tout droit de conquête, mais il en usa sans violence. Il voulut étendre la liberté du peuple batave, bienfait suspect quand l'indépendance nationale a reçu une profonde atteinte. Il l'appela un allié, mais il lui demanda des tributs. Il l'opprima peu, il ne le releva point. Ce

peuple fit de continuels efforts de patience pour adoucir et pour supporter sa ruine. Ce fut la France qui vainquit la Hollande; ce fut l'Angleterre, tout à l'heure son alliée, qui lui ravit les plus précieuses dépouilles. Ce qui contribua à la facilité de ses succès, et à les rendre souvent ignominieux pour la Hollande, c'est que son armée navale, alors toute dévouée au parti d'Orange, crut servir le ressentiment de son chef par des défections et des trahisons multipliées. Les Hollandais se virent enlever leurs florissantes possessions dans les Indes; ils perdirent tout de leur commerce, excepté l'ordre, la patience, la bonne foi, sur lesquels il se fonde. Quand la France porta parmi eux les principes de

sa révolution, on les vit répéter avec flegme les discours extravagans qui avaient excité parmi nous tant d'orages; on ne les vit point commettre d'actes insensés, d'actes féroces.

La république française fut amenée, par le traité qu'elle fit avec la république batave, et dont Sieyès et Reubel furent les négociateurs, à un système politique qu'on annonçait depuis long-temps, et qu'on suivit avec constance, celui d'établir au-delà de ses frontières des républiques subordonnées. Par ce traité, la république batave céda à la France les différentes forteresses dont celles-ci voulut se faire une barrière sur la Meuse.

Je viens de dire que l'Angleterre s'était amplement dédommagée, sur les

colonies de la Hollande, des secours impuissans, et peut-être perfides, qu'elle lui avait prêtés. C'est ici le lieu d'examiner la politique d'un gouvernement qui mit toute son étude à aggraver les maux intérieurs de la France, et à profiter des désastres des alliés qu'il armait contre elle. Les chefs de la révolution voyaient partout des manœuvres de Pitt, et frémissaient d'horreur à ce nom. Parmi tant de milliers de Français conduits à l'échafaud, il n'y en eut aucun, sans en excepter ceux qui avaient porté le plus loin les extravagances de la démagogie, qui ne fût accusé d'être un agent de Pitt.

Cet homme d'état avait droit, par l'éclat de ses talens, et même par quel-

vertus éminentes, à une grande
année. Fils et élève chéri de l'un
ministres les plus habiles, les plus
et les plus intègres qu'ait eus l'An-
ire, il avait dû ses talents précoces
le gouvernement de son pays à une
ation dirigée tout entière vers ce
La politique le reçut au sortir de
ernière enfance. Il avait échappé
passions ardentes de la jeunesse;
aussi il n'avait pas tenu d'elles
franchise, cette générosité qui,
les affaires d'état, sont souvent
utiles que des combinaisons sèches
ificieuses. Il débuta avec des succès
rans dans le parti de l'opposition.
principes qu'il énonçait alors sor-
t du cercle banal des déclamations

antiministérielles. L'amour de la liberté, les sentimens de bienveillance sociale, qui calment et qui unissent les nations par des intérêts communs, étaient exprimés dans ses discours avec une telle maturité de réflexions, qu'on était tenté de les considérer chez lui comme des principes invariables. Il parvint bientôt au ministère principal, et se montra infidèle à quelques-uns des amis qui avaient secondé son ambition : tort que l'on pardonne moins en Angleterre que celui de renoncer à des principes longtemps professés. Son administration, pleine d'habileté et de fermeté, répara en peu de temps les fâcheux effets de la guerre d'Amérique. Tandis que la France paraissait accablée par les efforts dispen-

dieux qu'elle avait faits avec un médiocre succès pour relever sa puissance maritime, Pitt suivait avec constance un système qui soutenait le crédit de l'Angleterre, et lui faisait espérer un amortissement graduel de son immense dette publique. Il avait su, par les besoins du commerce, rattacher à la métropole l'Amérique septentrionale, dont l'indépendance ne fut suivie d'aucun des effets que s'en étaient promis la France et l'Espagne. Il avait commencé à rendre la Hollande tributaire par le moyen du stathouder; et quand il avait fallu soutenir ce prince par les armées de la Prusse, Pitt s'était joué des vaines menaces du gouvernement français. Il avait fait consentir ce même gouvernement à un traité

de commerce qui pouvait un jour devenir utile aux deux nations, mais dont l'Angleterre avait recueilli les fruits les plus précieux. Il avait asservi la Russie dans ses relations commerciales, et dans le même temps il avait arrêté l'ambition de Catherine II, qui croyait s'être ouvert le chemin de Byzance.

Telle était la position de Pitt quand la révolution française éclata. Il parut d'abord applaudir à ses premiers mouvemens, soit qu'il respectât le généreux essor d'un peuple vers la liberté, soit qu'il se réjouit, pour les intérêts de son pays, des discordes de la nation rivale. Lorsqu'il vit l'anarchie faiblement réprimée, et qui semblait déjà envahir cette révolution, il ne s'exprima plus sur elle

qu'avec un flegme dédaigneux : *Les Français*, disait-il, *ont traversé la liberté.* Rien cependant n'annonçait encore en lui un ennemi déclaré de la révolution. Ce fut du milieu de l'opposition que s'élevèrent les plus furieuses imprécations contre les nouveaux principes des Français. Les deux orateurs les plus véhémens de ce parti, M. Burke et M. Windham, firent, avec un enthousiasme presque fanatique, un appel à tous les souverains de l'Europe, et surtout à l'Angleterre: « Il fallait, disaient-ils, il fallait châtier sévèrement les Français rebelles; nulle entreprise n'était ni plus nécessaire ni plus facile. La France, disait le fougueux Burke, laisse un grand vide dans l'Europe. » On sait la réponse

prophétique de Mirabeau : *Ce vide est un volcan*. Pitt, heureux, dans de telles circonstances, de trouver des auxiliaires dans l'opposition même, fit entrer au ministère M. Windham et le lord Portland. Il préparait la guerre et l'armement général de l'Europe. C'était sous son influence secrète que s'étaient formées les conférences de la Haye et de Pilnitz. S'il différa à faire déclarer l'Angleterre, c'est qu'il trouvait quelques difficultés à rendre la guerre nationale. Le supplice de Louis XVI lui en fournit l'occasion. Il déplora cet événement avec une sensibilité qui n'était point le caractère accoutumé de son éloquence. Il fit pressentir une guerre dont la magnanimité dirigerait tous les mouvemens ; il ne

songeait qu'à une guerre d'avarice. Celle-là seule pouvait être long-temps nationale; car la nation anglaise est généreuse par accès et avide par instinct. Pitt devint, pour le malheur de la coalition, le maître de tous les cabinets de l'Europe. Il y avait un genre de talent qui manquait à son génie, et dont sa position d'ailleurs lui permettait peu l'usage; c'était celui de diriger des plans de campagne. L'Angleterre eût eu besoin, dans de telles circonstances, de trouver un nouveau Malborough: il ne s'en offrit point. L'armée anglaise ne parut sur le continent que pour éprouver des défaites et pour troubler les mouvemens des grandes armées de la ligue. Ce que Pitt prévit le mieux, c'est que la révolution française ne serait

point calmée par la guerre; et cependant il ne cessa de tenir sous les armes tous les états qui eurent recours à sa fatale assistance. Quand on croyait son attention dirigée vers le rétablissement d'un trône antique et vers l'affermissement de tous les autres, il s'occupait de la conquête d'îles à sucre, d'îles à épiceries. Quand les alliés remportaient quelques succès importans, Pitt calculait; quand ils étaient battus et poursuivis jusque dans leur capitale, Pitt calculait encore. Les royalistes de la Vendée étaient-ils victorieux sur tous les points de leur petit territoire, Pitt les négligeait; étaient-ils vaincus et pacifiés, il leur prodiguait l'or, les secours et les promesses.

Jamais il ne voulut marquer un but à la coalition. On ne savait s'il servait sincèrement la branche aînée des Bourbons; au moins paraissait-il négliger les frères de Louis XVI. On le soupçonnait d'avoir encouragé de bonne heure les complots de la faction d'Orléans. Si le duc d'Yorck eût été plus heureux dans ses armes, peut-être Pitt aurait-il osé le proposer pour chef d'une monarchie constitutionnelle en France. Les discours obscurs de ce ministre, son caractère profond, concentré, appelaient et défiaient toutes les conjectures. Le lord Granville et M. Windham montraient plus de franchise dans leur attachement à la cause des Bourbons et des émigrés. Il est vraisemblable que Pitt

se plaisait à faire annoncer par eux à l'Europe des projets désintéressés, auxquels il substituait des entreprises dont le commerce et la puissance maritime des Anglais devaient seuls profiter.

Présentons maintenant Pitt sous un autre aspect. L'Angleterre n'eut jamais un ministre plus passionné pour ses intérêts, en supposant que, sur la fin du dix-huitième siècle et en Europe, les intérêts d'une nation eussent pu se séparer de ceux de toutes les autres. Son administration intérieure n'était pas seulement un modèle d'habileté, elle offrait un exemple plus admirable encore de probité et de désintéressement. Il contenait ses ennemis sans les opprimer. Homme puissant, il ne calomnia

ni ne persécuta jamais le rival qui avait vainement tenté de lui disputer le pouvoir, et qui avait réussi à balancer sa réputation, M. Fox. La pureté et la noblesse de son éloquence annonçaient une âme élevée. Ministre d'un roi dont la raison fut quelque temps égarée par une cause accidentelle, il ne fut ni son flatteur ni son tyran. On le vit résister avec fermeté aux préjugés de ce monarque contre les catholiques irlandais. Il fut fidèle à la constitution de son pays. A la vérité, dans des circonstances orageuses, il étendit l'autorité royale, mais avec précaution et pour un temps déterminé. C'était un ami sincère, un homme fidèle à toutes les promesses qu'il ne faisait pas à un gouvernement.

Je vais dire un mot de l'accroissement qu'avait reçu la puissance maritime des Anglais à l'époque où je suis arrivé, ou qu'elle reçut peu après. Dès que la guerre fut déclarée, le gouvernement britannique envoya plusieurs escadres pour faire la conquête des colonies occidentales de la France. Elles ne rencontrèrent dans ces parages aucune flotte française. La terrible situation de Saint-Domingue tint quelque temps les Anglais indécis dans leurs projets sur cette colonie. Déjà la plus grande partie des blancs avait péri dans d'épouvantables massacres. Les nègres révoltés, s'abandonnant à toutes les fureurs des cannibales, avaient reçu d'odieux secours de la part même de

commissaires du gouvernement français. La ville du Cap était envahie et brûlée; toute la partie du nord n'était plus qu'un monceau de ruines et de cendres lorsque les Anglais s'établirent dans la partie occidentale de l'île. Leur domination y fut mal assurée, et ne dura pas long-temps. La contagion dévora la plus grande partie des troupes qu'ils y envoyèrent; le nègre Toussaint Louverture vainquit le reste dans une suite de combats; mais la colonie la plus florissante qui ait jamais été fondée avait disparu, la France avait fait une perte irréparable. Quelle fut la part des Anglais dans la longue série de crimes qui amena et compléta ce désastre? Cette recherche serait trop longue pour la

tâche que j'ai entreprise; et d'ailleurs elle ne peut être faite que par un homme qui aurait eu le malheur d'être témoin de tant de déplorables événemens. Beaucoup de personnes ont cru que la révolte des nègres de Saint-Domingue avait été dès long-temps préparée par Pitt, comme une vengeance de la perte de l'Amérique septentrionale. C'est à cette exécrable pensée qu'elles attribuent les motions que Pitt appuya si souvent dans le parlement pour l'abolition de la traite d'Angleterre; elles n'y voient qu'une hypocrite philanthropie de la part d'un homme qui affichait et même exagérait son mépris pour les vains projets de perfectibilité, et qu'une provocation faite à la France d'allumer dans Saint-

Domingue un incendie qu'il saurait bien prévenir à la Jamaïque. Cette accusation n'est nullement vraisemblable ; l'histoire ne sait point juger de l'authenticité de ces crimes d'état, et trop souvent la conscience d'un seul homme en reste le juge et le vengeur. La Martinique offrit à l'Angleterre une possession plus utile et moins dangereuse que Saint-Domingue. Les habitans de la première de ces colonies craignaient tout de la métropole inhumaine, qui, saisie d'un esprit de vertige, et par d'indignes commissaires, avait livré les blancs de Saint-Domingue à la vengeance de leurs esclaves. Ils se rendirent aux Anglais. Ceux-ci ne leur imposèrent que des lois modérées.

Sainte-Lucie et Tabago passèrent depuis sous leur domination.

Ils occupèrent successivement, par la connivence des chefs militaires et des habitans, les colonies occidentales de la république batave. Ils surent maintenir une soumission profonde dans toutes ces îles et dans celles qui leur appartenaient déjà. Bientôt l'Europe n'eut plus à demander qu'à l'Angleterre des denrées précieuses dont les circonstances les plus rigoureuses ne modéraient pas le besoin.

L'Angleterre mit son attention principale à profiter des troubles du continent pour affermir et pour étendre au loin sa domination dans les Indes orientales. Jamais plus vaste conquête ne de-

anda moins d'efforts. Une compagnie
e marchands l'exécuta avec une armée
mposée, pour la plus grande partie,
e troupes indiennes. L'empire de Ta-
erlan, depuis long-temps désolé par
s révoltes de plusieurs gouverneurs,
t renversé. Les palais des princes in-
iens ne cessèrent d'être ensanglantés
ar des crimes dont les Anglais seuls
çurent le prix. La côte du Malabar su-
it le joug qui pesait depuis long-temps
ur la côte de Coromandel. Le fils du
élèbre Hyder-Aly, Tippoo-Saïb, lutta
ul, mais avec des désavantages cons-
ns, contre les Anglais, dont le lord
ornwalis dirigeait les mouvemens mi-
taires avec habileté. La révolution fran-
aise privait Tippoo-Saïb du secours

d'un allié sur lequel il avait compté pou
maintenir et pour étendre la domina
tion qu'avait fondée le courage de sc
père.

Il manquait aux Anglais deux bou
levards de leur empire sur la mer d
Indes : c'étaient le cap de Bonne-Esp
rance et l'île de Ceylan. La conquête c
la Hollande par les Français, et l'allian
qu'avait faite avec eux la république b
tave, fo[illegible]rent aux Anglais le prétex
de s'emparer de ces points importan
la lâcheté et la perfidie des gouverneu
et des amiraux hollandais secondèrei
leurs entreprises. Des vaisseaux et d
forts leur furent livrés sans combat ; i
régnèrent seuls dans les Indes. Ils n'a
taquèrent point les îles de la Sonde, i

les Moluques; mais les Hollandais, privés d'escadres qui pussent protéger les retours de ces colonies, virent passer dans les mains des Anglais le commerce des épiceries, dont ils avaient fait si long-temps le fructueux monopole.

La France conserva cependant les îles de France et de Bourbon, ou plutôt elles surent se conserver en dépit de la république, qui semblait acharnée à renverser ses colonies. On leur avait envoyé des commissaires munis d'instructions qui auraient compromis le salut et l'existence de ces îles, jusque-là fidèles et paisibles. Les habitans, sous la conduite de Sircey, bon marin, homme d'état judicieux, renvoyèrent les commissaires français sans se révolter contre

la république, maintinrent leurs lois, refusèrent les secours des Anglais, et devinrent les seuls ennemis qu'ils eussent à craindre dans ces parages.

L'Angleterre soutenait les expéditions qui devaient la mettre en possession du commerce de l'univers, en déployant toutes ses forces navales. La France ne songeait qu'à différens intervalles à faire quelques efforts pour relever sa marine. La puissance prodigieuse, mais momentanée des assignats, ne suffisait pas à la construction des vaisseaux qui lui étaient nécessaires. Tout le courage qu'excitait la révolution ne pouvait remplacer l'éducation maritime. L'émigration de la plupart des officiers distingués de cette arme laissait un vide que

ne pouvaient remplir les pilotes de quelques bâtimens de commerce, ni d'intrépides corsaires. En incendiant la flotte de Toulon, les Anglais s'étaient assuré l'empire de la Méditerranée. L'escadre de Brest fut engagée, en 1793, dans un combat inégal, où elle perdit six vaisseaux. Elle avait eu pour but de protéger le retour d'un long convoi chargé de grains qui revenait de l'Amérique septentrionale. L'escadre anglaise, sous le commandement de l'amiral Howe, abandonna bientôt la poursuite du convoi pour présenter la bataille à l'escadre commandée par le vice-amiral Villaret-Joyeuse. L'honneur français n'aurait point à souffrir d'une relation détaillée de cette journée, où chaque vaisseau se

battit avec beaucoup d'intrépidité; mais l'ignorance de plusieurs capitaines rendit inutiles les dispositions prises par Villaret-Joyeuse; les signaux furent mal compris, les manœuvres mal exécutées. Un vaisseau nommé *le Vengeur*, après la défense la plus héroïque, s'abîma dans les flots plutôt que de se rendre. La marine française fut accablée par les suites de cette bataille, que le comité de salut public fit célébrer comme un triomphe.

Le commerce du Levant et celui de la mer Baltique tombèrent bientôt en partage aux Anglais. Ils ne se firent aucun scrupule d'assujettir les puissances de l'Europe, qu'ils avaient réunies dans la ligue contre la France, aux vexations

et aux opprobres de tout genre qu'impose leur code maritime, en temps de guerre, à tous les pavillons. Hambourg était devenu l'entrepôt principal de leurs marchandises, et s'élevait sur les ruines d'Amsterdam. Enfin l'univers n'avait plus de rivage qui ne fût dominé ou menacé par les flottes anglaises.

C'était sous le poids d'impôts multipliés et accablans que le commerce de cette nation s'élevait à une telle splendeur. Chaque année M. Pitt ajoutait à la dette nationale un emprunt de vingt ou de trente millions de livres sterling. Il établissait un impôt pour gage de cet emprunt, qui était rempli aussitôt que proposé. Les douanes étaient la ressource la plus vaste et la plus assurée

des besoins de l'état. La caisse d'amortissement, dont l'établissement est regardé comme la plus belle opération de Pitt, continuait au milieu de la guerre ses opérations avec assez de succès pour soutenir en Angleterre la confiance hardie sur laquelle se fonde le crédit public. Cependant, depuis la guerre, la dette publique fut presque doublée. Jamais une nation de commerçans ne montra à la fois plus d'avidité, plus d'union, plus de constance. Tandis que l'Europe était ébranlée par différens genres de fanatisme qui se combattaient, un seul peuple devait tout son patriotisme à de sages et froids calculs. Sa prospérité était appuyée sur un système de finances dont les succès semblent confondre la raison.

Il faut encore un certain nombre d'années pour que l'expérience aide à prononcer sur un système dont les avantages et les inconvéniens semblent jusqu'à présent se balancer.

Les Anglais se ressentaient des souffrances d'une guerre qui répandait tant de fléaux sur le continent : plusieurs de leurs manufactures éprouvaient une langueur qui était la suite nécessaire de l'épuisement de plusieurs nations auparavant opulentes. Ils employaient des sommes considérables à acheter des grains, dont ils éprouvaient souvent la disette. Ce fait semblait annoncer un déclin dans leur agriculture, qui avant la guerre nourrissait les trois royaumes, et pouvait suffire encore à

quelque exportation. La taxe des pauvres s'accroissait dans la même proportion que la dette nationale; et quoique l'on pût continuer ce remède dangereux, il dévoilait l'extrême souffrance des ouvriers et des petits propriétaires. J'ai rassemblé ces différentes considérations, parce qu'elles servent à expliquer une crise où se trouva l'Angleterre, et dont j'aurai à parler dans le cours de cette histoire.

Le gouvernement anglais avait déjà perdu deux alliés puissans, le roi de Prusse et le roi d'Espagne; l'un et l'autre avaient signé un traité de paix avec la république française.

Je vais employer le reste de cette introduction à retracer les événemens

ıes et militaires qui détachèrent
ɜue ces deux puissances.

ıi de Prusse, Fréderic-Guillaume,
de ces caractères inquiets, ar-
ui sont séduits, mais qui ne sont
ominés par la gloire. S'il s'écar-
ɜ routes ordinaires de la poli-
c'était pour être imprévoyant et
ptueux sous une vaine couleur
sme; s'il rentrait dans la politi-
embrassait sans scrupule et sans
toutes les ressources qu'elle lui
Soldat valeureux dans un jour
n, les forces de son caractère,
us que celles de son esprit, ne
ent point à une campagne. Il avait
les trésors du grand Fréderic,
ns l'expédition dont il avait fol-

lement espéré la conquête de la France, soit dans des prodigalités qui n'avaient attiré sur lui ni sur sa cour aucune renommée de galanterie, de magnificence. Dans le cours de la guerre, trois faits militaires avaient signalé les armes prussiennes, la reprise de Mayence, les lignes de Weissembourg forcées, et une victoire remportée par le duc de Brunswick à Kaiserslautern. Mais celle-ci n'avait point eu de suites importantes; les lignes de Weissembourg avaient été reprises par les Français, et enfin ils se disposaient à investir de nouveau Mayence. Le territoire prussien était envahi dans les duchés de Clèves et de Juliers; le stathouder était dépossédé. Dans de telles circonstances, Frédéric-Guillaume dé-

paix avec la république française.
t négociée à Bâle, entre Barthé-
ambassadeur de la république
de la Suisse, et le baron de Har-
g, et conclue le 5 avril 1795.
'rance annonça à l'Europe l'éten-
ses prétentions, en retenant ce
avait conquis dans les posses-
prussiennes situées sur la rive
du Rhin. Mais, par des combi-
s habiles, auxquelles les événe-
ostérieurs donnèrent une grande
le roi de Prusse acquit en Alle-
un pouvoir de protection bien
à rivaliser avec celui de l'em-
. La France s'engagea à ne point
la guerre dans ceux des états
niques qui sont situés sur la rive

droite du Rhin; Fréderic-Guillaume le
engageait avec lui dans la neutralité
Les états catholiques supportèrent tou
les fléaux de la guerre, dont les état
luthériens furent exempts, si l'on e
excepte les faibles contingens qu'ils con
tinuèrent à fournir. Ils prirent plus d'a
cendant à la diète; le roi de Prusse e
exerça un plus direct sur eux. Ainsi fu
préparé un grand changement dans l
constitution germanique. La ligue pro
testante obtint, grâce à une neutralit
tardive, plus d'influence en Allemagn
que les victoires des héros suédois e
celles de Turenne et de Condé n'avaien
pu lui en assurer à l'époque du fame
traité de Westphalie.

Mais le roi de Prusse recevait ailleur

un dédommagement que la république française sanctionnait par son silence. Un trône venait de s'écrouler, et c'étaient des rois ligués pour venger les droits des souverains qui venaient de l'abattre. La Pologne venait d'expier par la perte de son indépendance un effort magnanime qu'elle avait tenté pour se soustraire à sa vieille anarchie.

Stanislas-Auguste, élevé au trône de Pologne par la protection de l'impératrice de Russie, s'était aperçu, dès les premiers momens et pendant les longs orages de son règne, que c'était aux dépens de toute gloire véritable, de toute puissance réelle que Catherine II lui avait vendu un titre inespéré. Toujours réduit à la craindre et à l'implorer,

il avait été traité par elle avec un entier oubli des sentimens qu'on prétend qu'il inspira à cette souveraine fière et voluptueuse. Vassal soumis, il n'en fut pas moins un vassal dépouillé. Quand l'impératrice de Russie voulut opérer un premier démembrement de plusieurs provinces de Pologne, elle s'occupa moins de chercher des prétextes pour couvrir son iniquité, que de se donner des complices qui en partageraient les fruits et le reproche. Ces complices furent Fréderic II et la cour de Vienne.

Stanislas-Auguste était un prince éclairé, affable, éloquent, doué des qualités les plus séduisantes. La nation polonaise lui avait pardonné ses malheurs, mais sans en perdre la mémoire. La

plupart des grands s'étaient convaincus que les prérogatives de leur aristocratie étaient la source des fléaux multipliés qui les accablaient au-dedans et au-dehors.

Quand la révolution française éclata, l'aristocratie s'inquiéta dans tous les lieux où elle était le plus sagement ordonnée. En Pologne, elle médita sa propre réforme. Stanislas-Auguste vit naître avec joie ce mouvement. Il le seconda; il se crut assez fort pour le diriger; il espéra pouvoir faire bénir à la nation polonaise son règne, jusque-là malheureux. Il avait recherché l'amitié du roi de Prusse pour balancer l'ascendant de l'impératrice de Russie. D'ailleurs, les deux cours de Pétersbourg et de Vienne

étaient engagées dans une guerre
la Porte, et leurs succès récens ava
inquiété la Prusse. Tout donnait
poir que l'impératrice, occupée de s
pressans et multipliés, n'apporte
point d'obstacle à une entreprise
n'offrirait d'ailleurs aucun prétex
ses ressentimens.

Le plus beau jour parut luire su
Pologne. Au désordre, aux sangla
provocations, aux inflexibles préj
de la diète de Grodno avait succéd
esprit de concorde et de lumière.
constitution nouvelle avait été prép
dans le silence, concertée entre le r
les grands, qui se réunissaient
donner plus de force à la puiss
royale, et plus de liberté au peuple

Pologne se trouvait dégagée, par la constitution nouvelle, des deux institutions qui avaient rendu si long-temps son gouvernement anarchique, c'est-à-dire l'électivité de la couronne et le *liberum veto*. Le trône était déclaré héréditaire; la bourgeoisie était admise à tous les emplois; un système d'affranchissement était préparé de manière à tendre, par des degrés insensibles et nécessaires, à une abolition graduelle de la servitude. La constitution du 4 mai 1791 renfermait un grand nombre de dispositions qui fondaient son système représentatif sur des bases plus analogues à la constitution d'Angleterre qu'à celle de France. Le jour où cet acte mémorable parut, fut un jour d'allégresse pour toute la

nation : on ne cessait d'admirer la générosité des grands qui sacrifiaient au repos et à la liberté de leur patrie beaucoup de droits et de priviléges ; le peuple couvrait de bénédictions son roi, qui n'avait jamais montré plus d'éloquence, plus d'affabilité ; on ne s'abordait qu'en versant des larmes de joie, et cependant le tombeau de la Pologne s'ouvrait.

Cette réforme excita un mécontentement secret et profond dans la plupart des cabinets d'Europe. Ils apprenaient, par cet exemple, que ce n'était point en vain que les révolutionnaires français s'étaient flattés d'étendre au loin leurs principes. Cependant le roi de Prusse témoigna en termes peu équivoques sa

faction de l'heureux changement
é chez ses voisins. Peut-être était-il
de dans ses premières protestations;
-être s'applaudissait-il de pouvoir
ituer son ascendant à celui de l'im-
trice de Russie dans les affaires de la
gne. Dès que les mécontens qu'avait
la constitution du 5 mai 1791 se
ent assurés d'une puissante protec-
, ils éclatèrent. Félix Potoki se mit à
tête. Ils se réunirent à Turgowitz, et
formèrent une ligue où il n'entra
a petit nombre de leurs compa-
ts, et qui ne devait tirer sa force
les armes étrangères. Catherine II
ssait alors être livrée à la défiance
a froide circonspection de la vieil-
. Ses projets ambitieux n'avaient

pas eu le succès qu'elle en avait attendu : elle venait de faire des sacrifices trop dispendieux et trop vains à l'espoir de fonder un nouvel empire d'Orient. La dernière paix l'éloignait du chemin de Constantinople, qu'elle avait cru ouvert devant ses armes victorieuses. Elle adoucissait son chagrin par des artifices politiques. Toutes les déclarations des gouvernemens européens contre la révolution française étaient froides auprès des manifestes de l'impératrice de Russie ; mais des manifestes et des sommes assez considérables distribuées aux princes français, voilà tous les secours dont elle aidait la ligue. Elle répéta la promesse d'envoyer contre la France une armée formidable, long-temps après

que les hommes les plus crédules avaient cessé d'y ajouter foi.

Mais la Pologne appelait plus sérieusement son attention. Son orgueil fut irrité de voir Stanislas-Auguste échappé à sa protection. Elle se hâta de concilier quelques faibles différends qui avaient pu exciter de l'ombrage entre elle et le roi de Prusse. Elle lui promit Thorn, Dantzick, enfin les plus riches provinces de la Pologne. Quand elle se fut entendue avec lui sur tous les points, elle affecta plus que jamais de séparer ses opérations des siennes. D'abord elle se déclara pour les fédérés de Turgowitz; elle rappela à l'Europe qu'elle avait garanti la constitution qui venait d'être détruite. Dès le mois de mai 1793, elle

avait déjà fait entrer une forte ar
sur le territoire de Pologne. Qu
pouvait alors, dans le transport de
indignation et dans l'enthousiasm
sa liberté nouvelle, une nation qu
fière et belliqueuse, même durant
anarchie! Mais un lâche comprimai
efforts, retenait sa vaillance, cher
à inspirer sa sécurité au milieu d'u
ril manifeste, n'ordonnait que de
ses mesures, faisait tout avorter à
d'impéritie; et ce lâche, qui l'eût
c'était Stanislas-Auguste; c'était c
même qui avait préparé pendant
sieurs années, et qui avait accompl
milieu de tant d'acclamations le
projet d'être le bienfaiteur et le lég
teur de la Pologne. Aux premières

ques de la colère de Catherine II, il ne s'était plus montré qu'un esclave troublé qui a reconnu la voix sous laquelle il a tremblé toute sa vie. Joseph Poniatowski, neveu du roi, montra en vain un zèle sincère pour son pays. Le roi, du fond de son cabinet, n'ordonnait que des retraites. Les Russes arrivèrent à Varsovie comme au terme d'un voyage paisible. L'implacable Catherine ne put être satisfaite que lorsqu'elle eut comblé le déshonneur d'un homme qu'elle avait aimé. Elle lui ordonna de se mettre lui-même à la tête des fédérés de Turgowitz. Il obéit. Jean Sans-Terre, ou le dernier des Valois, pour citer des monarques complétement avilis, ne firent rien de plus lâche. Toute la Pologne

tomba bientôt sous le double fléau d'un joug militaire et d'un joug étranger. Les nobles qui s'étaient dévoués à la cause du roi et du peuple furent arrêtés, exilés, dispersés. Cependant les fédérés de Turgowitz se flattaient encore que l'armée russe n'exercerait en Pologne qu'une domination passagère. L'impératrice Catherine ne cessait de faire valoir le désintéressement d'une protection dont elle allait bientôt exiger le prix. Elle jugea pourtant que c'était à une autre puissance à donner l'exemple de la perfidie.

Frédéric-Guillaume, s'il eût été vainqueur en France, eût peut-être voulu jouer un rôle magnanime dans les affaires de la Pologne. Le malheur et l'humi-

liation qu'il avait éprouvés l'irritèrent, et ce fut sur ses faibles voisins qu'il fit tomber sa vengeance. Il abjura tous les sentimens chevaleresques dont il avait montré l'exaltation; l'imitateur de François Ier. ne voulut plus être que l'imitateur de Ferdinand-le-Catholique. Il fit entrer inopinément une armée dans la grande Pologne; il se mit en possession de Thorn et de Dantzick: il déclara (car une telle perfidie avait besoin d'un manifeste) que cette mesure lui était commandée par la nécessité de mettre ses états à couvert des principes des révolutionnaires polonais, auxquels il avait applaudi. Les Polonais cèdent, mais songent à la vengeance. Les fédérés de Turgowitz rougissent d'avoir cédé à cette

passion. L'impératrice paraît écouter leurs prières, et feint d'ignorer pourquoi le roi de Prusse s'est porté à ce mouvement. Enfin elle découvre ses desseins lorsqu'il n'est plus personne en Europe qui les ignore. De concert avec le roi de Prusse, elle nomme des commissaires pour régler entre ces deux puissances le partage des provinces polonaises qui les avoisinent : c'est l'unique moyen, dit-elle, de procurer à la Pologne un gouvernement stable et une paix solide. Toute la nation, excepté un seul homme, et c'est le roi, s'oppose avec une énergie renaissante à son prochain anéantissement. Les fédérés de Turgowitz ne veulent plus être les instrumens de deux puissances dont ils

détestent l'insidieuse protection. La diète de Grodno refuse de sanctionner ce pacte d'usurpation. Cette assemblée est investie par des soldats étrangers. On lui demande son consentement; on n'obtient que son silence. Cependant l'impératrice fait marcher une nouvelle armée de quinze mille Russes pour accomplir ses desseins; mais elle ne connaissait pas encore le peuple auquel elle voulait ravir pour jamais son indépendance. Déjà une révolte avait éclaté dans la partie de la Pologne occupée par le roi de Prusse. Une troupe de huit cents hommes de cavalerie s'était formée sous la conduite de Madalinski. Ces partisans audacieux osaient souvent tomber sur les derrières de l'armée prussienne, lui

enlevaient des convois, et se cachaient ensuite dans les montagnes. Ils provoquaient le réveil de leur nation; ils étaient les précurseurs de Kosciusko.

Kosciusko, noble, mais d'une famille peu opulente, avait servi avec distinction dans la guerre d'Amérique. Soldat de Washington, il saisit avec ardeur une occasion d'être son émule. Lorsque, à la prière des fédérés de Turgowitz, les Russes envahirent la Pologne, la valeur et le talent militaire de Kosciusko firent presque toute la résistance qu'ils rencontrèrent. Indigné d'avoir vu ses efforts enchaînés par le monarque qu'il servait, il quitta sa patrie, conservant toujours dans son cœur l'espoir de la délivrer. Déjà il se rapprochait des frontières,

lorsqu'il reçut la plus touchante ambassade qui puisse honorer un citoyen; c'étaient plusieurs de ses malheureux compatriotes qui venaient, au nom de la nation polonaise, lui confier ses destinées abandonnées par son roi. Kosciusko partit, entra secrètement dans Cracovie. De concert avec lui, Madalinski avait dirigé sa faible troupe vers le Palatinat, et avait su y pénétrer en traversant l'armée prussienne. Kosciusko fut maître de la ville : dès qu'on y sut son arrivée, soldats et citoyens, tout courut à lui, tout le reconnut pour chef. Cracovie dressa un acte d'insurrection. Kosciusko, après avoir reçu des pouvoirs illimités pour délivrer sa patrie, apprend que douze mille Russes

viennent pour l'attaquer. Il marche à leur rencontre avec quatre mille soldats, presque tous levés dans la première ardeur de l'insurrection. Plusieurs ne sont armés que de piques et de faux; ils n'ont point d'artillerie. Kosciusko remporte à leur tête une victoire complète. Les Russes perdent trois mille hommes et deux pièces de canon. L'insurrection s'étend dans les provinces voisines : les exilés rentrent. On ne voit pas un Polonais qui ne serve la cause de la patrie, tout devient soldat. Il n'est plus de poste assuré pour les armées russe et prussienne. Des paysans rassemblés à la hâte attaquent des garnisons et les font prisonnières. Mais Varsovie pourra-t-elle se délivrer de dix mille

Russes qui sont dans ses murs, et qui s'y maintiennent avec toutes les précautions et la vigilance de la tyrannie militaire? Depuis long-temps on conspire contre eux à Varsovie. C'est au sein de la capitale que se trament les mouvemens qui déjà ont affranchi plusieurs provinces. Un comité secret d'insurrection échappe à toutes les recherches, et déconcerte tous les projets de l'étranger. De nouveaux conspirateurs remplacent en plus grand nombre, et sous l'abri d'un plus profond secret, ceux que les Russes ont fait arrêter. Ceux-ci s'inquiètent et manifestent leur trouble; chaque nuit leur fait craindre un massacre général. Ils se disposent à s'emparer de l'arsenal. Tout est perdu pour les ha-

bitans de Varsovie, s'ils ne préviennent cette résolution. Ils sortent en tumulte de leurs maisons; tout leur devient une arme contre les Russes. Ils n'ont point de chefs, ils ne suivent aucun ordre, mais ils fondent avec une telle impétuosité sur les Russes, que ceux-ci ne peuvent plus suivre aucun ordre dans leur défense, ni ménager une communication entre tous leurs postes attaqués à la fois. Ils ne reçoivent ni ne veulent donner de quartier. Cet horrible combat dure quarante-huit heures. Les citoyens se sont enfin emparés des canons qui, pendant tout ce temps, ont foudroyé la ville. Les deux généraux russes, Ingestrom et Apraxim, se retirent de Varsovie avec un petit nombre de troupes.

Trois mille Russes tout couverts de blessures sont faits prisonniers; six mille ont été massacrés, ils ont perdu cinquante canons. L'histoire ne fait mention d'aucun combat soutenu avec plus d'acharnement entre des soldats et des citadins au désespoir; et cependant les généreux habitans de Varsovie devaient bientôt perdre l'espoir de la liberté, et ce bien qui est encore plus précieux aux peuples, l'indépendance nationale.

Le roi de Prusse se dispose à venger ses alliés. Il s'avance en Pologne à la tête d'une armée de quarante mille hommes. Kosciusko marche contre lui avec précipitation, et peut-être avec imprudence. Il veut protéger Cracovie, cette ville

qui a commencé l'insurrection. Il ose attaquer avec douze mille hommes l'armée prussienne. Il succombe après mille efforts de vaillance; il est obligé d'abandonner Cracovie au vainqueur : il se retire à Varsovie. Mais le tumulte, la terreur et la rage sont entrés dans cette ville avec la nouvelle de la défaite de l'armée. Les crimes de Paris, les crimes du 2 septembre sont proposés en exemple aux habitans par des hommes féroces. C'est par de tels moyens, leur dit-on, qu'on arrête le roi de Prusse. Les prisons sont forcées. Quelques citoyens accusés de connivence avec les étrangers sont massacrés. Kosciusko arrive et se montre plus consterné du crime qui vient de se commettre, que du revers

l a éprouvé. Il fait saisir les princi-
r instigateurs du massacre, il les
i au supplice : jamais il ne parut
digne de défendre la liberté de sa
ie.

e roi de Prusse marche sur Varsovie.
: ville est protégée par un camp re-
:hé où se sont réunies les princi-
i forces des Polonais. Pendant deux
r, ce monarque attaque tous les
s chacun des postes des assiégés,
ccupe et les reperd plusieurs fois.
nte enfin une attaque générale; il y
bat avec son fils, le prince royal. La
rte d'être obligé de fuir encore une
devant des républicains donne à sa
oure naturelle toutes les forces du
spoir, et cependant il ne peut sur-

prendre [redacted] enfoncer en aucun point l
mée de Kosciusko. Il est obligé d
retirer; il abandonne le siége; il l
sa retraite, parce qu'il apprend qu'
insurrection s'est élevée dans ses pro
états.

Mais les Polonais n'avaient jan
long-temps à se réjouir d'une victo
L'impératrice de Russie avait fait p
cher en Pologne deux nouvelles arm
l'une de quarante mille hommes, s
le commandement de Souwarof, l'a
de quinze mille, sous le comman
ment de Fersen. En outre, dix m
Autrichiens s'avançaient vers la Galli
car l'Autriche accourait au partage
roi de Prusse, quoique fugitif, était
core à surveiller. De si puissans sec

devaient relever son courage. Les Polonais ne pouvaient porter sur tous les points menacés que des forces insuffisantes; encore avaient-ils armé les serfs, auxquels la révolution nouvelle et quelques actes de Kosciusko promettaient la liberté.

Il était du caractère de ce général de ne pouvoir attendre l'ennemi. Il se précipita encore une fois au-devant des armées formidables qui entraient dans la Pologne. Il voulait empêcher Fersen de faire sa jonction avec Souwarof. Il fut trahi par un de ses lieutenans, le général Poniuski, qui le priva d'un secours sur lequel il comptait. Attaqué par le général Fersen, il lui disputa long-temps la victoire. Enfin, percé de coups, il

tomba sur le champ de bataille, et fut livré à la vengeance des Russes. Sa patrie ne put lui survivre.

Souwarof, de son côté, eut peu de peine à vaincre les divisions polonaises qui lui étaient opposées. Il s'avança sur Varsovie. Tous les débris de l'armée s'étaient réfugiés dans les fortifications de Prag, faubourg de la capitale. Ils y furent attaqués, vaincus, après un combat où neuf mille hommes d'entre eux périrent. Soit que les soldats russes eussent juré la vengeance de leurs compatriotes tués à Varsovie, soit instinct de férocité dans eux et dans leur général, l'instant qui suivit cette victoire fut mille fois plus horrible que la victoire même. L'un des massacres les plus

odieux dont parle l'histoire eut lieu dans le faubourg de Prag. Trente mille victimes y furent égorgées, quand il n'y avait plus de combat, sans distinction d'âge ni de sexe.

Les Russes, peu d'années auparavant, s'étaient conduits avec la même cruauté après la prise d'Ismaïlow. De tels faits peuvent entrer dans l'examen du problème de leur civilisation..... Mais qu'avons-nous en à raconter de peuples qui se vantent d'une civilisation ancienne?

Varsovie ne tarda pas à ouvrir ses portes au vainqueur. Il n'y eut plus de Pologne : ses troubles continuels, sa constante misère, étaient dus à son aveugle persévérance dans le système féodal; et pour que rien ne manquât au

encore plus chères quand nous réfléchissons que c'est d'un sort semblable à celui de la Pologne qu'elles ont préservé la France.

Peut-être s'étonnera-t-on de n'avoir pas vu intervenir dans ces troubles deux puissances qui furent souvent les arbitres de leurs voisins, la Suède et le Danemarck. L'une et l'autre s'étaient rendues à peu près étrangères aux projets de la coalition. Le duc de Sudermanie, régent de Suède, avait vu condamner par les grands, et avait condamné lui-même les projets ambitieux de son frère. Il voyait la nation appauvrie par les efforts que le dernier Gustave avait faits pour donner de la splendeur et de la gloire à son règne. Il ménageait une

noblesse inquiète, sans lui restituer le pouvoir qu'elle avait exercé à côté des rois et sur les rois eux-mêmes. Tandis que de toutes parts l'Europe était embrasée, il ne s'attacha qu'à maintenir dans le repos, je dirai presque dans le sommeil, une nation d'un courage brillant, et qui a un singulier attrait pour les expéditions lointaines. Il montrait du penchant pour les principes philosophiques, mais il était circonspect dans leur application.

Rien ne lui parut plus dangereux pour la Suède, que de jouer un rôle subordonné dans la ligue. D'autres puissances pouvaient se relever de leurs désastres. La perte d'une armée, quelques fonds imprudemment dissipés, exposaient les

Suédois à recevoir les lois de la Russie, qui depuis long-temps faisait jouer chez eux les ressorts qui avaient été funestes à la Pologne. Le duc de Sudermanie n'osa penser à secourir cet état, dont la ruine était pour lui un sujet d'alarmes : il craignait d'employer à cette entreprise une noblesse qui eût pu rapporter dans sa patrie l'enthousiasme de la liberté après l'avoir défendue chez ses voisins. Le régent de Suède ne vit pas plus tôt le cours d'une sanguinaire anarchie arrêté en France par le 9 thermidor, qu'il s'empressa de renouer un lien politique si long-temps cher et utile à sa patrie. Il fut le premier potentat qui, sans y être forcé par des défaites, reconnut la république française. Il lui

envoya un ambassadeur, le baron de Staël.

Un même esprit de modération régnait à la cour de Danemarck. Là s'est développé, pendant toute la révolution française, un système de sécurité qui semblait faire insulte aux alarmes des rois. Le despotisme, légalement fondé dans ce pays, y rivalisait par la douceur des formes, par la sagesse des institutions, par l'absence de toute mesure arbitraire, avec ce que les monarchies tempérées ont offert de plus aimable aux peuples. Un bienfait dont celles-ci ont toujours été avares, et qui cause des terreurs même dans les républiques, la liberté de la presse y était maintenue par un despotisme qui a le salutaire

orgueil de se montrer inaccessible à
crainte. Le Danemarck jouissait de cet
tranquillité, pendant que son roi éta
devenu incapable de s'occuper des soi
du gouvernement. Deux hommes ass
raient le bonheur de cet état, le prin
royal de Danemarck et son sage minist
le baron de Bernstorf. La Suède et
Danemarck furent les seuls états de l'E
rope qui traversèrent toute l'époque
la révolution française sans éprouver
troubles domestiques ni les fléaux de
guerre.

Comme les événemens relatifs à
puissance autrichienne rempliront
grande partie de cette histoire, je n'
point à m'en occuper dans cette intr
duction. Je passe à l'Espagne, qui, à

suite d'une guerre malheureuse, fit sa paix avec la république française. J'ai exposé dans le *Précis historique de la Convention* les causes de cette guerre. On a vu que les Espagnols l'avaient conduite d'abord avec assez de vigueur et de succès. Sous le commandement du général Riccardos, ils avaient pénétré dans le département des Pyrénées orientales; ils s'y étaient emparés de quelques villes. Leur conquête la plus importante fut celle du fort de Bellegarde; mais ils s'étaient arrêtés après ce succès. Ils s'étaient contentés de donner quelques alarmes à Perpignan: ils ne comptaient pas assez sur les intelligences qu'ils s'y étaient ménagées pour se flatter de la surprendre. Ils employèrent

un temps assez considérable à
les commandans de quelques au
ces. Ils y réussirent, et s'emp
sans peine de Bagnols, de Collio
Port-Vendre et du fort Saint-Elm
dans ce même temps les Françai
rentrés dans Toulon. Le général
mier, à qui la république devai
cès, ne perdit point de temps. Il
vers le département des Pyrénée
tales, résolu de reprendre des vil
çaises dont la conquête n'offra
les mêmes obstacles que celle de

L'Espagne avait prévu ce mou
elle avait fait de grands préparat
une seconde campagne. Le com
Union commandait une des plu
armées que l'Espagne eût levée

long-temps. Il occupait des postes où il paraissait impossible de le forcer.

Dugommier, l'un des plus habiles capitaines que la révolution française ait produits, déploya toutes les ressources de l'art de la guerre pour faire quitter à l'armée espagnole des positions où elle eût été inexpugnable. Il était devant Bagnols, résolu de livrer une bataille décisive pour reprendre cette ville et toutes celles qui s'étaient livrées aux ennemis. Depuis quelques jours, il avait fait tracer à la droite de son camp une route à travers des gorges et des défilés, dans lesquels il n'avait garde de s'engager sérieusement.

Le général espagnol ne prit d'abord aucun soin de gêner ce travail; sans

doute il s'applaudissait de voir les Français s'opiniâtrer à tenter un passage où il pouvait les arrêter facilement. Il ordonna enfin un mouvement tel que Dugommier l'avait prévu. Il descendit des hauteurs où Dugommier n'eût osé l'attaquer. Il fit marcher l'élite de ses troupes pour s'emparer de la route dont les Français paraissaient s'occuper avec une grande activité; mais au lieu d'une armée, on n'y trouva qu'un petit nombre de travailleurs. Pendant ce temps, Dugommier manœuvrait, gagnait les hauteurs. Enfin il attaque brusquement le centre de l'armée espagnole. Ce choc inattendu la déconcerte; en moins d'une demi-heure toutes les batteries sont emportées à la baïonnette. Le corps qui

s'est dirigé sur la route est coupé. Dans une position désespérée, les Espagnols se défendent encore avec fureur. Ils semblent convaincus que les Français portent dans les combats cette cruauté qui était alors le caractère du gouvernement. Dugommier arrête tout carnage inutile, reçoit avec humanité des prisonniers, et bientôt sept mille hommes lui rendent les armes. Près de deux cents pièces d'artillerie sont abandonnées par les Espagnols, qui fuient à travers les montagnes. Dugommier entre dans Bagnols, et se prépare à reprendre Collioure, le Port-Vendre et le fort Saint-Elme. Il charge le général Augereau de chasser les Espagnols d'Arles, de Prats de Molo et de Laurent de la Cerda, et le

général Pérignon de s'emparer de tous leurs postes auprès de Bellegarde. L'un et l'autre mettent dans leurs opérations une telle vivacité, que bientôt les Espagnols n'occupent plus sur le territoire français que quatre forteresses déjà investies. Le général Augereau poursuit sa course jusque dans la Catalogne. Il bat une forte division de l'armée espagnole, qui veut lui en défendre l'entrée. Cette victoire le met en possession d'une fonderie, où il trouve une grande quantité de bombes et de boulets.

Cependant Dugommier dirige lui-même le siége des forteresses françaises qu'il lui paraît important de reprendre. Ce général, qui avait montré la plus vive impétuosité devant Toulon, ne per-

met plus à son armée d'entreprise téméraire : il ne veut point d'assaut ; il assiége Collioure avec les règles de l'art. Il est légèrement blessé devant cette place. Enfin les Espagnols évacuent dans une même nuit Collioure, le Port-Vendre et le fort Saint-Elme. Les garnisons de ces trois places, qui étaient de sept mille hommes, subirent une capitulation humiliante. On les forçait de déclarer dans un article que les Espagnols regardaient les émigrés comme des traîtres à la patrie, et dans un autre, qu'ils n'avaient dû qu'à la trahison la possession de ces trois places.

Le commandant espagnol de Bellegarde fit tout pour relever l'honneur de sa nation. Assiégé depuis plus de quatre

mois, ne pouvant espérer aucun secours, il résista pour attirer sur lui une armée qui menaçait l'Espagne. Il ne se rendit que quand il y fut contraint par une extrême disette. Dugommier montra une constance aussi digne d'éloge, et bien difficile à un général victorieux, à un général français. Il avait senti l'importance de conserver à la France ce fort intact. Rien ne put l'engager à en ruiner les ouvrages pour en accélérer la reddition.

Dans ce même temps une autre armée française se formait. Des bataillons de réquisition rassemblés autour de Bayonne reçurent de la convention le nom *d'armée des Pyrénées occidentales*. Ils sont prêts, ils escaladent les montagnes qui

ordent la rive droite de la Bidassoa, et
ue les Espagnols avaient garnies de
doutes. Tous ces postes vivement at-
qués deviennent le prix de leur audace.
s se rendent maîtres de la vallée d'Ar-
in; ils marchent sur Fontarabie; ils
mment la garnison; elle capitule.
ientôt ils entrent dans Saint-Sébastien.
s s'avancent jusqu'à Tolosa, qui leur
vre ses portes. Dix jours suffirent pour
tte expédition, qui fut conduite par
e général Laborde.

Ce que venait de faire une armée peu nombreuse, et pour son premier exploit, indiquait aux Espagnols ce qu'ils avaient à craindre de l'armée plus aguerrie des Pyrénées orientales. Dugommier n'avait retardé l'invasion de l'Espagne que pour

préparer des moyens qui répondis
cette conquête. Il savait qu'il au
forcer des citadelles qui avaient é
cueil de plusieurs illustres généra
s'était pourvu d'une nombreuse a
rie de siége, et il avait combi
moyens de la transporter à trave
montagnes. Il estimait le courag
Espagnols, et prévoyait que la ci
pection qu'ils portaient dans leur
rations militaires, funeste pou
quand ils avaient à conquérir, po
leur être salutaire lorsqu'ils aura
se défendre. Il s'était appliqué à f
les officiers de son armée aux gr
combinaisons de l'art militaire;
l'école de Dugommier fut-elle fé
en généraux distingués. Mais surt

sentait l'importance de plier à une subordination sévère une armée qui, formée dans les troubles civils, et destinée d'abord à agir contre des villes françaises, devait plus qu'une autre être remplie de cette sombre et tumultueuse agitation qui tient au fanatisme de parti. Il s'agissait de pénétrer dans un pays où le fanatisme le plus opposé s'est longtemps maintenu. L'irréligion, vaine et ordinaire jactance des camps, allait être provoquée dans ses plaisanteries les plus grossières, dans ses profanations les plus coupables, à l'aspect de toutes les superstitions espagnoles. Dugommier fit en sorte que la discipline des soldats répondît de leur prudence.

Tout est préparé. L'armée des Pyré-

nées orientales pénètre dans l'Espagne. Elle y trouve les villages abandonnés. Les paysans, plein de terreur et de haine, forment des corps de troupes qui ne cessent d'inquiéter les Français dans leur marche. La petite ville de Castellá est enlevée de vive force, après avoir opposé une résistance désespérée à l'armée républicaine. Le vainqueur la livre aux flammes. Le roi d'Espagne décerne des récompenses à ses braves et malheureux habitans. Cependant l'armée espagnole s'avançait à marches forcées. Elle attaque le général Dugommier dans son camp, aux environs de la Montagne Noire, dans la nuit du 18 novembre 1795. L'impétuosité de ce mouvement jette d'abord le désordre dans

l'armée française. Dugommier s'élance au milieu des soldats, les ranime, marche à leur tête. Un obus le frappe, il meurt. Ses soldats le vengent par la victoire. Le général Pérignon lui succède. Peu de jours après que l'armée eut rendu les derniers devoirs à l'un des plus illustres généraux de la république, son successeur attaque les Espagnols, retranchés sur les montagnes qui sont en avant de Figuières. Les Français s'avancent vers ses hauteurs, sous le feu de quatre-vingts redoutes. Les Espagnols se troublent, tous les postes qu'ils avaient jugés imprenables sont enlevés. Ils ne peuvent se défendre dans un camp retranché où ils s'étaient retirés avec précipitation; ils abandonnent toute leur artillerie et

leurs équipages; trois de leurs généraux et cinq mille hommes restent sur le champ de bataille. Le fort de Figuières devient le prix de cette victoire, l'une des plus signalées qu'aient remportées les armées françaises. Une garnison de dix mille hommes, approvisionnée pour un long siége, capitule au bout de deux jours, et se rend prisonnière. L'armée victorieuse descend des Pyrénées. Le général Pérignon entreprend le siége de Roses. Les Espagnols avaient jeté dans cette place un corps de troupes considérable; ils pouvaient la secourir et renouveler ses approvisionnemens par la mer, dont ils étaient maîtres. L'hiver apportait beaucoup d'obstacles à un siége régulier. Cependant le général Pérignon

parvient à s'emparer d'un fort qui couvre la ville de Roses, et qu'on appelle *le Bouton*. Après de longs efforts, la ville est battue en brèche, et les soldats français demandent l'assaut. La garnison, qui ne voit aucun moyen de le soutenir, s'embarque : cinq cents hommes qui étaient restés pour protéger la retraite rendent le fort, et sont faits prisonniers.

Bientôt des provinces entières cèdent aux vainqueurs. Ils pénètrent dans la Catalogne ; ils menacent Gironne et Tortose ; ils ne lèvent des contributions qu'autant que l'exigent les besoins pressans de l'armée. Partout ils respectent les autels et leurs ministres. Par cette conduite ils rappellent dans leurs foyers ceux qui avaient redouté leur approche.

L'armée des Pyrénées occident
poursuit de son côté ses conquêtes;
s'empare de Bilbao; une partie d
province de Biscaye est soumise.
s'approche de Pampelune : si cette
est prise, le chemin est ouvert jus
Madrid. L'Espagne va-t-elle subi
sort de la Hollande? Un autre trône
Bourbons va-t-il s'écrouler? Le gou
nement français, c'est-à-dire le co
de salut public de la convention, re
velé par le 9 thermidor, fut le prem
à parler de paix à l'Espagne. Son a
tion était vaste, mais n'était pour
point illimitée. Il suivait avec const
un but principal, celui de tourner to
ses forces contre l'Autriche. D'aille
malgré l'éclat des victoires remport

la conquête de toutes les Espagnes frappait encore l'imagination comme un projet gigantesque : on ne pouvait se flatter d'y créer tout à coup un parti qui se rendît, comme en Hollande, l'allié des conquérans. Plusieurs villes fortes restaient encore à assiéger, et les Espagnols avaient montré beaucoup de constance dans la plupart des siéges qu'ils avaient soutenus. Mille dangers attendaient les armées françaises dans des provinces peu fertiles et mal cultivées qu'elles auraient à traverser. Enfin les généraux ne cessaient de rendre justice à la valeur des soldats espagnols; et cette valeur, irritée par le désespoir, exaltée par tous les sentimens religieux, pouvait enfanter des prodiges. Ce fut d'après

ces motifs que le gouvernement français chargea Bourgoing, qui avait été ambassadeur en Espagne, d'écrire à MM. d'Ocarits et d'Yriarte des lettres qui pussent inviter à une négociation si salutaire pour l'Espagne. Le cabinet de Madrid reçut ces ouvertures avec le flegme national. Le duc d'Alcudia, dans cette occasion, parut soutenir avec vigueur la monarchie ébranlée. Il mêla de grands mouvemens d'armes aux négociations qui allaient s'ouvrir. Ce fut peut-être pour dissimuler un besoin de la paix, dont l'aveu coûte toujours cher aux vaincus, qu'il suivit un mode de négociation dont l'effet devait être lent.

Le traité qui venait d'être conclu à Bâle, entre la république française et le

roi de Prusse, avait ajouté de nouveaux titres à la considération dont Barthélemy, alors ambassadeur auprès des Treize-Cantons, jouissait dans les cabinets étrangers. Ce fut à lui que le gouvernement espagnol résolut de s'adresser. M. d'Yriarte, qu'il voulait charger de ses pouvoirs, avait avec lui des relations d'amitié. Mais on ignorait à Madrid dans quelle cour s'était réfugié M. d'Yriarte, depuis le désastre de la république de Pologne, auprès de laquelle il était ambassadeur. Les incertitudes d'un courrier qui le chercha vainement à Vienne, à Berlin, et qui le trouva enfin à Venise, prolongèrent les fléaux de la guerre entre deux nations lasses de se combattre. Le gouvernement français parut

aussi importuné et aussi inquiet de ces retards que la cour de Madrid elle-même. Une autre négociation fut commencée, auprès des Pyrénées, entre le général Servan et le marquis d'Yranda. Mais, durant cet intervalle, les Espagnols firent les plus grands efforts pour repousser les Français de leur territoire. Ils osèrent se représenter devant Roses, et, combinant leurs attaques par terre et par mer, ils se virent sur le point de rentrer dans cette ville. Déjà ils y jetaient des bombes. Ils furent enfin obligés de renoncer à leur entreprise, mais non sans avoir fait admirer aux Français un courage que les revers n'avaient fait qu'exalter. Ils se portèrent avec la même impétuosité contre l'armée des Pyrénées occiden-

tales. Ils réussirent d'abord à la repousser des hauteurs de Pampelune. Elle ne tarda pas à s'en emparer de nouveau. Mais les Espagnols, agissant dès-lors avec plus d'audace et plus d'habileté, se maintenaient entre les deux armées par lesquelles ils étaient pressés, et déjà ils méditaient une diversion hardie sur le territoire de France même. Dans ces circonstances, on apprit que la paix avait été signée à Bâle entre M. Barthélemy et M. d'Yriarte, le 4 thermidor (14 juillet); que la France, par ce traité, abandonnait toutes ses conquêtes, et que l'Espagne lui cédait toute la partie de Saint-Domingue qui lui appartenait. Autant les Espagnols s'étaient défendus, au milieu du péril, de laisser voir le be-

soin de la paix, autant témoignèrent-ils d'allégresse après avoir obtenu une paix qui n'offensait point leur orgueil, et qui rappelait à peine combien la guerre leur avait été funeste. La cour de Madrid, si prodigue d'honneurs et de récompenses envers le duc d'Alcudia, ne fut que l'interprète de la reconnaissance nationale en lui défésant le beau titre de *Prince de la Paix*.

Le gouvernement se hâta de recueillir le fruit le plus avantageux du traité de paix avec l'Espagne, en dirigeant l'élite des deux armées des Pyrénées vers l'Italie. La guerre avait été longtemps suivie sans vigueur de ce côté. La première campagne avait eu seule quelque éclat, et avait valu aux Français

deux conquêtes importantes, celle de la Savoie et celle du comté de Nice. Pendant deux ans, des combats nombreux et insignifians avaient eu lieu dans le voisinage de Nice. Les exploits des Français se bornaient à rentrer pour la vingtième fois dans une même bourgade. Enfin cette armée eut sa part de gloire dans la fameuse campagne de 1794. Elle combina ses opérations avec l'armée des Alpes, qui avait deux fois chassé les troupes sardes de la Savoie. Elle s'empara des principaux passages qui mènent en Italie. Après des actions brillantes, le petit Saint-Bernard, le Mont-Cénis et le col de Tende furent emportés. Déjà les Français avaient fait des incursions dans le Piémont, soit par la vallée

d'Aost, soit par celle de Stura; mais il ne pouvaient s'y maintenir, et ils s bornaient à garder les montagnes. L renforts qui arrivèrent des Pyrénées pe mirent de plus grandes entreprises. l roi de Sardaigne, vivement alarmé poi le Piémont, avait pressé l'Autriche d venir à son secours. Cette dernière pui sance vit qu'il n'y avait point de tem à perdre pour défendre le Milanais. l général Devins, auquel elle confia commandement de son armée en Itali pénétra sur le territoire de Gènes, et n respecta point la neutralité de cette r publique. De leur côté les Français s'a mèrent pour les repousser des fort positions dont ils s'étaient emparés. général Schérer les commandait.

2 frimaire (22 nov. 1795), il attaqua l'armée autrichienne dans la vallée de Loano, et, vaillamment secondé par les généraux de division Massena, Augereau et Serrurier, il remporta une victoire complète. Huit mille Autrichiens furent tués ou faits prisonniers. Le général Devins fut chassé du territoire de Gènes. Les rigueurs de la saison, ou plutôt les désordres auxquels se livra l'armée française, l'empêchèrent de poursuivre de si brillans avantages. Le sort de l'Italie tenait à un autre homme.... Mais c'est assez des faits politiques et militaires que je viens de rappeler pour compléter le tableau du règne de la convention dans ses rapports extérieurs. Je tâche de présenter les événemens

avec assez d'ensemble pour que l
tion les suive sans fatigue dans l
étroit où je les renferme; quelq
tres événemens commencés sous
vention se trouveront dans le p
livre de ce Précis historique.

PRÉCIS

HISTORIQUE

DE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

LIVRE PREMIER.

L'époque de la révolution dont il me reste à présenter le tableau se désigne ordinairement par ces mots : *le règne du directoire.* L'autorité qu'il exerça frappe plus l'imagination que celle du corps législatif, qu'il domina avec quelque sagesse dans la première partie de sa carrière, qu'il opprima à la seconde, et dont à son tour il éprouva la vengeance et le mépris.

Lorsque la constitution qui créa le directoire était discutée dans une commission, l'exemple des États-Unis de l'Amérique s'offrit aux esprits les plus éclairés. Ils désiraient un président, et cherchaient un Washington. Le peuple, ou plutôt les clubs anarchiques, les séditieux faubourgs, n'eussent reçu qu'avec horreur la proposition d'un premier magistrat électif; il fallut se taire, et diviser le pouvoir qui souffre le moins une division : on l'organisa d'une manière abstraite, spéculative, sans songer à ceux qui pourraient l'exercer : le 13 vendémiaire les donna.

Le corps législatif, qui succédait à la convention, était composé des deux tiers de ses membres. Ils voulurent affermir leur salut : la nomination d'un directoire exécutif fut regardée comme un renou-

vellement de comité. Le pouvoir exécutif fut confié aux cinq membres de la convention, Reubel, Letourneur (de la Manche), Laréveillère-Lepaux, Barras et Sieyès. Ce dernier refusa la magistrature à laquelle il venait d'être élevé. Il avait depuis long-temps excité l'attention par le caractère de ses écrits politiques, par une influence présumée sur de grands événemens, par un ascendant que tout faisait sentir, que rien ne faisait éclater. Son refus donna lieu à beaucoup de conjectures. Comme dans une circonstance périlleuse il accepta depuis cette même dignité qui venait d'être dépouillée de beaucoup d'éclat et de force, on peut ajouter foi à une conjecture que lui-même prenait peu de soin de désavouer. Il avait eu quelques dissentimens avec Reubel dans une mission

qu'ils avaient remplie en Hollande,
craignait dans ce collègue ce que cel
ci craignait peut-être dans Sieyès.
passaient tous deux pour être opin
tres; l'un dans des systèmes vastes, m
embarrassés; l'autre dans des mesu
brusques, expéditives, qui accusai
la passion et n'excluaient pas la ru
Carnot fut nommé à la place de Sie
Le parti qui se félicita de cette élect
comme d'un triomphe, le parti qui
murmura, se virent également trom
dans les divers calculs de leur p
voyance. Barras était regardé com
l'Achille de la convention, mais non
comme celui de la France. Letourn
était estimé, et n'était craint d'auc
parti. On reconnaissait à Laréveillè
Lepaux un zèle sincère pour la répul
que; beaucoup de désintéresseme

mais ces qualités ne paraissaient pas dirigées en lui par un esprit étendu, juste et calme.

Les cinq directeurs nommèrent leurs ministres à peu près dans le même esprit qu'ils avaient été nommés eux-mêmes; c'étaient de nouveaux appuis ajoutés aux débris puissans de la convention. Chaque jour confirma le pacte de famille qui unissait le directoire avec la majorité du corps législatif. Celui-ci fut docile à se plier à une certaine subordination, à défendre, à agrandir la prérogative directoriale, qui tenait un milieu entre la formidable dictature du comité de salut public de la convention et la faible autorité constitutionnelle du dernier roi des Français.

La république était régie par deux systèmes de lois qu'il était difficile de

concilier. La constitution de l'an 3, u certain nombre de décrets conservés d l'assemblée constituante, ou échapp à la convention dans quelques jours d calme, formaient le premier de ces sy tèmes; le second était composé d'ur vaste et effrayante collection de lois r volutionnaires : la république les reçu à sa naissance, et les conserva jusqu son déclin, qu'elles précipitèrent. I corps législatif se forma bientôt en deu partis, dont l'un montra de la préd lection pour les lois constitutionnelle et l'autre pour les lois révolutionnaire mais ils étaient inégaux en forces. I prudente minorité exposait peu sa fa blesse, n'irritait point, ne flattait poi les vainqueurs du 13 vendémiaire, co vrait les ombrages que lui inspirait le d rectoire des intérêts de la liberté mêm

attirait souvent à elle des membres de la convention, se créait au-dehors une puissance d'opinion par laquelle elle devait un jour être entraînée hors des limites de sa première sagesse. C'était dans le conseil des anciens que cette minorité montrait plus d'art et s'approchait plus de la victoire. Ce conseil prit, dès son origine, un caractère de gravité qui honorait et protégeait la constitution. Il n'avait point d'initiative sur les lois, il sanctionnait ou rejetait les résolutions du conseil des cinq-cents. Il fit un usage assez fréquent et toujours heureux de ce *veto*, qui, dans d'autres temps, avait été si grossièrement interprété par l'ignorance populaire. Les partisans du directoire conservaient dans ce conseil quelque droit de modifier ou de suspendre les irrégularités les plus

frappantes de son système d'administration. Le directoire recevait des avertissemens plus sévères et plus utiles de la part de ceux qui se déclaraient le plus souvent les adversaires de ses mesures. Il parut long-temps écouter ces avis sans colère : il n'en fit qu'un rare et faible usage; la passion le conduisit depuis à en proscrire les auteurs.

Une conduite assez analogue, mais moins décente et moins modérée, était tenue par les deux partis du conseil des cinq-cents.

Les séances du corps législatif cessèrent, pour un temps, d'être des événemens historiques : elles nous occuperont assez à l'approche d'une catastrophe nouvelle, que la sagesse retarda ou voulut détourner pendant quinze mois.

L'empire de la constitution se faisait

ntir comme une heureuse modifica-
on apportée à l'état révolutionnaire.
s directoire contenait les partis sans
s calmer; il s'abstenait de cruauté, et
privait du mérite de la clémence. Les
ombreux proscrits du 13 vendémiaire
ntraient à Paris; ils jouissaient avec
curité de tous les plaisirs de la capi-
le, frappés d'un arrêt de mort qui
était point révoqué. Bientôt on leur
ermit de détourner le glaive peu me-
açant qui semblait encore suspendu
ur leurs têtes; ils purent se présenter
ux tribunaux, et plaider leur cause
evant des jurés qui, pour la plupart,
vaient marché dans leurs rangs mal-
eureux. Ceux-ci ne se bornèrent pas à
bsoudre ces prévenus de conspiration;
ls finirent par nier la conspiration elle-
même : les tribunaux semblaient révo-
quer l'arrêt du champ de bataille.

Chaque jour le repos de Paris se ressentit moins de la terreur qui l'avait causé; jamais peut-être on n'y vit plus régner qu'à cette époque le besoin de ressaisir des jouissances long-temps interrompues. On eût cru être insensé de s'arranger pour le bonheur dans un état aussi incertain; on se dédommageait on s'étourdissait par des plaisirs sans faste, sans choix et sans scrupule : *Nous dansons sur des tombeaux;* ce mot fut dit par ceux même dont il condamnait la légèreté. Les femmes abdiquaient leur héroïsme pour reprendre leur frivolité. Des demeures de proscrits étaient changées en des lieux de délices, où se portait une foule divisée par tous les intérêts, par tous les souvenirs, réunie par le besoin d'une passagère ivresse. Beaucoup de nouveaux riches offraient leur prodigalité en expiation de leur fortune

s mœurs de la régence, dont nous ugissons pour nos aïeux, revenaient ns être provoquées par une cour vo- ptueuse; mais leur retour était dû en ande partie à une situation analogue. s assignats, dont la chute s'accélérait ec une extrême rapidité, retraçaient utes les déplorables et bizarres vicis- udes du système de Laws. Une source dissolution non moins funeste était inte à celle-là : je veux parler de la cilité scandaleuse et de l'espèce de fa- ur accordée aux divorces.

Une partie de la France goûtait le pos de la capitale et l'égayait par les êmes vertiges; mais le Midi et surtout)uest offraient un tableau sinistre.

La vengeance avait organisé dans le ldi une formidable école où elle pre- it ses renseignemens et choisissait ses

bourreaux. J'ignore s'il est à regretter qu'on ne soit pas encore parfaitement éclairci sur les élémens de ces *compagnies de Jésus* et *du Soleil*, dont l'existence parut long-temps une fable atroce, mais n'est que trop prouvée. J'ai rapporté, dans le *Précis historique de la Convention*, le massacre qui fut commis, dans les prisons de Lyon, sur des hommes accusés d'avoir eu part aux longues cruautés qui ensanglantèrent et dépeuplèrent cette ville. J'ai parlé aussi d'un massacre qui, peu de temps après, fut commis dans la prison du fort Saint-Jean de Marseille. Je n'ai point retracé les détails de ce dernier crime, et je me reproche la faiblesse d'un pinceau que toutes les horreurs de ce genre et celles de la glacière d'Avignon, et celles du 2 septembre, ont trop promptement

fatigué. Il faut long-temps frémir quand on écrit et quand on lit l'*histoire de la révolution*. Je dirai ici que la rage des assassins, qui s'appelaient les vengeurs de leurs pères, eut recours à une épouvantable variété de supplices. On assure que les détenus avaient été exténués par la faim, dans la crainte qu'ils n'opposassent quelque défense aux bras qui allaient les frapper. On assure que, lorsque déjà plusieurs d'entre eux avaient expiré sous des coups répétés de stylets, de poignards, de baïonnettes, tout à coup les assassins s'arrêtèrent, et que, songeant à ces canons chargés à mitraille qui avaient vomi leurs feux sur leurs parens, sur leurs amis, ils voulurent faire éprouver ce même genre de mort aux prisonniers livrés à leur vengeance; qu'un canon fut tiré dans la cour inté-

rieure des prisons; que par les raux on jeta des paquets de so l'entrée des souterrains où ils entassés. Voici une circonstance ajoute, et plus propre encore que autre à faire détester ces représai massacres. Quelques femmes a voulu suivre leurs maris dans cé tale prison, elles périrent avec e fils y avait suivi son père, ils frappés ensemble.

Bientôt dans ces contrées, ma ticulièrement dans les départem Var, de Vaucluse, du Rhône Bouches-du-Rhône, il se forma de ciations secrètes, telles qu'il en en Italie dans le temps des Gue des Gibelins : ce fut un art que d siner. On apprit à lancer le styl dextérité. Les ruines de Lyon

fatales à ceux qui les avaient entassées, et peut-être aussi souvent fatales à des hommes qui avaient encouru des haines particulières, sans avoir mérité la haine publique. L'homme vindicatif et timide coudoya l'assassin qui était revenu impuni et presque triomphant des massacres du fort Saint-Jean de Marseille. Il y eut des *suspects* de terrorisme qui furent condamnés et frappés par un tribunal invisible. On prétend que l'une de ces associations s'appelait *la Compagnie de Jésus*. Rien n'est moins constant que cette invocation sacrilége faite par des homicides; mais, soit sous ce titre, soit sous celui de *Compagnie du Soleil*, ou sous tout autre, il y eut une correspondance entre des hommes qui, dans plusieurs lieux, et presque chaque nuit, traînaient dans le Rhône les cadavres des

victimes qu'ils frappaient dans l'ombre. Des fonds étaient établis pour ces sociétés, qui avaient leurs chefs, leur discipline, leurs registres. Le directoire ne cessa de montrer une profonde horreur pour ces assassinats; ils durèrent presque aussi long-temps que son règne. Souvent il se plaignit, et ce fut avec justice, des entraves que lui opposaient les formes constitutionnelles pour en arrêter le cours. Les jurés tremblèrent toujours à l'aspect de ces hommes qui paraissaient exercer un pouvoir plus prompt et plus redoutable que le leur.

Ce fut à Lyon, à Marseille, à Toulon, à Aix, à Arles, à Orange, à Avignon, à Sisteron, à Tarascon, que les assassinats se renouvelèrent le plus fréquemment. On dit qu'à Sisteron un homme fut enterré tout vivant, et, par une barbarie

qu'on a peine à croire, porté ensuite sur une liste d'émigrés. A Tarascon, une prison fut forcée, et plusieurs détenus y reçurent la mort.

Dans l'Ouest de la France, des massacres beaucoup plus étendus présentaient un peu plus l'image des combats. Cette seule partie de la république semblait avoir des forces pour soutenir une guerre civile, et payait cher ce funeste privilége. La convention, dans le désir de faire cesser cette vaste effusion du sang français, avait fait taire son orgueil, ses préventions, sa vengeance. Les commissaires qu'elle avait chargés de négocier avec les chefs des rebelles dirent : La Vendée est calme, à peu près avec la même précipitation que, dans un système sanguinaire, d'autres hommes avaient dit : La Vendée est détruite.

C'était une trève qui avait été prése
comme une paix ; le panache blanc
flotté auprès des couleurs tricolore
gloire de Charette avait été élevée
dessus de celle de tous les rois d
rope, les uns accablés par la guerre
autres humiliés par la paix. Il co
vait un domaine, fort étroit à la vé
mais que tant de combats avaient
regarder comme une forteresse ine
gnable. Il avait osé demander pou
Bourbons ce que de puissans poten
leurs parens ou leurs alliés, n'os
plus demander à la convention. Il
lait de conditions mystérieuses,
ticles secrets, et tels qu'il aurait p
dicter près des murs de Paris. Il
plus aisé de désavouer que de ch
ces discours. Les Bourbons, loin
plaindre d'une apparente défectio

leur plus intrépide défenseur, annonçaient qu'il réparait ses forces, et publiaient que le salut de l'Europe n'était plus que dans la Vendée. Le gouvernement anglais, pour la première fois, rougissait de la faiblesse et de la parcimonie trop suspecte de ses secours. M. Wyndham promettait avec ardeur; Pitt promettait avec moins de sincérité, de réparer ce long et ingrat oubli des services de la Vendée; le comte d'Artois paraissait demander avec un vif empressement qu'on le fît aborder sur cette terre héroïque.

Les faits amènent bien rarement le nom des frères de Louis XVI dans une histoire qui a pour principal objet la chute du trône des Bourbons. Je saisis cette occasion d'en parler. Il n'avait été accordé qu'à l'un d'eux, le comte d'Ar-

tois, de faire un court apprentissage des armes dans l'expédition de Champagne. Depuis cette époque, les rois alliés ne s'étaient plus servis de leurs secours ni de leur nom. Ils furent condamnés au plus grand des supplices, l'inaction dans le malheur. Le comte de Lille, pendant la captivité et depuis la mort de Louis XVI, avait reçu les titres de lieutenant-général du royaume et de régent. Après la mort d'un enfant malheureux, que l'Europe appelait roi de France, et qu'un geôlier féroce (Simon le cordonnier) opprimait, torturait, empoisonnait par l'usage des liqueurs fortes, dont il faisait lui-même ses brutales délices; après cette mort, le comte de Lille prit le titre de roi, sous le nom de Louis XVIII. La ligue ne fit rien pour accréditer cette démarche politique;

elle ne lui accorda aucun genre d'honneur, aucune influence. Des secours qui lui étaient fournis par le roi d'Espagne et par l'impératrice de Russie lui donnaient de faibles moyens de se procurer quelque image d'une cour. Il résidait dans les états de Venise, qui alors étaient loin du théâtre de la guerre, et qui n'y prenaient aucune part. Le comte d'Artois ne se trouvait guère plus heureux pour avoir choisi l'hospitalité de l'Angleterre. Les habitudes d'un luxe, alors nécessaire dans les grandes cours, et que le malheur n'avait pas suffisamment corrigées, lui rendant le séjour de Londres trop dispendieux, l'obligèrent à l'abandonner et à se retirer en Écosse. Le gouvernement anglais hésita long-temps à lui fournir des secours efficaces.

Mais le moment était venu où ce gouvernement faisait profession de résolutions généreuses. Un grand nombre d'émigrés, irrités contre la Prusse et l'Autriche, arrivaient à Londres, demandaient des armes, des vaisseaux, un prince français à leur tête, et les côtes si long-temps désirées de la Bretagne et du Poitou. De Puysaye se joignait à leurs instances. On a vu dans l'histoire de la convention comment cet aventurier, sans gloire et sans courage, avait conduit à la plus honteuse défaite les malheureux républicains qui furent connus sous le nom de *fédéralistes;* tel il devait se montrer envers les royalistes. Il ne fut jamais fidèle qu'aux instructions secrètes du gouvernement anglais. Il affectait d'élever beaucoup au-dessus des combattans de la Vendée des bandes

qui le reconnaissaient pour chef dans plusieurs parties de l'ancienne Bretagne. C'étaient ces chouans qui s'étaient formés, après le désastre de l'armée vendéenne, dans la ville du Mans; troupe avide, indisciplinée, féroce, capable quelquefois des plus hauts faits de courage, mais plus faite pour déchirer un état que pour relever un empire. Ces alliés convinrent mieux au ministère britannique que la petite armée de Charette. Celle-ci pourtant reçut quelques faibles secours et de trompeuses espérances.

Cependant le ministère britannique mettait à former l'expédition promise aux royalistes une précipitation qui devait servir ensuite d'excuse à la perfidie. Il avait formé plusieurs régimens français. Il avait mis à leur tête des hommes

d'une naissance illustre, e
uns d'un courage éprouvé. l
mens de ces corps offraient u
qui seul eût suffi pour faire
événement sinistre. C'étaien
les officiers les plus distingu
rine française, que l'inflex
de leur corps et les fausse
soit des assemblées, soit de
avaient fait émigrer; homm
encore fiers de quelques cc
rieux que, dans la guerre
ils avaient soutenus contre
anglaise : importunés d'un
et des secours accordés par
à leur misère, ils se précipit
glément dans les rangs de
nouvelles. C'étaient, d'un
des soldats et des matelots
avaient été pris, soit dans les

malheureuses de nos escadres avec celles de l'Angleterre, soit à bord de quelques corsaires; prisonniers turbulens, dangereux, qui bravaient et chaque jour faisaient accroître les rigueurs de leur captivité. Peut-être plusieurs d'entre eux témoignèrent-ils un feint empressement pour se joindre à une expédition qui les rendrait à leur patrie. Mais, si on en croit leurs déclarations, ils y furent forcés par la plus stupide ou la plus perfide violence.

Ces défenseurs de la cause des Bourbons étant ainsi réunis, mettent à la voile.

L'escadre anglaise qui devait protéger cette expédition avait rencontré auprès de Lorient une flotte française qui était sortie pour surveiller ses mouvemens, l'avait battue, et lui avait enlevé

trois vaisseaux de ligne. Elle s'unit à l
flottille sur laquelle était l'armée de d
barquement, qui s'élevait à peu près
sept mille hommes, et qui était parfa
tement approvisionnée.

L'heureux présage que les émigr
pouvaient tirer de ce nouveau succ
maritime des Anglais fut bientôt d
tourné par un fâcheux événement. Ur
révolte éclata à bord même de la flottill
Les prisonniers français étaient à pei
entrés dans les navires, qu'ils parlèrei
de s'en rendre maîtres, de les conduir
en France, de massacrer ou de livr
leurs chefs. Des violences suivirent
bien près leurs menaces. Cependant pl
sieurs d'entre eux, retenus par quelq
pitié ou par quelque crainte, gardère
une sorte de neutralité entre les émigr
et leurs compagnons. La révolte fi

réprimée et punie. On condamna à mort quatorze soldats, qu'on voulut regarder comme les chefs du complot. Ils moururent en appelant et en prophétisant le désastre de cette expédition. Leurs amis gardaient un silence farouche.

Dans la nuit du 8 au 9 messidor de l'an 3, la descente s'effectua dans la presqu'île de Quiberon, sous la conduite du général d'Hervilly. Les chouans l'avaient d'avance favorisée par une prise d'armes qui avait forcé les postes républicains à se replier jusqu'à la proximité de Rennes. Les émigrés s'avancèrent, entrèrent dans la ville d'Aurai, qu'ils trouvèrent abandonnée, assiégèrent le fort Penthièvre, et furent secondés dans cette attaque par la flotte anglaise, dont le feu contraignit bientôt les assiégés à se rendre. La garnison, qui n'était que

de quatre cents hommes, fut faite prisonnière, et transportée sur l'escadre anglaise. De nouveaux renforts, de nouveaux secours de vivres arrivèrent aux émigrés; mais cinq ou six jours suffirent pour ralentir la première impétuosité de leur mouvement. Rien n'était plus difficile que de combiner la marche de leurs troupes réglées avec celle des chouans, qui ne savaient pas encore se présenter en bataille, et qui ne connaissaient que les embuscades. L'inaction des troupes républicaines leur paraissait suspecte, et, perdant le moment de les inquiéter par l'audace et la diversité de leurs attaques, ils reçurent le trouble qu'ils auraient pu donner. Ils n'osèrent s'éloigner des vaisseaux anglais.

La convention, ou plutôt son comité de salut public, ne s'était que faible-

ment émue au bruit de l'expédition projetée par l'Angleterre. Le comité de salut public avait nommé un général, et lui avait presque laissé le soin de créer une armée. Ce choix était d'un autre genre que celui de tant d'hommes ineptes et féroces qui avaient été revêtus, pour leur ignominie et pour les désastres de la France, du titre de généraux de la Vendée. Celui-ci était un jeune héros vainqueur du duc de Brunswick, et qui avait balancé la gloire de Pichegru dans un des faits d'armes les plus éclatans de la guerre. Hoche commandait les troupes républicaines dans les départemens de l'Ouest. Pendant qu'il observait les desseins et les forces des émigrés, quelques renforts lui arrivèrent. Déjà il avait resserré l'ennemi dans la presqu'île de Quiberon, lorsque Tallien parut. Ce

commissaire de la convention avait tout frappé de réquisition sur son passage, et déjà la population des villes était armée; celle des campagnes était plus contenue. Les émigrés étaient fortement retranchés et protégés par le fort Penthièvre.

Ils essayèrent quelques sorties qui leur furent fatales. Ils y perdirent une partie considérable de leur artillerie. Leur général d'Hervilly y fut blessé. Les chouans portèrent dans ces actions un désordre et une indiscipline qui les rendaient des alliés très-incommodes. Un grand nombre d'entre eux prirent le parti de se séparer des émigrés, et de se livrer à la seule guerre qui leur convint.

Cependant le général Hoche apprit, par de nombreux déserteurs, qu'une partie de l'armée royaliste détestait la

bannière sous laquelle on l'avait forcée de marcher, et que les émigrés, frappés d'un découragement qui leur montrait partout des périls, avaient abandonné la garde du fort Penthièvre aux soldats qui avaient montré tant de répugnance ou un zèle si peu sincère à s'associer à leur entreprise. Quelques-uns de ces déserteurs parlaient d'un complot formé par leurs compagnons de livrer aux républicains la forteresse qu'ils gardaient. Ils s'offraient de les guider jusque sous ses murs. Impétueux et s'abandonnant toujours à la fortune et au courage, le général Hoche dispose tout pour consommer dans un jour la ruine de l'armée royale. Le 2 thermidor, à onze heures du soir, trois mille hommes se mettent en marche sous le commandement des généraux Humbert, Vateau, Bolta, et

l'adjudant-général Ménage. Ils se divisent en trois colonnes; ils suivent différens chemins; ils veulent attaquer et surprendre le fort sans donner aucune alarme au camp de Kousten, que les émigrés occupent à peu de distance Un orage affreux éclate; des torrens de pluie se répandent, les ténèbres sont profondes, les chemins sont affreux; on les suit presque au hasard. Les transfuges ou les paysans qui servent de guides se troublent et s'alarment; les colonnes se rencontrent, se mêlent; les soldats ont peine à reconnaître leurs chefs et leurs corps. Dans la plus grande confusion, je ne sais quel instinct de prudence étouffe le tumulte : il faut côtoyer en silence les rivages de la mer, ne point se faire remarquer des chaloupes canonnières des Anglais : il faut se glisser

entre des rochers que la mer agitée par la tempête tourmente de ses vagues. On avance sans croire avancer. Il est deux heures du matin, l'avant-garde est déjà sous les murs du fort; la marche des colonnes ne peut plus se cacher aux Anglais; leurs chaloupes canonnières foudroient les soldats, qui s'avancent toujours vers le fort. Tout à coup retentissent ces mots : *Le fort est emporté.* Le général Ménage, à la tête de trois cents hommes, y avait été reçu comme un libérateur.

Le jour avait montré aux émigrés l'étendard tricolore flottant sur les murs de la forteresse. Déjà toute l'armée républicaine s'avance contre eux. Tallien et son collègue Blad marchent à la tête des colonnes. Une artillerie formidable gronde au loin. C'est le général Hoche

qui a réglé les dispositions du combat. Mais dans le camp, qui va être assiégé par tant de forces et avec tant d'impétuosité, règne un affreux désordre; chacun suit les inspirations diverses du désespoir; pas un des Anglais ne sort des vaisseaux pour venir mêler ses armes à celles des émigrés. On s'indigne, on s'effraie de leur perfide immobilité. Des chaloupes canonnières, des bateaux plats bordaient le rivage; une multitude de vieillards, de femmes et d'enfans, dont les Anglais avaient embarrassé cette déplorable expédition, se précipitent autour de ces frêles bâtimens, leur unique salut. O honte! des hommes armés, des combattans les leur disputent, s'en emparent avant eux. Puysaye est à leur tête; il entraîne avec lui la troupe de chouans : *Vous ne périrez pas*,

lit un homme généreux à ceux qui sont abandonnés sans défense sur la rive, *nous combattrons jusqu'à ce que chacun de vous ait été conduit sur les vaisseaux anglais.* Celui qui tient ce langage est Combreuil, le fils du gouverneur des Invalides, le frère de cette fille héroïque qui fléchit en faveur de son père les bourreaux du 2 septembre, mais qui ne fut point admise à fléchir les bourreaux du tribunal révolutionnaire. Depuis trois jours seulement il avait abordé dans la presqu'île avec un renfort qu'il amenait. Il commandait les émigrés dans l'absence de d'Hervilly, encore malade de ses blessures. Il les rallie, il se enflamme de sa généreuse résolution. Ils vont soutenir toute l'impétuosité des Français républicains; ils défendent leurs retranchemens. Tout à coup

la plus grande partie de leur armée court, en jetant les armes, au-devant des Français, qu'ils appellent leurs frères. C'étaient tous ceux qui avaient été tirés des prisons de l'Angleterre. Le camp est forcé. Sombreuil se retire en combattant toujours. Il gagne, avec sa troupe, un rocher près du bord de la mer. C'est de là qu'il voit, avec ses derniers compagnons, tous ceux pour lesquels il se dévoue se jeter dans les chaloupes, ou en être repoussés, gagner à la nage les vaisseaux anglais, ou être couverts par les flots; ceux-ci, déjà sauvés, ramenant les bâtimens vers d'autres malheureux; ceux-là tendant la main, ou jetant des cordages à ceux qui luttent contre les vagues. Les colonnes républicaines se divisent, afin de tourner la troupe de Sombreuil dans sa dernière

position. Déjà la communication avec le rivage lui est fermée. Sombreuil espère encore, en offrant ses jours, racheter ceux de ses compagnons. Il demande à parler aux chefs républicains; il leur parle, il revient : les émigrés mettent bas les armes.

Ce combat entre des Français est encore moins pénible à raconter que les suites de la victoire de l'armée républicaine, une loi condamnant à mort tous les émigrés pris les armes à la main, tous ceux même qui seraient trouvés sur le territoire français. L'horreur naturelle qui s'attache à l'effusion du sang, quand le combat a cessé, porta souvent les généraux, les officiers et les soldats républicains à favoriser l'évasion des émigrés, ou bien à consentir aux subterfuges qu'ils employaient pour

n'être pas reconnus. Le général Hoche avait, autant que ses rivaux de gloire, un cœur capable de cette générosité. Tallien avait à conserver un titre expiatoire auquel, depuis un an, il avait été fidèle, celui de l'homme du 9 thermidor. L'honneur national répugnait à répandre un sang que l'Angleterre avait livré avec tant de perfidie. Une politique prévoyante eût encore commandé de conserver pour la renaissance de la marine française un si grand nombre d'officiers distingués qui lui avaient appartenu, et que des motifs puisés dans tous les sentimens fiers pouvaient réconcilier avec leur patrie. Mais le faste, ou plutôt la faiblesse du gouvernement républicain, est de se montrer inflexible : nul ne s'y croit assez de pouvoir pour entrer dans celui de la clémence. Ce mot a

fut pas prononcé : d'ailleurs la convention, qui croyait alors s'être trop aidée des royalistes contre les jacobins, voulait effrayer les premiers, et se ménager les moyens de leur opposer les seconds. Cinq cent soixante émigrés furent conduits au supplice; il y en eut à peine vingt qui parvinrent à s'y soustraire par différens moyens. Le premier qui périt fut Charles de Sombreuil. Sa mort, du moins, fut adoucie par une bienfaisante illusion : il crut avoir obtenu, lorsqu'il parlementait sur le rocher de Quiberon, la vie de tous les siens, au moins celle de ses soldats. Lorsqu'il fut amené devant Tallien, celui-ci lui avait dit avec une vive émotion : *Ah! monsieur, que de malheurs dans votre famille!* Charles Sombreuil écrivit, en attendant la mort, quelques lettres où il exprimait une vive confiance dans ce qu'il appelait la

capitulation des émigrés. Il règne dans ces lettres, qui furent rendues publiques, un courage qui n'exclut pas un tendre abandon : il disait adieu à sa sœur. Il ne fut pas plus heureux qu'elle dans son dévouement. L'existence de la capitulation a été démentie par l'armée républicaine, et, ce qui est d'un aussi grand poids, par le général Hoche. Victor de Broglie et l'évêque de Pol périrent avec Charles Sombreuil : d'autres ecclésiastiques qui avaient suivi cet evêque eurent le même sort.

M. Pitt, en faisant dans la chambre des communes l'apologie de l'expédi- de Quiberon, disait : *Le sang anglais n'y a point coulé.* M. Shéridan lui répliqua par ce mot énergique : *Le sang anglais n'y a point coulé, mais l'honneur anglais y a coulé par tous les pores !*

Les chouans, embarqués sur des cha-

loupes et des bateaux plats, étaient revenus sur le continent, et y recommençaient les hostilités non loin des lieux où les émigrés étaient fusillés.

Avant l'expédition de Quiberon, Charette avait déjà levé l'étendard de la guerre civile. Les moyens qu'il employa pour ranimer dans le cœur de ses soldats l'enthousiasme que la paix y avait laissé languir, annoncèrent que ces malheureux habitans ne se laissaient arracher qu'à regret au repos qu'ils avaient glorieusement reconquis. Il répandit dans ses proclamations des impostures aussi audacieuses qu'invraisemblables; il affirmait, et tous les autres chefs de la Vendée appuyaient son témoignage, que les commissaires de la convention s'étaient engagés à remettre entre leurs mains le fils et la fille de Louis XVI. Il forgeait

excitait ses compagnons à la venge
d'un tel parjure. Il annonçait qu'il
intercepté un convoi dans leque
avait trouvé des barriques d'un p
qui devait être répandu dans toute
rivières et les fontaines de la Ve
L'effet de cette proclamation ne ré
dit pas à ses espérances. Elles fi
encore plus déçues par la direction
prit l'expédition anglaise : après l
sastre de Quiberon, quelle confi
pouvait-il inspirer à de tels alliés et
cevoir lui-même? Chagrin, embarr
il fut obligé d'attendre que les pa
eussent fait leur moisson, pour l

rte de dictature dans ces contrées; mais était loin de l'exercer sans contradiction. Son nom n'avait eu qu'un faible lat tant qu'il avait été à côté de la Roche-quelin, de L'Escure, de Beauchamps, d'autres héros d'un courage plus impétueux que le sien. Il avait dû sa forne, si c'en est une que de prolonger guerre civile, à la résolution qu'il ait prise de ne pas passer la Loire avec x. Un autre chef plus populaire que i, Stoflet, ancien garde-chasse, était ssi resté dans la Vendée. Il avait eu ne part à peu près égale aux succès s'ils obtinrent en vengeant tant de victimes fusillées ou noyées par Carrier. Il ait jaloux et indigné de la suprématie le s'arrogeait son rival. Ils séparèrent urs troupes, et ne concertèrent plus urs opérations. Le général Hoche mar-

cha contre eux dès le mois de br
be directoire gouvernait alors
blique. Ici s'éteint tout à coup la
mée de ces Vendéens, dont la ve
avait survécu à celle des rois. Le
Hoche, qui les battit successi
rendit justice à la valeur de Sto
la tactique que Charette avait cr
les guerres de parti. On put ce
reconnaître, à la facilité inespér
eut à les vaincre, combien ils
dû de leur gloire aux généraux
troupes qui leur avaient été pr
ment opposés. Leur fin à tous
également déplorable. Charette
le 4 germinal de l'an 4, dans u
où, depuis plusieurs jours, il s'ét
gié avec un petit nombre de ses
gnons. Stoflet, trahi par les sie
découvert dans son asile, où il s

n vain. Charette montra du calme, oflet de l'insensibilité en s'avançant mort.
eu de temps après, Puysaye fut ı, et fut encore une fois heureux sa fuite.
e général Hoche soumit partout les lles; il les soumit jusqu'au fond du r. Il étudia toutes leurs passions · les calmer; il voulut connaître ɜ l'étendue de leurs malheurs pour éparer. Après les avoir enlevés à la e désespérée des Bourbons, il se a bien de les offenser dans un senti- t plus profond, et qui avait toujours :é plus puissamment leur enthou- ne, la religion. Le directoire, pour causes que je développerai, s'é- ıait tellement de la tolérance re- use, que le général Hoche, en

l'exerçant dans la Vendée, pouvait
regardé comme infidèle aux ordres q
avait reçus. Il avertit le directoire
funestes effets d'un système impo
que, par cela même qu'il était in
gieux. Tous les fléaux de la guerre c
reparurent peu de temps après que
che eut été éloigné de ces départem
La *chouannerie* se montra moins h
que, mais plus dangereuse encore
la *Vendée*.

L'autorité du directoire, qui d
d'abord s'accroître et ensuite péri
les victoires des généraux, reçut b
coup de lustre des opérations du v
queur et du pacificateur de la Ven
Déjà un autre héros, par des triom
plus éclatans, établissait la domina
des Français dans un pays que l'hist
appelait leur tombeau. La républi

vengeait en Italie les longs malheurs de deux maisons d'Anjou, les perfidies qui changèrent en désastres les rapides succès de Charles VIII, de Louis XII, la défaite de François Ier., et les victoires incertaines et infructueuses de Catinat, de Vendôme, de Coigni. D'un autre côté, les Français passaient le Rhin sous des chefs déjà connus de la victoire; vingt états allaient être soumis; le trône de l'Autriche allait être ébranlé dans ses antiques fondemens. Mais, avant de passer à ces grands événemens, il convient de caractériser encore par quelques faits le gouvernement qui paraissait les conduire.

Le dernier comité de salut public avait ouvert une négociation d'un assez grand intérêt, que le directoire termina. Il s'agissait de l'échange de la fille de

Louis XVI, encore prisonnière au Temple, contre des Français retenus par différentes violations du droit des gens dans les prisons d'Autriche.

Cette puissance avait gardé et traité avec la plus grande sévérité les prisonniers que Dumouriez avait livrés au prince de Cobourg : c'étaient Camus, Quinette, Bancal et Lamarque, tous quatre membres de la convention, et le général Beurnonville. Peu de temps après, un autre membre de la convention, Drouet, était tombé au pouvoir de l'Autriche. Il était dans Maubeuge lorsque le prince de Cobourg, alors victorieux, s'approcha de cette place, et du camp retranché qui la couvrait, pour en faire le blocus. Soit qu'il fût frappé du danger personnel qui le menaçait, si les Autrichiens le saisissaient dans

Maubeuge; soit, comme il le prétend, qu'il voulût procurer des secours à la ville assiégée, il en sortit avec un détachement de vingt-cinq hommes. Un poste ennemi rencontra sa petite troupe: Drouet évita par la fuite un combat trop inégal. Poursuivi par quelques hussards, il fut obligé de se rendre. Il déclara aux officiers autrichiens son titre de membre de la convention, et son nom célèbre par les malheurs du roi et de la reine de France, qu'il avait arrêtés dans leur fatal voyage de Varennes. Nu, chargé de chaînes, il fut pendant deux jours promené dans le camp; les généraux, les émigrés et les soldats rivalisaient entre eux à qui l'accablerait de plus de tortures et de plus d'outrages. Il fut conduit dans une forteresse. Il imagina, pour en sortir, un moyen conçu par le

plus imprudent désespoir, et pl
avec une longue patience. A l'aid
parachute qu'il avait construit a
ne sais quels mauvais matériaux,
treprit de se précipiter d'une f
très-élevée. Sa chute, suivant s
tion, s'accéléra beaucoup au-delà
calculs. Il tomba sur une murail
son pied se brisa. Vaincu par la do
après une longue attente, il fut
d'appeler par ses cris une sentine
fut ramené dans sa prison.

Deux autres Français, arrêtés
pris de la loi la plus sainte des na
éprouvaient les mêmes rigueurs
taient les ambassadeurs Maret et S
ville. Le premier avait été envoyé
de la cour de Naples, le second
de la Porte-Ottomane. Ils voyag
ensemble, et se rendaient, par l

des Grisons, en Italie. Les Grisons, étant associés à la ligue des Treize-Cantons, étaient un pays neutre. Les Autrichiens, avertis du passage des deux ambassadeurs, entrèrent à main armée sur le territoire, et ne respectèrent pas le titre dont ils étaient revêtus. Ils les arrêtèrent eux et leur suite. Ils s'emparèrent de leurs dépêches; ils les conduisirent à la citadelle de Mantoue, et de là dans la prison d'Olmutz. J'ai ouï rapporter que l'un de ces deux ambassadeurs avait été chargé de proposer à la cour de Naples des conditions pour rendre la liberté à Marie-Antoinette, sœur de la reine de Naples; que la cour de Vienne dut être informée de ce projet, puisque les dépêches qui les contenaient lui furent remises; et que cependant les ministres avaient étouffé une négociation qui avait

pour but d'empêcher qu'une reine de la maison d'Autriche ne montât sur l'échafaud déjà teint du sang de son époux.

La cour de Vienne montra de l'intérêt pour les malheurs de Madame, fille de Louis XVI, qui gémissait dans la tour du Temple, après que son père, que sa mère, que sa tante, madame Élisabeth, lui eurent été successivement enlevés; après que son jeune frère eut péri près d'elle, mais non sous ses yeux. L'empereur accorda, pour la rançon de sa jeune et infortunée parente, la liberté aux députés Camus, Quinette, Bancal, Drouet, Lamarque, au général Beurnonville, aux ambassadeurs Maret et Sémonville, et à quelques hommes de leur suite.

L'un de ceux dont le directoire avait hâté le retour dans sa patrie, Drouet, s'engagea bientôt, on vit du moins son

nom impliqué dans un complot dont le but était de renverser le directoire et la convention. Un obscur écrivain, qui n'avait pu parvenir à la célébrité dans le temps où tous les hommes de son parti l'obtenaient si facilement, Gracchus-Babœuf, fut l'âme de ce complot, où les uns virent la méditation la plus forte du crime, et où les autres ne virent que le rêve d'une imagination infernale.

Le directoire suivait une politique incertaine et flottante à l'égard des factions qui lui restaient à contenir. D'abord il feignit de croire que les républicains les plus violens et les plus redoutés acceptaient avec soumission le frein de la constitution nouvelle. Il s'étudiait à les amollir par des récompenses, par des promesses; il leur donnait des avis sans menaces; il leur

rendait ces assemblées de club où l'e
thousiasme prend un caractère si so
bre, si dangereux; mais en même tem
il les entourait de guides, il les obséd
de leçons. Ses soins réussirent à l'ég
de quelques-uns; mais les autres n'
cordèrent point au directoire la p
qu'ils avaient refusée à tout ce
exerçait sans eux une autorité sur
hommes. Le directoire ne voulut plus
leur laisser ce nom de jacobins, si sou-
vent porté et abdiqué par des partis
qui se combattirent; il les appela anar-
chistes; et dans ce nom même il y avait
encore de l'indulgence. Bientôt ils furent
désignés dans les proclamations du gou-
vernement comme des ennemis aussi
implacables, aussi dangereux que les
royalistes. Le directoire ne se fit plus
de scrupule de choquer leurs regards

appareil qui annonçait, quoique
faible éclat, une magistrature
. Les pompes assez mesquines
du Luxembourg parurent aux
tes un faste royal ; eux pour-
se rassemblaient dans l'un des
ux monumens de la capitale, le
n, auparavant l'église de Sainte-
ve. Mais de ce lieu éloigné du
tre, ils n'exerçaient plus la même
uence, ni sur l'assemblée nationale,
ur la multitude. Le directoire, fati-
d'être chaque jour harcelé par des
ours séditieux, fit proposer au corps
latif de fermer l'assemblée du Pan-
, et ce club fut dissous.

s anarchistes essayèrent alors ce
caractère national rend très-diffi-
France, une véritable conspira-
epuis que la révolution suivait son

cours, des milliers de Français avaient été envoyés à la mort sous le nom de conspirateurs; un plus grand nombre avaient réclamé ce titre après la catastrophe qui les avait rendus victorieux, et tout s'était réduit à un choc rapide, mais long-temps attendu entre deux partis qui s'étaient menacés, et qui avaient disposé à haute voix leur plan d'attaque. Quels étaient donc ces hommes qui se disposaient à couvrir leur complot d'un mystère que les jacobins, leurs prédécesseurs, avaient jugé inutile ou impraticable? Ils n'avaient obtenu jusque-là que des rôles obscurs dans leur propre faction. Instrumens dédaignés de la tyrannie qu'ils voulaient rétablir, quelques-uns avaient même failli en être les victimes. Leur chef, Gracchus-Babœuf, avait été arrêté comme un complice

d'Hébert ; on ne s'était pas donné la peine de le frapper. Ils n'avaient aucun emploi dans le gouvernement. L'orgueil et l'ambition les avaient détournés de chercher des alliés parmi des hommes puissans. La plupart, et leur chef surtout, étaient livrés à une extrême indigence : il fallait se cotiser pour fournir des vêtemens ou des alimens au nouveau Gracque. L'état de gêne et d'alarme où les anarchistes avaient vécu depuis le 9 thermidor, avait établi entre eux cette réciprocité de secours, cette obligeance active et sans ostentation qui appartient à toutes les sectes ardentes qui n'oppriment plus, et qui, par cela même, se regardent comme opprimées. Le serment de fraternité livré à tous les parjures après la victoire devient le pacte le plus rigide après la défaite.

Babœuf crut que la perspective d'un vaste pillage suffirait, à défaut de largesse, pour émouvoir une populace qu'il rappelait à l'empire promis par Robespierre. Il s'annonça comme le vengeur de ce tyran, qui avait lassé de ses crimes la populace elle-même, mais que peut-être elle regrettait : celle de Rome avait regretté Néron. Il composa des pamphlets où les vœux atroces de Marat et du père Duchêne étaient reproduits. La police fit une faible guerre à ces pamphlets. On délibérait gravement au corps législatif et au Luxembourg même pour savoir s'ils étaient séditieux. Babœuf, s'exaltant dans ses fureurs, et croyant déjà les assouvir, se servait de sa plume comme d'un poignard.

Il n'y eut jamais une conspiration où l'on écrivit avec tant de scrupule les

moindres détails, avec tant de flégme l'innombrables proscriptions. Il fallait oute la faiblesse et tous les timides mé- agemens du directoire pour qu'il y ût quelques résultats à craindre d'une onspiration dont le chef écrivait cha- une de ses pensées. De tous les maté- iaux qui ont été conservés pour l'his- oire de la révolution, il n'en est point ui inspire plus d'étonnement que le re- ueil des pièces saisies chez Babœuf. Je ne souviens de l'impression qu'elles pro- uisirent lorsqu'elles furent publiées : n était glacé d'épouvante en lisant un lan tracé de la main de Babœuf, qui tablissait un comité insurrecteur pro- édant avec le sombre mystère des in- uisiteurs de Venise, communiquant vec plusieurs comités subordonnés, qui e recevaient qu'une partie du secret,

et n'en transmettaient encore q
plus faible partie à des agens char
l'exécution. Mais bientôt on juges
cette redoutable hiérarchie ne co
drait qu'à une secte politique o
gieuse qui poursuivrait dans u
espace de temps un projet crimin
avait de la peine à concevoir com
du sein de l'indigence, des homm
curs ou méprisés avaient pu se pr
des renseignemens aussi exacts e
importans. Mais cette faction réu
tous les hommes que la tyrannie
bespierre avait formés aux déb
ils n'avaient pas besoin d'un salair
continuer avec zèle et pour perfe
ner un métier infâme, qui chaq
augmente la bassesse et irrite la c
de ceux qui s'y livrent.

Du reste, tout ce complot n

dans le plan commun des mouvemens populaires que la révolution avait renouvelés si fréquemment et avec si peu de variété. Le faubourg Saint-Antoine s'armant de fusils ou de piques; des canonniers faisant rouler leurs pièces à la tête du cortége; des femmes le grossissant et excitant cette troupe grossière; les barrières fermées; les monumens principaux et le trésor public envahis; le ralliement accoutumé de la constitution de 93 et du pain : voilà tout le plan d'attaque. Les cinq directeurs et presque tous les membres du corps législatif, une foule de fonctionnaires et de citoyens qui avaient contribué aux suites du 9 thermidor, devaient être frappés dans la journée même de l'insurrection. La principale espérance des conjurés était placée dans un corps qui s'appelait

légion de police, que l'armée mé
comme une troupe lâche et féro
dans quelques généraux réformés
quels l'armée reprochait les plu
teuses défaites de la Vendée.

Pendant que ce complot se tr
le directeur Barras fit appeler au L
bourg l'un des conjurés (Gern
homme obscur, mais qui joignai
l'audace quelque connaissance
art redoutable qu'on a nommé *
révolutionnaire. Ce dernier écriv
relation détaillée de cet entreti
est porté à croire à la fidélité d'u
juré qui fait à ses complices u
important. On voit dans cette piè
fut rendue publique, et qui es
curieuse, que le directeur Barra
tituait de dangereux ménagemen
même de viles flatteries, au lang

l'autorité qu'il fallait employer dans toute son énergie vis-à-vis d'hommes si peu portés à la reconnaître.

Les notes de Babœuf portent que la conjuration devait éclater le 22 floréal. Mais depuis quelques jours le directoire était instruit de cette trame encore mal issue. Le ministre de la police (Cochon) avait reçu les révélations assidues d'un homme qui avait promis un appui trompeur aux conjurés. Babœuf fut arrêté avec quelques-uns de ses complices présumés. On ne trouva aucune pièce chez ceux-ci ; mais les papiers de Babœuf fournirent des renseignemens aussi bizarres que multipliés. J'ai dit que le député Drouet avait été impliqué dans ce complot. La constitution avait créé une haute-cour nationale pour juger des délits imputés aux différens fonction-

naires publics. Drouet y fut traduit, et y entraîna ses coaccusés; mais il n'y parut pas. Il était enfermé au Temple. On lui ménagea une évasion beaucoup moins périlleuse que celle de sa prison d'Autriche. On crut dans le public qu'il était particulièrement redevable de sa liberté au directeur Barras. Mais celui-ci ne pouvait craindre d'être désavoué par ses collègues.

Quant à Babœuf, il ne parut d'abord voir dans son arrestation qu'un signal donné à son parti, d'éclater, de rompre ses fers, de renverser le directoire, de se baigner dans le sang de tous ses ennemis. Deux jours d'un morne repos dans la capitale diminuèrent ses espérances, mais n'abattirent point tout-à-fait sa fierté. Ce fut alors qu'il écrivit au directoire en ces termes : « Regarderiez-

« vous au-dessous de vous, citoyens di-
« recteurs, de traiter avec moi de puis-
« sance à puissance? Vous avez vu de
« quelle vaste confiance je suis le centre.
« Vous avez vu que mon parti peut bien
« balancer le vôtre; vous avez vu quelles
« immenses ramifications y tiennent. Je
« suis convaincu que cet aperçu vous a
« fait trembler. » Il finit par offrir pour sa rançon la soumission momentanée de son parti, comme un général s'engage pour son armée à une suspension d'armes. Le directoire répondit à cette lettre insolente et bizarre en la rendant publique.

Cependant peu de jours se passèrent sans que Paris reçût les plus vives alarmes d'une faction dont on disait les chefs principaux arrêtés. C'était la première fois, depuis la révolution, que

l'autorité dominante repoussait les efforts d'un parti séditieux sans appeler à elle les secours actifs d'un parti contraire. Ceux même dont les noms avaient été placés sur les listes des proscrits tracées par les conjurés, n'avaient pour se rassurer sur leurs propres dangers que les dangers du directoire. Le 13 vendémiaire avait aboli par le fait l'institution des gardes nationales, qui avait été créée dans l'espérance de conduire la révolution à l'abri de l'anarchie. Le directoire avait une garde constitutionnelle. Le corps législatif en avait une plus considérable; plusieurs régimens de troupes réglées campaient aux environs de Paris. Qui le croirait? De telles forces, le concert des premières autorités, l'indignation de tous les hommes de bien, l'effroi des propriétaires, eurent

encore à soutenir une lutte avilissante, et quelquefois périlleuse, contre trois ou quatre cents hommes indigens, qui avaient toujours été trop loin de l'honneur pour être appelés déshonorés. La sédition exilée des clubs avait pris son refuge, ses armes et ses inspirations dans les cabarets. Les anarchistes s'invitaient par différens signaux, et quelquefois au son du cor, à de sinistres orgies, où leur rage, encore plus opiniâtre que désordonnée, inventait souvent de redoutables stratagèmes. Ils avaient coutume d'exposer au premier essai et au premier péril des mouvemens qu'ils tentaient, les femmes, qu'ils avaient dès long-temps associées à leurs fureurs. On vit plusieurs fois celles-ci courir dans les faubourgs, dans les marchés, dans les ateliers, et répéter inutilement mais

avec impunité ces cris : *Allons forcer le Temple, allons délivrer Babœuf.* Elles se livrèrent à toutes leurs imprécations en présence de la légion de police, que le directoire avait licenciée comme ayant donné des espérances aux conjurés. Lâches! disaient-elles à ces soldats confus, vous partez donc! Ah! si nous avions vos habits et vos fusils, laisserions-nous égorger les patriotes? Ils ne répondaient rien, ils craignaient l'armée. Voici un essai d'un genre bien opposé; on a de la peine à concevoir que tant de perfidie fût unie à tant de délire.

Un jour les citoyens de Paris sont réveillés par un bruit de pétards qui se tirent dans différens quartiers. Ils sortent, et, sous leurs pas, ils trouvent des cocardes blanches; au seuil des monumens publics, ils trouvent attaché

un drapeau blanc; sur différens piliers ils lisent des proclamations où on les invite à prendre les armes pour Louis XVIII. La plupart, effrayés, reviennent sur leurs pas, craignent d'être dénoncés pour avoir lu, pour avoir vu; ils croient que déjà le sang coule, que le jour le plus terrible de la révolution s'annonce. Une longue et profonde inaction fait tomber peu à peu l'effroi; les troupes, les rassemblemens des royalistes n'ont été vus nulle part: un seul homme a été arrêté en tirant un pétard, avec lequel il s'est blessé lui-même. On l'interroge, il se nomme; on apprend que c'est un ancien membre de comité révolutionnaire. Il avoue que tout ce prétendu complot de royalistes n'a été qu'un stratagème des hommes de son parti pour soulever les patriotes et com-

mencer un mouvement à la faveur duquel on eût délivré Babœuf et ses complices. On s'indigne de cette tentative; mais bientôt on ne voit plus que la confusion de ses auteurs : on rit, on se retire. Quelques caricatures font toute la punition de cet abominable jeu.

Avertis plutôt que découragés par ces tentatives infructueuses, les anarchistes se lassent d'être des séditieux indiscrets, et veulent devenir de profonds conspirateurs. Leurs rassemblemens sont plus clandestins, leurs menaces plus sourdes, leurs complices plus nombreux. L'évasion du député Drouet, la lenteur avec laquelle se poursuit le procès de Babœuf devant la haute-cour de Vendôme, quelques défauts de concert qu'on observe dans la marche des directeurs, le parti royaliste qui com-

nce à se faire craindre et à opérer
lque diversion, tout ranime l'au-
e des anarchistes; ils veulent oppri-
r le directoire et le corps législatif
les soldats de leur garde et par le
ıp de Grenelle. Éternels parodistes
mouvemens opérés avec succès dans
évolution, ils essaient vis-à-vis des
lats républicains les séductions qui
raînèrent les gardes françaises avant
14 juillet. Mais, à cette époque, la
ection était excitée par le plus vif
housiasme qui ait jamais transporté
e nation presque entière; elle était
licitée par des hommes illustres,
issans, opulens, et par des femmes
n différentes de celles qui, sous des
its hideux et féroces, suivaient la
ıpe des anarchistes. Ils s'aveuglè-
ıt, et, buvant avec des soldats, ils

prirent au sérieux ces extravagantes promesses de fraternité que l'ivresse prodigue.

Le directoire et la police reçurent des avis journaliers de ces trames nouvelles. Le gouvernement parut las de dénoncer des complots avortés dès leur naissance. On croit aujourd'hui qu'il fut de moitié avec les conspirateurs pour laisser éclater un mouvement qui assurât enfin sa vengeance et leur punition.

Dans la nuit du 24 au 25 fructidor, les anarchistes sortent des cabarets, foyers accoutumés de leur conspiration; ils sont sous la conduite de quelques militaires destitués, et qui ont revêtu l'uniforme qu'eux seuls n'ont point honoré. Ils traversent Paris, dont le profond repos semble assurer à leurs vœux le sommeil de l'autorité. Ils se divisent

en deux bandes; l'une doit se diriger vers le Luxembourg, l'autre vers le camp de Grenelle. Ils portent avec eux de nombreux exemplaires d'une proclamation qui doit être distribuée aux soldats. L'esprit séditieux ne s'est pas montré fort éloquent durant la révolution. Cette pièce n'a pas un trait qui la distingue des discours qui ont causé notre épouvante, et qui n'excitent plus que notre ennui. J'en vais seulement rappeler le début.

« Amis, les tyrans pâlissent; ils n'at-
« tendent plus que le moment où tout
« un peuple indigné des forfaits qu'ils
« ont commis va les plonger dans la nuit
« éternelle de la mort. Soldats de la pa-
« trie! le moment favorable approche,
« ce moment où, réunis sous le même
« étendard, nous allons briser pour ja-

« mais des fers que des scélérats nous « ont fait porter trop long-temps. Nous « allons redevenir libres et souverains; « et l'égalité, cette douce compagne de « la liberté, sera la récompense des dé- « fenseurs de la patrie. »

Les séditieux, en s'approchant du Luxembourg, virent la garde du directoire sous les armes, et dans une disposition qui ne répondait nullement à leurs espérances. Des sabres levés s'opposaient à leurs accolades fraternelles. Ils rétrogradèrent avec précipitation: mais bientôt, s'apercevant qu'une garde nombreuse ne faisait aucun mouvement pour les poursuivre et pour dissiper leur rassemblement, ils se réunirent à ceux qui s'étaient portés vers le camp de Grenelle. Soit qu'ils eussent des intelligences avec le premier poste

qu'ils rencontrèrent, soit que celui-ci eût reçu l'ordre de paraître seconder leurs vœux, l'entrée du camp leur fut permise. Aussitôt ils mêlèrent à des chants patriotiques chéris des soldats, des imprécations et des cris de ralliement : *Vive la constitution de 93! meurent les tyrans du peuple!* La générale bat dans le camp. Le soldat s'éveille, s'indigne, prend ses armes, fuit de honteux embrassemens. Les chefs accourent : tout indique qu'ils s'étaient tenus prêts à repousser les anarchistes. On poursuit ceux-ci, on les meurtrit, on les écrase. La pitié, le mépris, l'horreur de frapper des hommes coupables, mais sans défense, font bientôt ouvrir les rangs au milieu desquels ils étaient enfermés. Quelques-uns sont arrêtés; la fuite est permise au reste de cette troupe, qui

revient se cacher dans les faubourgs. Paris apprend les dangers de cette nuit; Paris se regarde comme échappé à un massacre général. Les anarchistes ne trouvent plus dans le corps législatif qu'un petit nombre de voix qui parlent en leur faveur le langage de la pitié. Une commission militaire est nommée pour juger les chefs du complot. Leur procès s'instruit avec rapidité. Six d'entre eux sont fusillés au camp de Grenelle : parmi eux sont trois ex-conventionnels, Huguet, Javoque, et Cusset. Le résultat de cette journée fut de forcer pendant une année les anarchistes à l'inaction plutôt qu'au silence. Ce ne fut que plusieurs mois après que la haute-cour de Vendôme prononça sur Babœuf et ses complices. Ils parurent plus méprisables depuis que leur tumultueux

parti cessa de donner des alarmes.
Un des points principaux de la défense
qui fut tentée pour eux, fut une accusa-
tion formelle contre le directoire et l'un
de ses ministres, d'avoir provoqué par
des agens perfides *des projets insensés*
qui n'offraient point les faits matériels
une conspiration. La haute-cour natio-
le condamna à mort Gracchus-Babœuf
l'un de ses complices, comme écri-
ns séditieux; d'autres furent con-
nés à la déportation.

a discorde entre les directeurs n'a-
point encore éclaté à cette époque;
déjà chacun d'eux s'observait, et
sait suivre une politique particu-
Carnot s'était offensé des espé-
que le titre de membre du comité
t public, qu'il avait porté sous
erre, donnait à ceux qui vou-

laient faire renaître ces jours funestes. Il devint le surveillant le plus assidu, et passa pour le vengeur le plus inflexible de leurs complots. C'est à lui surtout que fut attribuée la pensée de les laisser éclater pour les punir. Il l'a désavouée dans ses mémoires. Le directeur Barras n'avait pas vu sans quelque confusion la publicité donnée à l'entretien qu'il avait eu avec l'un des conjurés (Germain). Ces mots qu'avait cités ou que lui avait prêtés Germain, *si on m'eût laissé faire après le 13 vendémiaire, j'aurais encore travaillé la marchandise avec vous*, souillaient un des magistrats suprêmes de la république d'un long opprobre. Si l'on en croit les révélations d'un rival, d'un ennemi, d'un homme dont il signa la destitution et l'exil (de Carnot), Barras parut attendre et même encourager la conspiration

de Babœuf, pour voir quel parti son ambition en pouvait tirer. Un tel rôle ne peut s'expliquer clairement que par une comparaison qui a l'inconvénient de rabaisser des noms dont l'un est bien grand, et l'autre bien fameux : c'est le rôle que joua César auprès de Catilina. Aucun fait précis n'appuie les conjectures de Carnot. Il faut observer d'ailleurs que Barras, ayant été celui des directeurs qui s'éloignait le plus de la simplicité et de la frugalité républicaine, se présente difficilement à l'imagination comme un allié secret des partisans de la loi agraire. Letourneur suivait l'impulsion de Carnot; et si on en croit encore les mémoires de ce dernier, Reubel et la Réveillère-Lepaux approuvaient alors ses mesures contre les anarchistes, mais en se dérobant le

plus qu'ils pouvaient aux fatigues
dangers de cette surveillance;

Il se fit bientôt entre les dire
un partage tacite; mais inégal,
verses branches de l'autorité. Le
tions extérieures se traitaient a
concours, et quelquefois entre l
sentimens de Carnot et de Reubel
ministration et les finances n'éta
soin exclusif d'aucun des dire
Le ministre des finances propos
projets. Reubel et Barras concl
des marchés. Laréveillère-Lepau
paru se réserver les plus libér
l'autorité, Barras les plus splen
Le premier s'occupait des scienc
provoquant des établissemens q
vaient servir de digue à la barbar
pendant deux ans avait couvert la F
il s'occupait aussi des mœurs et

on, en suivant le déplorable sys-
de la théophilanthropie, en créant
ectaires qui furent persécuteurs
tre fanatiques. Il y avait quelque
ce, mais peu de pompe autour de
recteurs. On ne disait point *la cour*
ectoire; on disait quelquefois *la*
e Barras.

si l'autorité suprême se compo-
e dictatures partielles, dont les
s, mal tracées, pouvaient inces-
ent appeler des chocs et des com-
les finances seraient tombées dans
ordre moins épouvantable, si elles
t été l'objet de l'une de ces dicta-
Les cinq directeurs, leurs divers
tres, les comités des deux conseils,
nseils eux-mêmes, une foule de
s trompeurs et trompés, tout
istra, tout dérégla les finances :

jamais leur administration n'eut publicité et ne fut si confuse.

Il est vrai que la convention pas laissé à cet égard une tâche li gouvernement qui lui succédait qu'elle abattit les échafauds, elle noble et trop tardif sacrifice de ressources principales de ses li c'est-à-dire, des réquisitions, du *mum* et des confiscations : les as survécurent peu à ces trois fléau

On avait déjà fait plusieurs é de leur dépréciation dans les t tions du service public; mais le crédit allait bien au-delà dans les t tions des particuliers. Le moment chait où le directoire, en rend cette monnaie si facile et si fat privait moins d'une ressource q s'affranchissait d'une dépense

leur attachée à cette violation de foi se perdait dans les souvenirs de la tyrannie de Robespierre, et dans la persuasion que la plus violente terreur pouvait seule retarder la chute des assignats.

Le directoire commit une faute; ce fut de se préparer peu à cet événement, contre lequel la prévoyance des particuliers s'était depuis long-temps exercée. Il en commit une seconde; ce fut d'essayer de substituer un nouveau papier-monnaie aux assignats. Ils entraînèrent dans leur chute rapide les reseriptions et les mandats territoriaux, auxquels on transporta leur gage et leur cours forcé. On n'eut pas même le temps de créer ces mandats, dont le directoire avait fait décréter une émission de deux milliards et demi. Les reseriptions, qui leur étaient assimilées, perdirent 9 pour

100 le jour même où elles parurent. Le gouvernement subit la peine de toutes les fraudes dont il donna le signal. Il avait autorisé les particuliers à s'acquitter de leurs dettes avec la valeur nominale de ces rescriptions, qui, au bout de quelques mois, ne représentaient plus rien. Les brigands les plus exercés à tout genre de rapines n'auraient pu apporter plus de désolation dans les familles que des débiteurs impudens qui, armés d'une loi, venaient ruiner ceux dont ils avaient reçu les secours. On attendait l'arrivée de ces fripons autorisés avec la même terreur qu'auparavant on attendait les satellites d'une tyrannie sanguinaire. L'excès du dommage souffert porta certaines personnes à le faire souffrir par représailles. Cependant, malgré de nombreux exemples de la

cruelle perfidie, une épreuve si
ereuse ne tourna point à la honte
nation française : les rembourse-
ne devinrent point une abolition
ral des dettes. Il y eut des ligues
au nom de l'honneur pour se ga-
r de cette ruine et de cette tenta-
Le commerce de Paris et celui des
ipales villes de France ne comptè-
qu'un petit nombre de débiteurs
urent recours à ce moyen de s'ac-
er.

ais les biens nationaux, que le di-
ire avait donnés pour gage aux pro-
es de mandats territoriaux, furent
proie dont chacun s'empara sans
ule; et comme chacun accourait
en prendre possession, ils furent
ix des courses les plus rapides. Le
ernement songea trop tard à ar-

rêter ce désordre. Déjà d'immenses capitaux avaient été dévorés dans cette opération, dont les effets honteux et désastreux furent un nouvel exemple du danger d'opposer des lois de finances aux lois de la morale.

Enfin il fallut ôter toute espèce de valeur à 21 milliards d'assignats et à quelques milliards de rescriptions et de mandats. Au moment de l'extinction du papier-monnaie, le louis d'or s'échangeait contre 27 ou 28 mille livres en assignats. Cette proportion suffit pour indiquer quelles sommes énormes, mais fictives, coûtaient les dépenses les plus ordinaires. Je n'en offrirai point ici les tableaux, également ridicules et déplorables. La plupart de ceux entre les mains desquels les assignats périssaient se virent sans étonnement et avec

profonde résignation privés de leurs richesses imaginaires. Les murmures de quelques hommes imprévoyans et crédules, et ceux des spéculateurs les plus dangereux, furent étouffés par l'allégresse générale qui célébrait le retour du règne métallique. La propriété et le travail sortaient enfin du chaos qui rendait illusoire leur titre ou leur salaire. Le cours des assignats avait été favorable à tous ceux qui les avaient jugés avec défiance. Les campagnes lui dûrent une prospérité qui tendait chaque jour davantage à la ruine des villes. Les fermiers ne recevaient des assignats que pour le paiement de leurs contributions et de leurs baux, et se jouaient également du fisc et de leurs propriétaires. Ils succédaient aux biens de ceux-ci, et se rapprochaient de leur luxe. Les

chaumières s'étaient partout enrichies des dépouilles des châteaux. Des meubles somptueux, achetés à vil prix dans les continuels encans des confiscations, étaient jetés pêle-mêle avec la bêche et le râteau. Cinq années du règne des assignats avaient plus subdivisé les propriétés, en France, que ne l'avaient fait les siècles pendant lesquels le régime féodal déchut progressivement. De là une activité et un mouvement favorables à l'agriculture; de là aussi des penchans et des goûts nouveaux, pernicieux pour les agriculteurs; enfin tout ce qui accompagne un bienfait que le temps n'a point préparé, que la sagesse n'a point conduit.

La même prévention contre les assignats, plus tardive et moins générale dans les villes, y avait produit un mou-

nent encore plus forcé. Dans l'impa-
nce de se saisir de valeurs positives,
icun s'était fait commerçant; chacun
ait un mag[illegible]in de marchandises
nsportées vingt fois par jour d'une
ison à l'autre. La mode s'était empa-
: de cette précaution dictée par la
inte, et l'avait frappée de son vertige.
s femmes, qui, deux ans auparavant,
versaient sans cesse Paris pour aller
chir les cruels persécuteurs de leurs
rens, de leurs amis, se livraient aux
mes fatigues en poursuivant un gain
imérique qui tentait plus leur vanité
e leur avarice. Dans ce commerce, ou
ıtôt dans cette petite guerre, l'inexpé-
nce paya souvent tribut à l'habileté
ıée. Cependant le luxe suivait un
uveau cours; il était à peu près in-
nifiant, relativement aux anciennes

distinctions du rang, et même de l'opulence. Il était d'une activité sans égale pour reproduire le plaisir et varier la mode. Au ridicule des noms grecs et romains portés par les plus ignobles et les plus odieux démagogues, avait succédé le ridicule plus léger des modes grecques et romaines, portées intrépidement par des Françaises sous une température peu favorable à ces essais. Les spéculateurs étrangers, en fournissant à ce luxe frivole, s'enrichissaient de ce que notre ancien luxe avait créé de plus précieux. Nos vins les plus recherchés faisaient, à peu de frais, les délices du Suisse ou du Hambourgeois. Des galeries de tableaux, des bibliothèques étaient transportées en Russie; des Français plus avides que les étrangers, et plus cruels envers leur patrie, ache-

aient et démolissaient des édifices publics ou particuliers, payaient leur acquisition avec une faible partie du produit des décombres. Les belles forêts et les beaux parcs tombaient sous le fer de ces impitoyables acquéreurs.

La chute des assignats fut pour chacun une leçon de sagesse. Voyons comment le directoire en profita. Il lui restait de grandes dépenses à soutenir, et il avait à créer la plupart de ses ressources. La convention avait aboli par le fait les contributions; les assignats les avaient rendues presque nulles. Semblable en cela, comme en plusieurs autres points, au gouvernement despotique, le gouvernement populaire levait des tributs légers, et n'employait que des confiscations pour fournir à ses vastes projets de conquête et à ses prodigalités. Le peuple

de Paris avait été surtout l'objet des largesses de la convention. Ses subsistances étaient payées aux dépens de la France entière. La convention s'était imposé l'énorme fardeau, que le directoire supporta encore quelque temps, de fournir à chaque individu de la capitale une livre de pain par jour, au prix de trois sous en assignats, et cela lorsque cette somme n'avait aucune espèce de valeur. Une disette, supportée par Paris et par la France, avait été le prix de ce pusillanime engagement. Le directoire voulut rompre. L'un de ses ministres, Bénezech, conçut la pensée saine et courageuse de laisser la capitale assurer et payer ses approvisionnemens, en se réservant seulement de les faciliter et de les surveiller. La récolte était bonne, la disette s'éloigna, et le directoire fut soulagé

e dépense qui égalait presque l'en-
en journalier de ses quatorze ar-
s. On s'était affranchi, avec la même
rité et avec le même succès, d'une
e dépense que la démagogie fran-
: avait empruntée de la démocratie
nienne : c'était un droit de présence
nquante sous par jour accordé aux
ens pauvres qui se rendaient dans
s sections. La convention avait en-
pris un autre engagement beau-
plus onéreux, mais fondé sur des
fs plus respectables; elle avait pro-
un milliard aux défenseurs de la
ie. Le directoire ne cessa de renou-
: cette promesse, dont l'accomplis-
nt eût été impossible, même sous
ne sage administration.
resque tout était dissipé de l'héri-
laissé par les deux premières as-

semblées en biens ecclésiastiques restait que les biens de même conquis dans la Belgique ou aus gauche du Rhin.

La précipitation qu'on mettai vendre en diminuait beaucoup la On trouvait peu d'acquéreurs de de l'église chez le peuple belg sortait à peine d'une longue gue treprise pour l'intérêt des moin chances de la guerre effrayaient l culateurs. La fatale opération de dats territoriaux diminua encor ressource, qui n'était pourtant talement anéantie à la fin du rè directoire.

Grâce au plus beau décret convention, les biens des cond n'étaient plus une propriété nati

Une partie des biens des émig

surtout leur mobilier, étaient vendus : on évaluait fort arbitrairement à plus d'un milliard ce qui en restait encore à vendre. Mais déjà l'opinion avait tracé une grande différence entre ces biens et ceux du clergé. On ne voyait dans les premiers qu'une possession inquiète, qui, dans plusieurs départemens de l'Ouest et dans ceux du Midi, faisait craindre l'assassinat. D'autres genres d'alarme venaient fortifier la voix du scrupule : les triomphes de la république pouvaient avoir leur terme ; la vengeance sévère que l'on exerçait contre les émigrés pouvait s'adoucir au sein même des victoires ; on savait combien d'iniquités révoltantes avaient grossi la liste fatale ; déjà la convention en avait réparé plusieurs. Le directoire était éloigné de parler de clémence, mais du

moins il parlait de justice. Il avait à prononcer sur quatre-vingt mille réclamations. A la vérité, il s'était prescrit à cet égard un ordre de travail si lent, si embarrassé, qu'un demi-siècle eût à peine suffi pour le terminer. Cependant on l'avait vu, dans quelques occasions, entraîné par l'équité, et même par l'intrigue : il se plaignit souvent avec amertume de la corruption qui environnait ses bureaux. En rétractant des faveurs qu'il disait lui avoir été surprises, il fit connaître plus généralement qu'il était possible de le surprendre. La cupidité des hommes d'affaires put calculer quelquefois s'il y aurait plus de profit à se mettre en possession des biens d'un émigré, qu'à obtenir son retour. Jusqu'au 18 fructidor, le directoire montra de l'éloignement pour les supplices :

l'opinion publique pouvait tout supporter, hormis les échafauds : leur constant appareil eût à peine suffi pour réprimer dans la plupart des émigrés l'ardent désir de revoir leur patrie. Fatigués de ne trouver le plus souvent, chez les étrangers, qu'une hospitalité avare et dédaigneuse, irrités contre les rois, ils ne craignaient plus de trouver un tombeau dans la terre natale. On vit alors combien les mœurs d'une nation douce modifient des lois cruelles, ou plutôt on tout le danger de ces lois de proscription, que les sentimens généreux ludent que par des délits civiques. mi les généraux, les soldats, les administrateurs, les juges et les agens matiques, il y en eut peu qui ne isassent le retour de quelque émi- La pitié, la reconnaissance, les

vieilles amitiés multipliaient pou
les témoignages imposteurs qui
raient au moins leur vie; et si le no
des émigrés était immense, le no
de ceux qui avaient trompé en le
veur la rigueur des lois égalait pr
celui des Français. Plusieurs rent
avec l'horreur des troubles civils,
chaient à détruire dans le cœu
royalistes les vaines espérances
secours étranger dont ils avaient
l'illusion, et jouissaient en Franç
victoires qui châtiaient des gou
mens trompeurs. D'autres rappor
en France les ressources et l'a
d'hommes de parti plus aigris qu'a
par le malheur. Au milieu des te
qu'excitaient ceux-ci, de l'intérêt q
piraient ceux-là, la vente des bie
émigrés fut loin de répondre aux
du directoire.

Aux biens des émigrés la convention avait joint ceux de leurs pères et mères restés en France, et la convention avait proclamé que les délits étaient personnels. Après le 9 thermidor, elle voulut adoucir une telle rigueur. On lui reprocha de consacrer une peine injuste en parlant de la modifier. Elle n'avait pas encore pris une résolution définitive à cet égard. Le directoire et le corps législatif annoncèrent comme un bienfait une loi nouvelle qui levait le séquestre mis sur les biens des pères et mères d'émigrés, une loi qui mettait au rang des domaines nationaux la portion des biens que chacun de leurs enfans auraient eue à réclamer après leur mort : ainsi la nation héritait d'hommes vivans. Leurs plaintes ne furent point amères ; ils préféraient tout aux frais dévorans d'un séquestre.

La nation, en s'emparant de tous ces biens, avait contracté des engagemens onéreux. L'assemblée constituante avait assigné des pensions à chacun des ecclésiastiques dont elle avait saisi la propriété usufruitière. La résistance d'une partie du clergé aux nouvelles institutions qu'on lui présentait, l'émigration d'un grand nombre de prêtres, et, depuis, des lois de déportation, des massacres, le renversement, le pillage et la profanation de l'autel, tout avait servi de prétexte pour réduire, et presque pour effacer cette dette nationale. Le directoire, en maintenant les lois de proscription contre les prêtres insermentés, n'accordait nulle faveur aux autres. Le bizarre pontificat que l'un des directeurs, Laréveillère-Lepaux, parvint à se créer dans la secte des théophilan-

thropes, donna lieu à des persécutions nouvelles, dont la journée du 18 fructidor surtout fut le signal. Telles furent les rigueurs exercées contre toute espèce de prêtres, que leur misère surpassa même celle des autres créanciers de l'état, dont voici le déplorable tableau.

La masse des dettes de l'état s'était accrue de celle du clergé, des émigrés, des hospices et des colléges, dont les biens avaient été aussi déclarés propriétés nationales. Je ne m'arrêterai pas à décrire tout ce que produisaient d'embarras et de détresse, pour ces nouveaux créanciers, des liquidations difficiles en elles-mêmes, et dont un art cruel augmentait les difficultés. La dépréciation du papier-monnaie avait réduit à une pure fiction le paiement des rentes. Le retour du numéraire irrita plutôt qu'il

ne soulagea les maux des rentiers. Le trésor public, fermé sous mille prétextes, ne laissait tomber dans les mains de quelques-uns que des sommes vainement désirées et poursuivies par une foule affamée. Alors l'oisif capitaliste, autrefois arbitre de l'élévation et de la chute de plusieurs ministres, que la révolution avait flattés de la sécurité la mieux fondée, fut écrasé sous les roues de ce char qu'il avait vu lancer avec tant de joie. La crainte ou les horreurs déjà éprouvées de la faim causèrent, parmi les malheureux rentiers, plus de suicides que n'avait fait auparavant la crainte des bourreaux. D'autres eurent recours à quelques moyens de travail et d'industrie, où leur peu d'adresse leur faisait regretter amèrement l'indolence de leurs jours heureux; d'autres, cou-

par la nuit et se cachant encore, oraient à demi-voix la pitié à la e des spectacles et des fêtes, dont lire du jour se montrait insatiable. tié fut encore plus souvent appelée mpée par d'infâmes aventuriers qui èrent aux rentiers une ressource si le en la rendant suspecte. Le Fran- le Parisien surtout, à qui sa mobi- lait trouver des sujets de joie et écule même à côté des sujets les tristes, se permit des plaisanteries les sur cette détresse. On riait en dant une caricature qui représen- un rentier exténué par la faim, émissait à la vue d'un de ces mal- eux.

. . . . . .

n'ai indiqué jusqu'à présent dans sources du directoire que des ce- ix, et point de revenus. La nouvelle

tion avait créé les uns; c'était à
créer l'autre. Depuis l'assemblée
tituante, le système des impôts d
avait prévalu. Il paraît qu'en cela l
férentes assemblées législatives a
moins cherché à se conformer aux
cipes rigoureux des économistes,
l'horreur que le peuple avait con
pour la plupart des impôts indire
l'ancien régime. Le directoire
deux conseils prirent le parti d'e
tous les genres de taxe qui s'acco
dent avec les préjugés des pauvre
paraissant ne frapper que sur les r
mais qui, en accablant ceux-ci dan
propriété, oppriment encore plu
digent dans son travail. La répar
de la contribution directe fixée pa
semblée constituante, et maintem
les deux conseils à la somme de

cent quarante millions, retraçait les iniquités insensées du régime révolutionnaire. En effet, on s'obstina, au retour du numéraire, à lever cette contribution d'après les rôles établis en 93, c'est-à-dire à l'époque où tous les grands propriétaires, dispersés, emprisonnés, ou frappés d'effroi, avaient été condamnés par les habitans des campagnes à payer la plus forte partie, et, dans quelques lieux, la totalité de la contribution territoriale. D'un autre côté, le gouvernement, avec les énormes et onéreuses propriétés que lui représentaient les biens nationaux encore entre ses mains, se trouvait imposé sans mesure : c'est peut-être en finance que la peine suit de plus près l'injustice. Ce désordre ne fut que faiblement modifié avant le 18 brumaire.

Les deux conseils fixèrent la contribution somptuaire et personnelle à 60 millions ; elle comprenait plusieurs taxes minutieuses sur les cheminées, les portes, les domestiques, les chevaux, et d'autres objets d'un luxe qui n'avait alors que peu d'éclat.

Les droits de l'enregistrement et les droits du timbre formaient, avec les deux contributions directes, le principal revenu de l'état.

On se hâta de créer des douanes avant d'avoir recouvré un commerce extérieur. On en espéra, mais on n'en obtint pas une somme de huit millions.

On établit un droit de 25 fr. par quintal sur les tabacs importés en France; un autre sur la navigation intérieure et sur les canaux; un autre sur les billets de spectacle. On créa un droit de pa-

tente pour l'exercice de chaque profession. Mais ce droit était faible, et sa répartition même était un hommage rendu à la scrupuleuse égalité dont on poursuivait la chimère. Toutes les professions étaient classées sous des titres vaguement génériques, tels que ceux l'hommes de loi, d'officier de santé, l'artiste, etc. Ces dénominations tendaient à détruire une échelle de considération que l'opinion n'a point formée l'une manière arbitraire entre des professions qui ne supposent pas un degré égal de mérite, de travaux et de talens.

Les forêts nationales entraient dans le revenu du gouvernement, et lui offraient la dangereuse tentation d'un nouveau capital à dévorer. Il y résista, mais non à la foule d'abus toujours prêts à renaître dans cette partie difficile de l'administration.

Ce tableau des ressources du
toire ne montre que la dissipati
cée, précipitée de ces malheu
richesses que la nation avait cr
quérir sur elle-même. On rendra
plus sensible cette misère réelle,
entrait dans le détail des expédie
neux que le directoire fit appeler
finances; si on le montrait vivan
ticipation, ne pouvant vivre d'em
toujours prêt à laisser des gages en
aux mains de ceux qui, par avari
daient, provoquaient et centu
ses embarras, ne sachant les puni
les trompant, et revenant par la
à se laisser tromper. Malgré les é
limites d'un abrégé historique,
négligerais point ce tableau, si j
vais me détourner plus long-tem
triomphes de nos armées.

LIVRE SECOND.

Je comprendrai dans ce livre (et la vaste étendue du sujet que je traite m'en impose la loi), je comprendrai une suite d'événemens qui, séparés, pourraient être l'objet de plusieurs histoires longues, instructives, imposantes. Je cherche à les lier entre eux, et à peindre en même temps les efforts inouïs que pendant deux années la France fit autour d'elle et sur elle-même. Ces deux années furent les plus belles que la république française obtint dans sa courte et orageuse durée. A peine l'aurai-je représentée au sommet de sa gloire, qu'il faudra m'occuper de son déclin. Ses destinées, favorables ou contraires, se précipitent tellement, qu'elle ne parai-

tra plus dans notre histoire qu'un intervalle entre deux dynasties, et que déjà on la nomme interrègne.

Lorsque le directoire ouvrit sa magistrature, les Français s'étaient ralentis dans leurs triomphes. En Italie, une grande victoire était restée pour eux presque sans fruit : sur les bords du Rhin, ils s'étonnaient et s'indignaient d'avoir éprouvé une défaite. La reconnaissance des soldats pour un général qui deux fois avait arrêté et repoussé la coalition dans ses plus grands efforts, au milieu de ses succès les plus importans, leur cacha long-temps la cause de ce revers, qui ne put ternir, mais qui suspendit quelques mois la gloire de leurs armes. Le cri de *trahison*, si prompt auparavant à sortir de leur bouche, fut étouffé par le seul nom du général Pi-

ıegru. Le temps n'a pas encore soulevé
us les voiles qui dérobent à une armée
lèle les trames perfides d'un chef dont
défection ne fut provoquée par au-
ıne crainte, par aucune de ces passions
ıi entraînent les âmes ardentes. Les
telligences de ce général avec les en-
ːmis qu'il avait vaincus sont un fait
récusable : l'histoire ne peut encore
ı indiquer avec clarté ni les causes ni
s moyens. Un siècle et demi s'est
ːoulé depuis l'entreprise du général
onck; et, malgré son succès, qui sem-
ait appeler sur elle le jour le plus écla-
nt, nul historien ne peut dire avec
ːrtitude quand Monck la conçut, si ce
ıt plusieurs années, ou si ce fut seule-
ent quelques jours avant qu'il l'exé-
ıtât. Devons-nous nous étonner de tout
ː qui reste obscur, ou même impé-

nétrable dans la conduite de Pichegru?

Cet homme, dont le nom devint si important dans la guerre, ne semblait fait que pour elle. Né à Arbois, en Franche-Comté, de parens pauvres et obscurs, il avait appris, et dans sa jeunesse il avait enseigné les mathématiques chez des moines. Il franchit bientôt cette monotone enceinte. Il se voua aux armes, et devint en peu d'années sergent d'artillerie. Les lois de l'ancien régime lui auraient prescrit de vieillir dans ce grade, qu'il avait obtenu à vingt-cinq ans. La révolution vint, la guerre éclata; Pichegru porta dans les armées tout ce qui attire l'attention des chefs et l'affection des soldats. Sa taille haute et sa figure assez régulière n'avaient ni une noblesse ni une élégance remarquables; mais tout exprimait en lui cette fierté tem-

pérée, ce mélange de réserve et de franchise qui distinguait particulièrement les militaires plébéiens, qu'une dénomination ingrate appelait officiers de fortune. Il s'était endurci aux fatigues avec ce soin et cette vigilance qu'y mettent ordinairement les hommes qui ont de grands desseins à accomplir. Il obtint des grades successifs en faisant de belles actions. Soit que la guerre occupât toutes ses pensées, soit qu'une ambition déjà mûrie le dirigeât et le contînt, il servait la révolution sans paraître rien comprendre ni à ses principes, ni au choc de ses factions. Il remplaça souvent des officiers-généraux destitués, dont il n'avait point provoqué la destitution : il n'était ni dénoncé, ni dénonciateur.

Lorsque les lignes de Weissembourg

furent prises sur les Français, et que la désertion de trois de leurs généraux indiqua quelle corruption s'était répandue dans l'armée, un vengeur inexorable et féroce, Saint-Just, envoyé par la convention, vint effrayer l'armée du Rhin elle-même, et se servit de la terreur pour ramener, ou plutôt pour créer une discipline sombre et silencieuse, telle enfin que les Français, sous la monarchie, n'auraient pu la supporter. Il jugea le flegmatique Pichegru propre à ses desseins. Il sut deviner son génie militaire, et crut à son incapacité politique. Au milieu d'une saison rigoureuse et de l'appareil de terreur déployé par Saint-Just, Pichegru rallia, organisa et parut presque renouveler une armée qu'une déroute ignominieuse avait ramenée aux portes de Strasbourg. J'ai dit com-

ment, avec le concours de Hoche, qui commandait l'armée de la Moselle, il rentra victorieux dans les lignes de Weissembourg. La gloire de ce beau fait devint entre ces généraux un sujet de contestation. Leur rivalité prit bientôt le caractère de l'inimitié. Un terrible tribunal, le comité de salut public, se rendit arbitre de leurs débats, prononça en faveur de Pichegru, destitua, emprisonna et menaça du supplice son jeune rival.

J'ai esquissé la gloire de Pichegru dans la grande campagne de 1794 et dans la conquête de la Hollande. La prudence qui le caractérisa long-temps se montrait surtout dans les relations qu'il faisait de ses plus belles opérations militaires. Il voulait n'y paraître qu'un soldat : point d'insulte aux ennemis ;

nul trait d'un enthousiasme rec
il semblait toujours s'oublier,
toujours se faire connaître. Les
mens de 1794 et de l'hiver
l'avaient placé, vis-à-vis du va
de Fleurus, dans la même conc
où il avait été vis-à-vis du généra
Les royalistes et les étrangers
taient plus facilement à la gloi
chegru ; les républicains les plu
défendaient avec plus d'affecti
du général Jourdan.

Dans la dernière année de la
tion, la fortune vint offrir à F
le rôle politique qu'il refusait
craignait. Les thermidoriens,
et inquiets de la lutte qu'ils sout
dans un temps de disette, contr
cobins et la turbulente populati
capitale, appelèrent à leur se

ueur de la Hollande. Il vint à Paris
escorte. On se rappelle que ce fut
ui, à la suite d'une révolte répri-
celle du 1er. germinal), fut chargé
nduire hors de Paris les députés
ıd-Varennes, Collot-d'Herbois, etc.
dit cet important service à la con-
on, sans y attacher et surtout sans
tre en attendre aucun prix. Sa pré-
à Paris excita peu l'attention du
e; mais il ne fut point insensible
ommages que lui rendaient de plus
s appréciateurs de la gloire. Il se
ra dans des sociétés peu zélées
la république. Son ton y fut simple
ıcret, mais de manière à inspirer
ıfiance et à permettre l'espoir. Il
ra de louanges qu'il avait l'air de
s écouter.
ıortit de Paris précipitamment, et

comme un homme qui se dérob
tentation qui agite trop son c
reprit le commandement de l'a
Rhin.

Les faibles nuances d'inqui
d'ambition que je viens d'indi
le caractère de Pichegru, ne
pas encore au rôle méprisab
succéder si promptement à
de gloire.

Il ne restait plus que Ma
quérir pour assurer à la r
barrière du Rhin; mais le s
place, que les travaux s
Français, des Prussiens
chiens, avaient rendue u
nes de l'Europe, était
difficile pour des soldat
toujours triompher en
armées, celle du Rhin,

hegru, et celle de Sambre et Meuse,
s les ordres de Jourdan, devaient
certer leurs mouvemens, pour opé-
le blocus de cette ville sur les deux
s du Rhin. Je ne sais quel air de lan-
ur se fit sentir dans les opérations
Pichegru, et fut aperçu de l'armée
emie. Les étrangers soupçonnèrent
ce ralentissement tenait plutôt à
lques dégoûts secrets du général,
au découragement de ses soldats :
nirent tous leurs soins à le pénétrer,
séduire. Quoiqu'il semblât marcher
devant de ceux qui avaient tant d'in-
t à le rechercher, le mauvais génie
coalitions apporta des obstacles à
traité important et honteux. Des
missaires anglais, tout orgueilleux
'or qu'ils apportaient, des chefs d'é-
grés, jaloux d'attacher à leur parti

l'un des chefs les plus distingués de l'armée française, des généraux et des ministres autrichiens, défians et maladroits, se disputaient la conquête de Pichegru avant qu'elle fût faite, le marchandaient sans l'acheter, et le fatiguaient sans exciter son indignation. Les agens de cette intrigue furent des hommes obscurs. La correspondance se lia avec le prince de Condé. Je dirai dans la suite de quelle manière ce monument fut conservé. Un général tant de fois victorieux ne sut point conserver sa dignité dans cette importante circonstance; seulement il paraît que Pichegru cherchait à séparer les émigrés des étrangers armés contre sa patrie, et qu'il avait cru pouvoir conduire le projet de faire proclamer Louis XVIII par une armée républicaine sans mêler

ses étendards avec ceux des ennemis. Des dignités, des terres, des richesses, étaient offertes au général français, dont la gloire jusque-là surpassait tous ces dons. Le prince de Condé ne fit que lentement, et avec mille signes de répugnance, des promesses vaines et disproportionnées encore à l'immense service qu'il attendait. Un autre négociateur, envoyé par Louis XVIII, eut quelque peine à ranimer cette correspondance, qui se prolongeait sans résultats. On n'avait jamais vu un général si prompt à lier des intelligences secrètes, si lent à en assurer les effets : il travaillait sans fruit, mais aussi avec peu d'activité, à corrompre son armée; il affaiblissait la discipline sans affaiblir un patriotisme que tant de victoires avaient exalté. On faisait en-

tendre aux soldats des chansons où les institutions républicaines étaient avilies ; mais les soldats répétaient avec prédilection leurs chants républicains ; ils voyaient circuler dans les tentes de l'état-major, et jusque dans leurs rangs, des étrangers, des émigrés déguisés en marchands, en colporteurs ; ils les laissaient passer sans ombrage, et les écoutaient froidement. Pichegru semblait rétrograder lentement dans l'infidélité, depuis qu'il ne se flattait plus d'y entraîner son armée. Le prince de Condé s'aperçut. Il pressa dans ses lettres, ou plutôt il somma un général qui ne pouvait rompre sans péril de telles trames, après les avoir ourdies, ou d'éclater, ou de donner un gage de sa bonne foi. Il demanda et ne put jamais obtenir qu'une place forte, telle qu'Huningue, lui fût li-

Une passion assez profonde dans le cœur de Pichegru, sa haine pour le général Jourdan, peut être considérée comme le mobile le plus puissant qui le porta à donner enfin des effets à une trahison si long-temps et si vainement méditée. L'ordre leur fut donné à tous deux de se mettre en marche pour faire le blocus de Mayence. Le général Jourdan, aidé particulièrement des généraux Lefebvre et Kléber, obtint des succès rapides. Keiserverlt, Dusseldorff et Altenkirchen avaient été emportés après des combats opiniâtres. Manheim avait ouvert ses portes à Pichegru, qui cachait encore ses desseins. Mais bientôt il compromet par ses opérations militaires la position de Jourdan, qu'il cesse d'appuyer. Il indique à l'ennemi les points par lesquels l'armée de Sambre et Meuse

peut être attaquée avec succès. Le 2
démiaire an 4, les Autrichiens, s
ordres de Clairfait, violent la li
neutralité du roi de Prusse, fond
l'armée de Jourdan, la forcent à
ser le Rhin et à abandonner le f
Cassel. Bientôt les lignes de M
sont attaquées, le cri honteux d
qui peut retentit dans les rangs d
mée française, les postes sont m
fendus. Le capitaine Marmont dé
sien avec intrépidité, et comme
gloire dans une journée si fatal
nombreuse artillerie et des b
même tombent au pouvoir de l'e
Pichegru se retire; et, si l'on e
les relations de ceux qui l'accus
les indices que fournit sa propre
pondance, il obtient de l'ennemi,
il a vendu ce succès, une retraite

ipitée. Il commet de sang-froid le
ıe horrible de laisser dans Manheim
:orps de neuf mille Français, qu'il
ine à être massacrés, et qui en effet,
stis, dans une ville mal fortifiée,
toute une armée victorieuse, meu-
sans pouvoir rendre leur bravoure,
: à leur patrie.

.près ces succès, les Autrichiens
ent avoir épuisé tout ce que leur
nettait la défection secrète d'un
ıme aussi important que Pichegru.
:onclusion de cette trame fut un
istice entre les armées françaises et
ichiennes sur les bords du Rhin.
ıtôt après, le général Pichegru en-
ı sa démission. Elle fut acceptée;
:e qui caractérise dans le directoire
défiance secrète, Pichegru fut nom-
à l'ambassade de Suède. Il refusa ce

poste avec hauteur, et se retira dans sa ville natale. Tout confond dans ce dénouement pacifique d'un complot odieux. Voici des conjectures vraisemblables, à défaut de faits positifs. L'Autriche, fatiguée de supporter presque seule le poids d'une guerre continentale qu'elle avait commencée avec de si nombreux alliés, avait besoin de se préparer à un second effort. La victoire de Clairfait sur le général Jourdan avait été trop aidée par la fraude pour communiquer cette impétuosité qui fait d'un combat heureux une suite de triomphes. L'expérience faite sur Dumouriez avait appris aux Autrichiens que la perfidie isolait tout général français de son armée.

Quant à Pichegru, sa gloire et sa popularité survivaient à des échecs dont il

était la cause, et dont il se donnait comme le réparateur. Il présentait l'armistice qu'on devait à ses soins, à l'éclat imposant de son nom, comme le gage d'une paix glorieuse, et comme un hommage indirect que l'Autriche rendait enfin à la république française. En désignant et en obtenant pour son successeur le général Moreau, dont les talens militaires s'étaient développés à son école, il est probable qu'il ne se flatta point de trouver en lui le continuateur de ses trames, mais au moins un homme qui les couvrirait d'un profond oubli, et qui en effacerait les traces. Dans sa retraite d'Arbois, qui dura plus d'un an, il ne décela jamais les pensées inquiètes d'un traître. Ses loisirs n'eurent pas toute la dignité de ceux d'un héros; il se montra plutôt ami de la simplicité qu'ami des mœurs.

Nous verrons, dans la suite de ce livre, sous quels tristes auspices il sortit de cette retraite. Mais, après un tableau si affligeant, et sur lequel je regrette de n'avoir pu répandre plus de lumière, l'histoire vient m'en indiquer un plus difficile encore à tracer, par l'éclat dont tous les faits y brillent; je veux parler de la première campagne de Bonaparte en Italie. Cependant je ne regrette point ici les bornes étroites d'un précis historique; les victoires de Bonaparte se peignent si vivement à l'imagination, que je me félicite d'avoir un cadre qui peut se conformer à leur rapidité : elles ne font point un brillant épisode à une révolution terrible, elles en amènent le dénouement.

Au milieu de leurs succès, les républicains français n'avaient encore osé aspirer à la conquête de l'Italie. Déjà

rtant ils avaient franchi les Alpes;
s la crainte d'attaquer le roi de Sar-
ne entre toutes ses forteresses, et
triche plus près du centre de sa
e domination; une crainte plus con-
, mais plus pressante encore, celle
profondes vengeances et des sou-
s retours du peuple italien, sem-
ent élever d'autres Alpes devant les
ıçais. Un jeune officier d'artillerie
t distrait sa pensée des tristes ima-
que lui offrait une ville française à
ıuérir sur les Anglais, en concevant
lan de la conquête de l'Italie. Mé-
ıu, persécuté même après des ex-
ts déjà éclatans, Bonaparte, entre
les projets que suggère une âme
nte, calculait avec plus d'exacti-
:, développait avec plus de feu le
et favori qui exerçait son génie sans

relâche. Il arriva que les dépositaires de l'autorité dûrent tout à son bras. Il demanda et il obtint sa récompense en Italie : il avait vingt-six ans. La victoire de Loano, remportée par le général Scherer, avait été souillée par l'indiscipline, et presque anéantie par l'inaction des vainqueurs. Depuis plusieurs mois, ils se consumaient sur le territoire infertile, oubliés de leur patrie, et n'occupant plus qu'un petit nombre de bourgades piémontaises ou génoises. Le nouveau général ne montra d'autre remède à leurs souffrances que la victoire: quand on lui objectait le manque absolu de différens objets qui paraissaient nécessaires pour entrer en campagne! J'ai assez, disait-il, si je suis vainqueur, et trop si je suis vaincu. L'armée d'Italie accrue de celle qui avait porté la terreur

lans l'Espagne, était de beaucoup inférieure en nombre aux armées que la igue avait mises en mouvement au-delà les Alpes. Mais l'imminence du péril 'avait encore été sentie que par l'Autriche et le roi de Sardaigne. Le pape et e roi de Naples n'étaient pas encore prêts ; l'Autriche pressait en vain ses lliés d'envoyer les forces qu'ils avaient romises au nombre, l'un de vingt, 'autre de quarante mille hommes. Seulement un corps de cavalerie napolitaine, parfaitement équipé, avait joint uprès de Milan l'armée autrichienne. Quarante-cinq mille Allemands, sous le ommandement du général Beaulieu, levaient seconder cinquante mille Piémontais sous le commandement du général Colli. Ces forces, il est vrai, n'étaient point encore rassemblées : les

forteresses du Piémont, différens points à défendre sur les Alpes, en occupaient une partie. Le comte de Beaulieu surpassait la plupart des généraux autrichiens en audace et en activité. Il se plaisait à préparer des attaques impétueuses et bien masquées. Chasser les Français des conquêtes qu'ils avaient faites dans l'état de Gênes, leur faire repasser les Alpes, n'était rien pour lui. Il espérait descendre à son tour de ces montagnes, fondre sur le comté de Nice, qu'on pouvait supposer ennemi du joug français, et pénétrer en conquérant dans le Midi de la France.

Il n'attend point que le cabinet de Vienne ait tenu envers lui toutes ses promesses, et lui ait envoyé tous les renforts dont l'armistice conclu sur les bords du Rhin permet de disposer.

L'armée piémontaise se tient prête à seconder ses mouvemens. Il attaque les Français, dont les postes s'étendaient à quelque distance de Savone. Le 20 germinal (9 avril 1796), il se présente devant Voltri, que le général Servoni défendait avec trois mille hommes. Celui-ci, après un combat inégal, se replie à la faveur de la nuit, et le lendemain tous les postes avancés des Français sont attaqués à la fois. Beaulieu a la fougue d'un jeune capitaine; Bonaparte a les ressources d'un vieux guerrier. Ce dernier rassemble des corps d'élite pour tourner l'ennemi. Il ne précipite pas, il dissimule ses moyens d'attaque et de défense. Plusieurs redoutes des Français sont emportées : celle de Montenotte était défendue par le chef de brigade Rampon, à la tête de quinze cents hom-

mes. Quinze mille ennemis, et
en personne, s'acharnent en
qu'à la nuit à l'attaque de ce
soldats avaient juré devant l
Rampon de mourir tous dans
avant d'y laisser pénétrer l'en
que, après avoir abattu sous
longues files d'Autrichiens
ceux-ci arrivés à la portée
ils renouvellent leur serme
tous dans la redoute! Ils
point de manquer de pou
pas leurs baïonnettes? C
naparte, qui avait con
troupe de héros, met à p
tance, développe tout s
taille. Par ses ordres,
étaient descendues préc
dans des montagnes,
commandement du g

ent sur la droite tourner les Autri-
iens, qui attaquaient la redoute de
ontenotte, les taille en pièces, les met
1 fuite; l'autre, commandée par le gé-
éral Massena, faisait un mouvement
aucoup plus étendu pour tomber sur
s derrières de l'armée austro-sarde. Le
ndemain 11 avril, tandis que le com-
at se rengage entre les deux généraux
1 chef auprès de l'inexpugnable Mon-
notte, Massena tombe sur tous les
orps qui se mettaient en route pour
orter du secours à Beaulieu. Les Autri-
iens, les Sardes sont coupés, et ne
euvent plus se réunir. Voilà la pre-
ière victoire de Bonaparte, voyons
omment il la poursuit.

Des passages qui semblaient ne pou-
oir être tentés que par le désespoir
'une armée vivement poursuivie, sont

franchis rapidement par l'armée victorieuse. Le lendemain du combat, le général Beaulieu voit les drapeaux français sur la plupart des hauteurs qui le dominent : ces mouvemens tendent à le séparer de l'armée piémontaise, sur laquelle il s'appuyait avant la journée de Montenotte. Tous les corps français prennent des routes séparées, et se dirigent vers un centre commun de ralliement. Bonaparte s'avance dans le Montferrat ; les gorges de Millésimo sont forcées par le général de division Augereau ; Ménard et Joubert tiennent enveloppé un corps de quinze cents grenadiers autrichiens commandés par le lieutenant général Provera : dignes émules de leurs vainqueurs, ces généreux soldats veulent imiter l'héroïsme des défenseurs de la redoute de Monte-

otte. Provera les conduit en silence,
n bon ordre, vers une colline escarpée
ont ils se hâtent d'occuper les hau-
:urs. Les ruines d'un vieux château leur
ffrent des retranchemens. Les Français
e pouvaient se résoudre à différer l'at-
ıque, quoique le jour fût sur son déclin.
e général Joubert, que nous voyons
'annoncer, et que trop tôt nous verrons
ıourir par l'excès du courage, escalade,
vec sept grenadiers, ces ruines qui sont
evenues une forteresse. Resté seul de
es compagnons, et blessé à la tête, il
escend sans précipitation. Trois co-
onnes et trois attaques sont encore re-
oussées par les grenadiers de Provera.
a nuit est venue, Provera respire. Mais
onaparte s'est avancé, et, dans cette
uit même, une enceinte d'épaulement
t des batteries d'obusiers se forment

autour des quinze cents Autrichiens qui tentent en vain de s'échapper.

Le mouvement ordonné par Bonaparte s'était développé. Beaulieu, qui voulait s'avancer au secours de Provera, voit, dans la matinée du 25, sa gauche attaquée et débordée par Masséna, près du village de Dégo. Trois colonnes, dont deux ont passé la Bormida, ne lui ont pas permis de rassembler ses forces. Il est vaincu successivement sur tous les points, et sa déroute lui coûte encore plus que celle de Montenotte. Provera, vivement attaqué par le général Augereau, avait enfin rendu les armes. En quatre jours l'armée autrichienne se trouvait déjà diminuée de quinze mille hommes.

Un vieux général, après de tels revers, ne devait plus paraître occupé

qu'à chercher dans les ressources de l'art des moyens d'assurer sa retraite. Tel n'était point le comte de Beaulieu; nulle action n'était plus téméraire à ses yeux dès qu'il pouvait la couvrir d'un stratagème. Après trois jours de défaite, il médite de surprendre, dans la nuit même, les ennemis; il croit qu'on ne peut supposer trop de confiance à des vainqueurs, à des Français, à un général de vingt-six ans. Il compte sur leurs fatigues, et il oublie les siennes. Il a rassemblé sept mille hommes d'élite. Il se glisse, avec toutes les précautions d'une embuscade nocturne, jusqu'au village de Dego. Il y attaque, avec la baïonnette, les Français en désordre. La générale bat dans tous leurs campemens; ils sont frappés d'un grand étonnement, mais qui n'est mêlé ni de confusion, ni

de terreur. Bonaparte, dont l'ima
tion est toute remplie des chants
mère et d'Ossian, jouit de l'app
d'un combat assez semblable à
qu'ont décrits ces poëtes immortel

Le jour a montré le peu de fo
mais non le peu d'intrépidité des
commandés par le général Bea
Trois attaques ont échoué contre l
lage de Dégo; la quatrième est com
avec une telle vigueur, que Beauli
retire en laissant la moitié de sa
armée prisonnière, et toujours co
tant avec le reste. Il fallut dès-lors
abjurât toute témérité devant le gé
français. Sa retraite vers l'armée
montaise était occupée. Il fuit
pitamment par les routes d'Acqui
Gravi, pour aller se couvrir des
parts de Tortone; heureux s'il y

ıes renforts des armées du pape et de Naples.

ıaparte voyait devant lui les for- ıs redoutables que des princes ers avaient tour à tour opposées à iche et à la France; mais le roi de gne, renfermé dans son palais, at- t en vain de son peuple un dévoue- lont il ne montrait pas l'exemple. ; les mesures qu'une sombre exal- et un enthousiasme presque fé- vaient inspirées en France à l'ap- ; de l'invasion ennemie, il les t languissamment et sans succès. vée d'armes, qui comprenait tous mmes non mariés depuis seize à trente ans, avait produit plus oltes que de soldats. Le général mann, qui, des montagnes de la , menaçait le Piémont sur d'autres

puissante, fournit une diversion au
qui devaient résister à l'attaq
dévorante de Bonaparte. C'était
heur pour le roi de Sardaig
d'avoir à garder trop de monta
carpates, trop de fleuves et de
et surtout trop de forteresses,
des ennemis habitués à franch
ces genres d'obstacles. Le Piémon
leurs, était dans cette situation
que tant d'états de l'Europe ont
en même temps, et pour leur d
Les grands et une partie du pe
villes étaient plus éclairés que
les gouvernés l'emportaient, p
tivité et l'étendue de l'esprit
gouvernement. De là les préten
toutes les familles puissantes,
les corps; de là enfin la ligue de
privilégiés contre le souverain

tribuait les priviléges. La maison de Savoie et la maison de Bourbon n'avaient semblé multiplier entre elles les alliances que pour tomber d'une chute commune : ainsi que la cour de Versailles, la cour de Turin avait perdu toutes les forces et toutes les ressources que donne une prévoyante économie. Le désordre des finances ne s'était point, il est vrai, élevé dans le Piémont au même excès que dans la France; mais un plus faible fardeau de dettes accable dans la même proportion un plus faible état.

On eût dit qu'un long séjour parmi la nation piémontaise avait révélé à Bonaparte toute la faiblesse de son gouvernement. Ce fut pour lui comme une même pensée de le dompter par ses armes, et de l'enchaîner par sa politique. Vingt jours suffirent à l'exécution de ce projet.

Le général Colli, qui commandait les troupes sardes, se voyant forcé d'abandonner toutes les dispositions militaires qu'il avait concertées avec Beaulieu, s'était retranché auprès de Céva, sur les bords du Tanaro, qui n'était pas alors guéable, et dont les ponts avaient été coupés. Le 27 germinal, il y fut attaqué et forcé par les généraux Augereau et Serrurier. Cependant il avait pu soutenir le combat jusqu'à la nuit. Il choisit en militaire habile, une autre position sur la même rivière, à son confluent avec celle de Cursalia. Il avait garni leurs bords escarpés de fortes batteries ses lignes protégeaient la place de Mondovi. Bonaparte arrive, juge cette position, en reconnaît toute la force, et propose de faire combattre le général Colli sur un autre terrain. La ligne

Piémontais était étendue; leur armée avait été réduite par des échecs journaliers. Ils s'effrayèrent dès qu'ils virent Massena qui, après avoir passé le Tanaro sur un pont jeté auprès de Céva, tournait leurs retranchemens. Ils les abandonnèrent dans la nuit du 2 au 3 floréal. Ils arrivèrent à Mondovi; ils y furent atteints. La victoire ne fut pas long-temps indécise. Une redoute emportée à la baïonnette découvrit les flancs des Piémontais. Treize cents prisonniers, huit pièces de canon, attestèrent le désordre de leur retraite. Bonaparte entra le soir même à Mondovi; et, pénétrant à travers la ligne des forteresses, négligeant celles dont le siége eût arrêté sa marche, emportant celles qui ne demandaient à son armée que des efforts de courage, sans crainte sur Coni

et maître de Cherasco, il s'avança sur Turin. Déjà il est à ses portes. Cette capitale, si bien fortifiée, n'est affaiblie que par la présence de son souverain. Tous les embarras d'un siége à soutenir au milieu d'une population considérable et mécontente se calculent, s'exagèrent. Bonaparte fait répandre adroitement quelque espérance de conciliation; elle est avidement saisie. On parle d'armistice; le roi de Sardaigne l'implore. Bonaparte s'en défend, le fait désirer encore davantage, y met un prix, et ce prix, c'est l'occupation des principales forteresses du Piémont, qu'il ne possède point encore : Coni, Exiles, Suse, le château Dauphin, Tortone et Alexandrie. Le roi de Sardaigne paraît heureux de ce qu'on lui conserve encore Turin. Il accepte ces conditions; il en sentit

tout le poids. Cet armistice fut un traité auquel le directoire n'eut plus à donner que des formes diplomatiques, et, de tous les traités qu'avait conclus la France depuis plus d'un siècle, le plus avantageux. Les républicains français n'avaient encore célébré dans leurs triomphes militaires que la gloire de leurs armées; ils affectaient d'y voir peu, et surtout ils n'y voyaient pas long-temps celle de leurs généraux. Bonaparte venait de les frapper d'un tout autre éclat. Le directoire s'applaudissait des victoires de Montenotte, de Millésimo, de Mondovi, parce qu'il leur devait un lustre momentané. La paix de Turin attirait surtout l'attention des hommes exercés aux conjectures politiques: l'on vit qu'un général jeune, actif et prudent, trouvait dans son génie plus d'une manière de chan-

ger le destin des nations. Les traits brillans que, seul entre les généraux français, Bonaparte osait prodiguer dans les relations de ses victoires, devinrent populaires. Il allait marcher à une seconde conquête, celle de la Lombardie. Il n'eut rien à demander au gouvernement français pour la commencer; l'armée d'Italie était plutôt celle de Bonaparte que celle du directoire.

Le général Beaulieu, campé loin de Turin, pressait la marche de tous les corps autrichiens, napolitains, romains, qui pouvaient lui former une armée nouvelle. Il se flattait de pouvoir défendre contre Bonaparte le passage du grand fleuve de l'Italie. Tout ce que l'art de la guerre peut employer pour pénétrer les desseins de l'ennemi, il l'avait mis en usage pour s'assurer du lieu où Bonaparte

devait passer le Pô. C'était à Valenze, tout le disait, tout le confirmait à Beaulieu. Bonaparte s'était assuré de cette place par l'armistice : elle a une forteresse qui domine le Pô. Toutes les divisions de l'armée française paraissaient se diriger vers Valenze. Des transfuges accueillis sans défiance par Beaulieu lui rendaient compte de tous ses mouvemens; et cependant quinze cents hommes de troupes légères et cinq mille grenadiers s'avançaient avec rapidité vers une rive du Pô fort éloignée. Ils sont vis-à-vis de Plaisance; ils se sont assurés d'un grand nombre de bateaux. Là, nulle batterie ne défend l'accès du fleuve; seulement deux escadrons de hussards avaient été attirés vers Plaisance, sur la rumeur de ces préparatifs, qu'à *peine* ils pouvaient croire. Ils

voient, ils disputent un peu, il
ce passage, et dans deux jou
l'armée française l'a opéré sa
rencontré l'armée autrichien
ne fut aperçue que lorsque dé
parte s'approchait de l'Adda. l
bat s'engagea auprès de Form
les deux avant-gardes. La vic
chèrement achetée par la mort
lieutenans les plus intrépides e
parte, le général Laharpe : il fi
mortellement en chargeant à l
quelques hommes. Tout étai
dans nos armées, mais surtout à
d'Italie. Il fallut toute la préser
prit et toute l'intrépidité du
Berthier pour que l'ennemi ne
point du trouble qui se répand
nos guerriers en apprenant la m
des officiers les plus chéris et
estimés de l'armée.

Beaulieu, humilié de se trouver en
utes circonstances surpris par un en-
mi que jamais il ne pouvait surpren-
e, voulait au moins se montrer supé-
ur à la fortune. Les ressources de ce
ux capitaine mettaient à une digne
reuve la gloire de Bonaparte. Il avait
ssemblé tous les corps allemands ou
liens qui avaient cru marcher pour la
fense du Piémont, et qui n'étaient
rivés que pour celle de la Lombardie.
avait tiré de cette province une artil-
ie formidable. Calme et sévère, il
ait contenu cet esprit de mutinerie
l'on vit souvent dans les peuples ita-
ns, toujours portés à désirer de nou-
aux maîtres depuis qu'ils obéissaient
des maîtres étrangers. Le Tyrol lui
ait envoyé des troupes aguerries; une
tre armée autrichienne marchait à

son secours et n'était point arrêtée pa
la crainte de violer le territoire des état
de Venise; la neutralité de cette répu
blique était un simulacre dont ne pou
vait s'effrayer la cour de Vienne. Il fal
lait donc contenir les Français; c'étai
les vaincre que de parvenir à les reta
der : jamais armée, même française
n'avait supporté de telles fatigues, n'a
vait fait tant de marches forcées, n
livré tant de combats en si peu de jours
Ces villes opulentes que Beaulieu sem
blait leur abandonner, telles que Milan
Pavie et Côme, offraient à ces vainqueur
un repos délicieux et perfide. L'impru
dent et magnanime François Ier avait cé
à une telle amorce. Bonaparte a pou
principe de ne s'assurer du gage de l
victoire qu'après avoir complétemen
vaincu. Il marche sur Beaulieu, et voic

un combat d'activité qui s'élève entre les soldats français et les soldats autrichiens : les premiers passent les jours dans des marches bien calculées et régulières, quoiqu'elles aient toute l'impétuosité d'une course; les autres emploient les jours et les nuits à élever des retranchemens étonnans pour leur promptitude, leur art et leur solidité. Beaulieu s'est flatté de venger sur l'Adda l'affront qu'il a reçu sur le Pô; il en occupe tous les ponts jusqu'à son confluent; les bords escarpés de cette rivière, que la fonte des neiges rend encore plus rapide, sont hérissés de batteries; plus de stratagème qui puisse tromper le vigilant Beaulieu; il peut se porter sur tous les points menacés; il faut le vaincre dans des positions où quelques bataillons égalent une armée. Bonaparte marche sur Lodi.

Je transcris ici la relation qu'il fit d'un des exploits les plus éclatans de cette campagne.

« Je pensais (écrivit Bonaparte, du champ de bataille) que le passage du Pô serait l'opération la plus audacieuse de la campagne, comme la bataille de Millésimo l'action la plus vive : mais j'ai à vous rendre compte de la bataille de Lodi.

« Mon quartier-général arriva à Casal le 21, à trois heures du matin. A neuf heures, notre avant-garde rencontra les ennemis défendant les approches de Lodi. J'ordonnai aussitôt à toute la cavalerie de monter à cheval avec quatre pièces d'artillerie légère qui venaient d'arriver, et qui étaient attelées avec les chevaux de carrosse des seigneurs de Plaisance. La division du général Augereau, qui avait couché à Borghetto, et

celle du général Massena, qui avait couché à Casal, se mirent aussitôt en marche. L'avant-garde, pendant ce temps-là, culbuta tous les postes ennemis, et s'empara d'une pièce de canon. Nous entrâmes dans Lodi, poursuivant les ennemis, qui déjà avaient passé l'Adda sur le pont.

« Beaulieu, avec toute son armée, était rangé en bataille. Trente pièces de canon de position défendaient le passage du pont. Je fis placer toute mon artillerie en batterie : la canonnade fut très-vive pendant plusieurs heures. Dès l'instant que l'armée fut arrivée, elle se forma en colonne serrée, le second bataillon des carabiniers en tête, et suivi par tous les bataillons de grenadiers, au pas de charge et au cri de *vive la république !* L'on se présenta sur le pont :

l'ennemi fit un feu terribl
la colonne paraissait même
moment d'hésitation eût
les généraux Berthier, M
voni, le chef de brigade
chef de bataillon Dupas, le
précipitèrent eux-mêmes
décidèrent le sort en balan

« Cette redoutable colo
tout ce qui s'opposa à elle
tillerie fut sur-le-champ e
dre de bataille de Beaulieu
cette colonne sema de tous
vante, la fuite et la mort;
d'œil l'armée ennemie fu
Les généraux Rusca, Auge
raud passèrent dès l'arrivée
visions, et achevèrent de d
victoire.

« La cavalerie passa l'Ad

see gué s'étant trouvé extrêmement
ivais, elle éprouva beaucoup de re-
, ce qui l'empêcha de donner. La
lerie ennemie essaya, pour protéger
traite de son infanterie, de charger
troupes; mais elle ne les trouva pas
les à épouvanter. La nuit qui survint
extrême fatigue des troupes, dont
ieurs avaient fait dans la journée
de dix lieues, ne nous permirent
de nous acharner à la poursuite des
richiens. L'ennemi a perdu vingt
es de canon et deux à trois mille
ts.

Si j'étais tenu de nommer tous les
taires qui se sont distingués dans
e journée extraordinaire, je serais
gé de nommer tous les carabiniers
renadiers de l'avant-garde, et pres-
tous les officiers de l'état-major;

mais je ne dois pas oul
Berthier, qui a été dan
canonnier, cavalier et g

« Beaulieu fuit avec l
armée; il traverse dans
états de Venise, dont
lui ont fermé les porte

« Quoique, depuis le
de la campagne, nous
faires très-chaudes, et q
l'armée de la républiqu
d'audace, aucune cepen
du *terrible* passage du p

Le Milanais, si cher
deux de nos rois cheval
de la glorieuse bataille d
ne vit plus de refuge pou
sous les remparts de M
approcha en combattan
avant-garde dont les

euses dérangeaient toutes les combi-
isons de sa retraite. Il osa à peine
sputer le passage de l'Oglio : celui du
incio donna lieu à un nouveau com-
t, digne des héros de Lodi ; le général
irdanne avait passé cette rivière à la
te de cinquante grenadiers. Telle fut
rapidité de tant de victoires, qu'elles
aient conduit en peu de jours les Fran-
is jusqu'à Vérone. Cependant le ca-
net de Vienne avait songé à donner à
aulieu un successeur dont le nom ne
ppelât point une telle suite de défaites.
urmser s'avançait pour le remplacer et
our confondre les débris de son armée
ns une armée nouvelle : Wurmser
ait éprouvé sur le Rhin l'une et l'autre
rtune. La cour d'Autriche n'osait plus
confier qu'à la prudence des vieillards
our arrêter le jeune vainqueur, et les

vieillards ne connaissent plus de prudence devant lui.

Il n'y eut qu'un court intervalle entre la bataille de Lodi et le siége de Mantoue, si fameux par la variété de ses incidens. Mais, dans cet intervalle, le sort de l'Italie changea de face; ses nombreux états reçurent tous le mouvement qui les entraînait à des destinées nouvelles.

Ce n'était plus l'Italie du seizième siècle; elle n'offrait plus cette foule de princes et de grands, fidèles à toutes les haines qui les divisaient entre eux, et plus fidèles encore à leur haine commune pour les Français, les appelant pour se venger et pour les trahir. Les Sforze, les Borgia, les d'Est, les Farnèses, les Urbins, les Colonnes s'étaient éteints, ou n'avaient plus que de faibles

imitateurs. Les limites des états étaient depuis long-temps tracées et respectées. On ne voyait plus s'allumer les fureurs de l'ambition, ni se méditer des crimes savans pour la conquête d'une bourgade. L'Italie avait plus ressenti les langueurs que les bienfaits d'une paix de cinquante ans. La splendeur de son commerce était éclipsée ; l'agriculture avait reçu des améliorations dans quelques états, tels que la Lombardie et la Toscane, mais ne faisait aucun progrès dans les états de l'Église, de Venise et de Naples. Le génie des beaux arts avait rétrogradé en même temps que le principe des richesses. Les étrangers faisaient le voyage de l'Italie dans le même esprit que les Romains faisaient autrefois le voyage de la Grèce, qui offrait à leurs regards mille chefs-d'œuvre dont les auteurs

n'étaient plus. Les sciences se cultivaient avec assez de succès, mais non pas avec une émulation rivale de Paris et de Londres. Les mœurs avaient affaibli, mais non changé leurs teintes primitives. Ce n'était plus cette astuce profonde, ni tout cet art exécrable enseigné par Machiavel, et pratiqué long-temps avant lui; c'était une dissimulation d'esclaves, à laquelle le peuple italien s'était formé sous une longue succession de maîtres ou de conquérans étrangers.

Le trône pontifical était occupé par Pie VI, vieillard de mœurs douces, d'une piété indulgente, dont le caractère n'offrait ni les qualités brillantes, ni les vices des papes qui, dans les quinzième et seizième siècles, parvinrent à repousser les Français de l'Italie. Les états de l'Église avaient vu peu de règnes

si longs que le sien. Il conservait jus-
e dans l'extrême vieillesse les avan-
es extérieurs les plus propres à faire
onnaître et à faire chérir un souverain
n saint pontife : les offices divins du
tican, qui devaient être long-temps
pendus après sa captivité et sa mort,
vaient jamais été célébrés avec une
mpe plus imposante que par cet au-
te vieillard. Son administration in-
ieure avait eu peu de vigueur et de
te; il s'était perdu dans des règle-
ns minutieux et contradictoires, qui
soulageaient point la misère des cam-
gnes romaines. Une entreprise digne
n gouvernement paternel, le dessè-
ement des marais Pontins, n'avait
int répondu à ses espérances : quel-
efois ses sujets avaient murmuré de
dépenses infructueuses. Ils lui fai-

saient encore un reproche dont peu de ses prédécesseurs avaient été exempts c'était d'avoir fait trop de sacrifices à l'illustration et à l'opulence de sa famille. Le chef de l'Église avait vu avec indignation les entreprises de l'assemblée constituante de la France. Depuis long-temps les foudres de Rome n'avaient eu autant d'effet que celles qu'il avait lancées contre la constitution civile du clergé. L'autorité du saint-siége eût repris une partie de sa force antique, si la ligue des rois eût été victorieuse. Pie VI entra comme souverain dans cette ligue. Il avait, en cette qualité, à venger la perte d'Avignon et du comtat Venaissin. Dans nulle cité les Français n'étaient plus haïs que dans Rome. Un d'eux, nommé Basseville, revêtu du titre d'envoyé, y avait été indignement

assassiné dans une émeute que le gouvernement avait laissé se former avec une négligence suspecte : en France, on avait juré depuis long-temps de venger la mort de Basseville.

Les victoires de Bonaparte semblaient le condamner à aller opérer la destruction du saint-siége. Les fureurs irréligieuses n'étaient plus, il est vrai, ce qu'elles avaient été sous la convention ; mais l'enthousiasme républicain semblait avoir besoin de venir s'alimenter sur les bords du Tibre. On ne parlait que de rebâtir le Capitole, de fonder une nouvelle république romaine : il n'était aucun des directeurs qui n'eût attaché le plus grand prix à cette révolution. Laréveillère-Lepaux était celui de tous qui la désirait davantage : sa passion était excitée par les intérêts du

culte théophilanthropique, qu'il espérait établir avec solidité sur les ruines de l'Église romaine. Pour tout général français à qui la gloire n'eût pas donné un sentiment d'indépendance, marcher sur Rome eût paru un devoir, une nécessité impérieuse : Bonaparte se contenta d'en faire la menace. Il connaissait le danger d'enfoncer son armée dans ce long et étroit espace de l'Italie qui est enfermé entre les deux golfes. L'armée autrichienne l'occupait plus qu'une armée sur laquelle il n'y avait pas de victoires glorieuses à remporter. Il osa accorder une trève, et puis la paix au chef de l'Église romaine; il osa parler de lui avec une vénération profonde; il lui imposa des sacrifices rigoureux; mais il le conserva sur un trône où lui seul, dans de telles circonstances, pou-

ait encore le maintenir. Le pape céda à a république française les légations de lologne et de Ferrare, que Bonaparte vait déjà conquises, et toutes les côtes aritimes du golfe Adriatique, depuis es bouches du Pô jusqu'à la citadelle l'Ancône. Un mois après la signature le cette convention, une nouvelle prise l'armes eut lieu dans les états de l'Église. n avait cru Bonaparte vaincu sur d'autres points. Le général français fit châtier avec rigueur les villages ferrarais ui avaient donné le signal de la révolte. ous verrons qu'il eut à repousser et à ardonner une troisième tentative beaucoup plus sérieuse.

L'Italie entière fut reconnaissante les ménagemens qu'il eut pour le saintère, comme si elle eût senti tout ce ue cette modération avait de coura-

geux. En France, les républicain
plus ennemis de l'autorité papale l
rent dans cette conduite de Bona
la prudence d'un guerrier, d'un
quérant qui connaît sa position
génie des peuples; le parti qui dét
les principes de la république nou
et qui gémissait de ses triomphes
serva Bonaparte, et se vit forcé d
donner des éloges sincères. Mais le t
devait venir où l'absence de ce gé
laisserait se développer en Italie u
tème funeste. Revenu de l'Égypt
n'eut plus à rendre que des hon
funèbres au pontife dont il avait en
protégé la vieillesse, les vertu
saint caractère.

En se détournant de Rom
parte sauva également des ravages
conquête le royaume de Naples

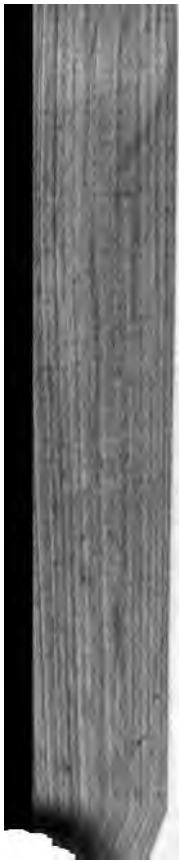
ce de la maison de Bourbon y ré-
t sans gloire. Occupé, plutôt par
que par politique, à plaire à cette
e oisive, ignorante, à demi-bar-
, qui, sous le nom de *lazzaroni*,
de sa trop vaste capitale, il s'avi-
t par ses amusemens, et n'était roi
our s'y livrer. Une princesse autri-
ne, une sœur de l'infortunée Marie-
inette de France, régnait auprès
i, ou plutôt régnait à sa place. Née
des passions ardentes, et croyant
ir plus à les contenir, parce qu'elle
reine, elle avait choisi, dans
Acton, un favori, un premier mi-
e d'un caractère analogue au sien.
administration était plutôt re-
ta qu'active. Ils avaient des projets
oportionnés aux forces du royaume
aples, et fort contraires aux prin-

cipes de sa prospérité. Au lieu d
renaître l'agriculture dans les
Siciles, sur ce sol où la fable a p
naissance, où l'histoire nous r
peut-être ses plus grands progr
attendaient leurs richesses d'ur
merce qui n'existait pas encor
dans cet espoir, ils créaient, a
faste insignifiant, une marine d
ne pouvait deviner l'usage. Ils
paient plus follement encore d'
mée de terre, qui ne cédait en
éclatans, en beaux chevaux, à
des armées les plus célèbres d
rope : six mille Napolitains, l'é
cette armée, avaient paru, mais
taient point distingués au siége d
lon. Les défaites de Beaulieu avai
funestes à leur meilleure cavale
naparte soumit l'orgueil de la re

les à un armistice qui était une vé-
ble rançon : elle payait huit millions
ontributions à l'armée française.
le tous les états d'Italie, le mieux
verné était le grand duché de Tos-
. Le sage Léopold y avait opéré avec
ure, avec succès, la plupart des ré-
nes et des améliorations que le fou-
ux Joseph II avait précipitées et
quées dans les états héréditaires de
triche : l'archiduc Ferdinand main-
it cette administration paternelle.
our de Florence n'offrait plus toute
agnificence des Médicis, mais l'or-
s'y faisait partout remarquer. Un
it de règle, qui peut-être eût été
utieux dans un vaste empire, entre-
it à la fois la paix, la subordination
activité parmi les heureux Toscans.
avait une sorte de courage de la part

d'un prince autrichien à se dé
neutre dans une guerre où l'Au
était engagée pour de si grands int
Le grand duc était revenu à ce
depuis que la chute de Robespier
avait permis de le prendre avec dé
Il avait été le premier des princ
gnans qui reconnût la républiqu
çaise. Il lui avait envoyé un am
deur, le comte Carletti. Ce choix
point heureux ; le comte Carlet
vait ni mesure, ni dignité : con
trop vil du directoire, il l'offensa
tôt par une démarche qui, che
autre, eût paru assez noble, e
chez lui, parut ridicule. Lorsqu
dame, fille de Louis XVI, réclam
la cour de Vienne, obtint la l
d'aller pleurer auprès de ses pare
malheurs de sa famille, le comt

etti demanda au directoire la permis-
ion d'aller lui présenter ses hommages,
omme l'ambassadeur d'un souverain
ui lui était attaché par le sang. Le di-
ectoire reçut sa demande avec indi-
nation, et le congédia avec mépris. Le
rand duc condamna lui-même son am-
assadeur, puisqu'il le remplaça. On ne
ut ce qui devait étonner davantage de
a complaisance de ce prince ou de la
rusquerie du directoire. Bientôt les
nglais, irrités de la neutralité du grand
uc, le traitèrent avec plus d'insolence.
ls prirent possession du port de Livour-
e, et ils en firent l'entrepôt de leur
ommerce dans la Méditerranée. Bona-
arte, dans cette circonstance, ne suivit
ncore que sa politique et ses principes
articuliers. De tous les gouvernemens
nnemis de la France, celui qu'il haïs-



sait le plus, était le gou
glais. C'était à la lueur
notre flotte embrasée qu
chez lui cette haine.
imiter un tel désastre,
le venger dans Livourn
breux vaisseaux anglais
ce port. Sans nuire à l'
opérations militaires, i
le commandement du g
une division habituée
les plus rapides. Elle
sur Pise, sur Florence.
s'effraie, intercède; ma
çais suivaient la route
Malgré un profond secr
de célérité, les Anglais
du danger de leurs vaiss
bâtimens quittaient le
Français entrèrent dan

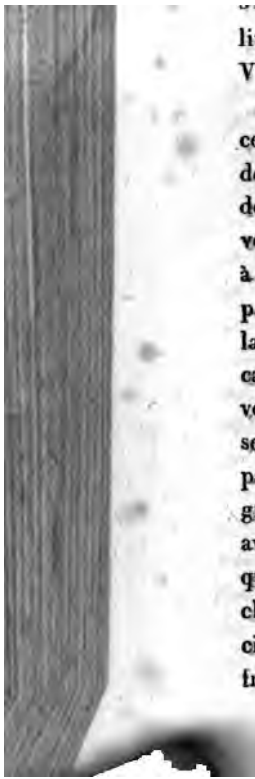
rte mit garnison dans cette ville;
était qu'un faible prélude aux coups
voulait porter aux Anglais dans la
terranée.

i coalition n' avait pas dédaigné les
irs du duc de Parme ; Bonaparte ne
ut point accabler un ennemi si peu
utable; d'ailleurs sa soumission
été prompte. Il reçut les Français
ses états sans paraître murmurer
e hospitalité un peu onéreuse. Cette
che de la maison de Bourbon acquit,
/eux de Bonaparte, des titres de re-
mandation qui devaient la faire
tôt passer sur un trône plus illustre.
ic de Modène, le plus économe des
ces de la maison d'Autriche, à l'ap-
he de l'invasion française, trembla
is pour ses petits états que pour un
or grossi par des épargnes sans doute

un peu sordides, et qui s'élevait jusqu'à dix-huit millions. Il négocia avec tant d'habileté, que ses états furent conquis, et que la plus grande partie de son trésor fut sauvée.

La république de Venise, cette aristocratie robuste qui s'était maintenue au milieu de tant d'épreuves diverses, avait tout à craindre des principes de la révolution française. Placée si loin de nos limites, elle se rassurait encore moins sur sa position que sur les précautions d'une police qui cachait ses rigueurs sous la folie et la licence des plaisirs. Mais la sagesse de la république de Venise ne s'étendait guère au-delà de la capitale, dont le régime intérieur passa long-temps pour un chef-d'œuvre de politique. Elle gouvernait les provinces de la Terre-ferme avec dureté, avec impré-

yance. Si elles avaient supporté ce joug
ec impatience lorsque les sénateurs
nitiens jouissaient, comme par mono-
le, du commerce du monde; lorsque,
rvivant aux croisades, ils en recueil-
ient les fruits; lorsqu'ils bravaient
mpire ottoman, et lui disputaient
e grande partie de la Grèce, quel de-
it être le mécontentement de la Terre-
rme depuis que tant de grandeur n'é-
it plus qu'un souvenir importun! Cette
publique avait déclaré la neutralité,
n'avait point levé d'armée pour la
otéger. Elle resta exposée aux entre-
ises de l'Autriche, qui faisait traverser
es troupes le territoire de Venise cha-
e fois que l'urgence de ses périls le
mandait. Le sénat paraissait toujours
tisfait de ses excuses. Il avait fait un
tre acte de complaisance pour la coa-



lition, en donnant au frère d
Vérone pour asile.

Ce n'était pas la premiè
cette république recevait da
des rois détrônés et des prin
de fiers patriciens se com
voir ces illustres victimes d
à les étourdir plutôt qu'à
par de longues saturnales
laient tous les plaisirs et to
cautions. C'était bien assez
veau prétendant d'être con
soumettre au repos quand to
paraissait armée pour se cau
gea du moins des plaisirs
avilissans. Il s'occupait à
quelques mesures impuissa
cherchait à faire passer pot
ciations. Le directoire de la
française en avait quelquefo

es. Il avait fait au sénat de Venise vères représentations, que les vic- s de l'armée d'Italie firent enfin er. Les Vénitiens se virent obligés igner le prétendant. Il est plus dur e de rompre que de refuser l'hos- té; ils donnèrent leurs ordres avec rogance qui dissimulait en vain la

Louis-Stanislas-Xavier, dans son nation, montra une juste fierté que alheurs précédens n'avaient encore aiblement excitée. Il déclara qu'il erait Vérone aussitôt qu'on lui au- endu l'épée dont Henri IV avait résent à la république, et qu'on lui t présenté le livre d'or pour y rayer m de sa famille. Cette dernière con- lui fut accordée avec dédain : sommes prêts, ajoute le sénat dans ponse, à vous rendre l'épée de

[illegible] armée allemande [illegible]
domaines. Dès l'armée [illegible]
entrée dans Vienne.

Lorsque l'état [illegible] pa
extrêmement à faire du Milanais
d'appui à la nouvelle guerre
Français en Italie. on pouvait
le centre d'une Italie nouvell
derniers états, le Milanais ét
long-temps celui qui avait co
moins de gloire et d'indépend
aucun pays de l'Europe n'avait
souvent conquis. Ses discord

des Visconti et des Sforze, et depuis on le voit l'objet, le théâtre et la proie de longues guerres qui lui donnent une continuelle succession de maîtres français, espagnols ou allemands : sa destinée avait enfin paru fixée sous ces derniers. La maison d'Autriche gouvernait avec douceur un peuple dont elle avait plusieurs fois éprouvé l'inconstance; la modération allemande assujettissait, sans trop d'effort, la vivacité, ou plutôt la mobilité italienne. C'est parmi ce peuple que Bonaparte voulut créer un caractère national qui eût assez d'énergie pour entraîner des états voisins. L'entreprise était difficile; il n'y a de liberté pour un peuple que celle qu'il a lui-même conquise : Bonaparte pouvait être considéré par les Italiens, défians et spirituels, comme un nouveau

Flaminius offrant à la Grèce dégénér
le bienfait illusoire de son antique
berté. La politique de Bonaparte mod
tous les principes de la révolution fr
çaise en les portant dans le Milanais
ne mêla point à une réforme politiq
des entreprises irréligieuses; il enl
aux nobles des priviléges, mais il
appela à des fonctions importantes
donna à la république qu'il créait
formes démocratiques; mais il songe
plus sérieusement à lui donner la fi
d'une aristocratie tutélaire et modé
Il ménagea toutes les institutions, h
mis celles qui tenaient au régime féo
Bientôt il appela aux armes un peu
qui avait toujours été si dangereux à
conquérans. Il réunit sous ses drape
des soldats milanais qui apprirent de
à devenir les émules de la valeur fr

. Mais la répulique cisalpine, en
ant, comptait déjà dans son sein les
mis les plus dangereux. Le peuple
ampagnes recevait avec une sombre
nce le bienfait que les paysans fran-
avaient reçu avec une joie féroce,
de l'abolition des droits féodaux.
. révoltes éclatèrent en peu de
s : la première avait son centre
Milan même, et surtout dans Pa-
les paysans étaient entrés dans ces
villes ; et si leurs fureurs n'eussent
ientôt réprimées, l'armée française
iit les plus grands dangers. Il suffit
aparte d'entrer à Milan avec l'ar-
èque de cette ville pour y calmer
dition. Pavie fut plus obstinée, et
ule punie. Déjà les rebelles avaient
la garnison française prisonnière.
parte, après d'inutiles sommations,

fait enfoncer les portes de Pavie, d
ses soldats, fait craindre quelque t
une vengeance inexorable, et la l
au supplice des moteurs les plus d
reux de cette sédition.

De nouveaux troubles éclatèrent
tôt dans le Milanais; la révolte s
étendue avec rapidité dans les fiel
périaux avoisinant d'un côté le Piér
et de l'autre la rivière de Gènes.
mée française, qui déjà enviro
Mantoue, était menacée dans tout
communications et dans ses points
pui. Les courriers, les soldats fra
épars tombaient sous la faux, so
hache des paysans furieux; les co
étaient pillés. La vengeance fut pro
et terrible. Douze cents homme
le général avait détachés de l'a
entrèrent dans les fiefs impériaux,

trèrent aux paysans attroupés leurs maisons consumées par l'incendie, fondirent sur eux, les dispersèrent, les firent assister au supplice de leurs chefs; et depuis, Bonaparte, porté par sa fortune et par la victoire à une longue distance de ses pays embrasés de haine et de fanatisme, n'eut plus rien à en craindre, rien à y punir.

Les opérations politiques que je viens de rapporter, ces lois nouvelles données à différens états, ces trèves, ces traités qui changeaient le sort d'autres états plus puissans, se consommèrent en moins de deux mois, c'est-à-dire, depuis le 21 floréal, jour de la bataille de Lodi, jusqu'au 12 messidor, époque d'une nouvelle bataille encore plus terrible et plus glorieuse. Le général français, pour coordonner toutes les parties

de ce vaste système, n'ava
ché dans le palais de Mi
studieux et paisible, il ne
dérobé au tumulte des ar
fallu engager beaucoup d
opérer le blocus de Mantou
d'elles avait été dirigée p
Il investissait cette place av
partie de son armée, tandi
ses divisions pénétrait dan
lien, veillait à ce que les
chiennes ne pussent, er
montagnes, surprendre
tandis qu'une autre faisai
du Bolonais, du Ferrara
toutes les menaces qui fai
le pape et le roi de Na
conditions rigoureuses; t
troisième, pénétrant dan
venait ravir aux Anglais

l'un des ports les plus utiles de la éditerranée; tandis qu'une quatrième ıfin réprimait les révoltes de Pavie et s fiefs impériaux. Chaque partie du rvice de l'armée trouvait dans Bonaırte un inspecteur vigilant, ou plutôt créateur de ses nouvelles ressources. infanterie acquérait une mobilité plus tive et plus savamment calculée. La valerie se formait avec les excellens ıevaux que fournissent les plaines la Lombardie, Bonaparte ne cessait perfectionner l'une des plus précuses inventions de son génie miliire; je veux parler des compagnies de ıides, troupe dont l'inconcevable vécité surpassait tous les services qu'on ait encore tirés des troupes légères, artillerie, premier objet des études Bonaparte, tenait de lui de nouvelles

méthodes. On voyait dans tous les soldats de cette armée le rare mélange d'une obéissance passive et d'une curiosité ingénieuse qui les portait à pressentir les desseins de leur général. Bonaparte, qui s'en applaudissait, en conçut pourtant quelquefois de l'inquiétude : on en jugera par ce trait qu'il a lui-même rapporté dans ses relations, toutes semées d'anecdotes de ce genre. Un jour un chasseur, à l'approche d'une action qui paraissait difficile, s'avança près du général, et lui indiqua comme nécessaire l'opération même que celui-ci avait méditée : *Malheureux! veux-tu bien te taire!* reprit le général, qui ne craignait plus d'être trahi que par la sagacité de ses soldats. Après le combat Bonaparte ne trouva plus ce chasseur, qu'il voulait faire officier.

La subordination de tous les géné-
ux, de tous les officiers supérieurs,
jeune homme de vingt-six ans qui
commandait, tenait encore moins à
clat de sa gloire qu'à l'énergie de son
actère. Il régnait une vive émula-
n entre les généraux Joubert, Mas-
ıa, Augereau, Serrurier, Dallemagne,
yeux, Vaubois, Murat, Lannes, Ram-
n, à qui serait le meilleur des lieu-
ıans de Bonaparte; nul ne songeait à
enir son rival. Le général Berthier,
i le secondait de tous ses talens mi-
ıires et de son intrépidité, était son
npagnon le plus assidu et le plus in-
ıe. Bonaparte avait auprès de lui un
ses frères âgé seulement de douze
, et le jeune Eugène Beauharnais,
i se précipitaient dans tous les périls
ı voix de l'honneur.

L'administration financière d
mée d'Italie était florissante, et
tout aux soins vigilans de Bon
C'était un contraste frappant qu
de la tenue et des approvisionn
des soldats de cette armée avec
nurie qui souvent affligeait les
républicains dans d'autres armé
lement victorieuses. Quelques ex
de sévérité avaient intimidé de
nisseurs infidèles. Ils spéculaient
victoires et les conquêtes, mais
la négligence du général, qui co
et surveillait tous leurs marché
aucun intermédiaire. Les sour
cette prospérité étaient d'abor
contributions levées dans les pa

ues politiques du général. La républi-
que nouvelle, que l'on appelait Lom-
arde, n'en supportait que la plus faible
artie; Bonaparte ne voulait pas avoir
'air de lui vendre les bienfaits de la
iberté. Les contributions avaient été de-
nandées plus rigoureusement au pape,
u roi de Naples, aux ducs de Parme et
le Modène; elles avaient été versées, en
rande partie, dans le trésor de la répu-
lique française. C'était une situation
ouvelle que celle d'un général qui ac-
ablait de ses libéralités un gouverne-
ent jaloux, ou prêt à le devenir. Par
l'autres hommages il flattait encore
lus l'orgueil national. Il avait stipulé,
ans toutes les trèves qu'il avait accor-
ées aux différens souverains de l'Italie,
ue les artistes français viendraient choi-
ir dans les galeries, dans les palais,

dans les places publiques, les plus beau
monumens des arts dont ces lieux étaie
décorés. Raphaël, Michel-Ange, le T
tien, le Dominiquin, par leurs produ
tions immortelles, payèrent la rançc
de leur patrie. Plusieurs statues q
Rome avait ravies aux Grecs, ou qu'el
avait demandées à leur génie, transpc
tées sur les bords de la Seine, vinre
faire l'ornement d'une ville qui se p
quait à la fois d'être l'émule de Ror
guerrière et de l'ingénieuse Athène
Ce fut un nouveau prestige ajouté à l'é
fet des exploits de cette grande cai
pagne. L'admiration fut telle, qu'el
put enchaîner quelque temps les di
cordes civiles; l'étude des partis n'
tait plus que de deviner Bonaparte
on épiait son caractère, ses opinion
non-seulement dans ses actes politiqu

et militaires, mais aussi dans les relations de ses batailles, dans ses discours aux souverains qu'il abaissait, ou auxquels il pardonnait; et surtout dans ses proclamations à son armée, tout y étincelait de gloire.

J'ai à peine décrit la moitié de cette première campagne, je suis arrivé au siége de Mantoue.

Quelle entreprise pour une armée peu nombreuse, que la conquête de ce boulevard de l'Italie? Ce n'était point seulement une vaste enceinte de murailles et d'excellentes fortifications qu'il fallait investir, c'étaient un lac, des marais dangereux, une rivière rapide qu'il fallait occuper. Les conquêtes de Bonaparte, toutes vastes qu'elles étaient, n'avaient pas mis en son pouvoir l'artillerie nécessaire pour un tel

siége. Il avait à craindre
armée par des travaux l
tueux, et surtout de l'ex
lubrité du sol le plus mals
Outre une garnison nom
approvisionnée, sous le
il élevait ses travaux et la
une flottille guerrière, il
ser deux armées autric
l'une étaient les débris
Beaulieu, qui s'étaient r
renforts continuels; l'au
coup plus redoutable. Sc
de Wurmser, elle descen
et se portait à la droite et
lac de Garde. Depuis l'o
guerre, l'Autriche n'av
effort aussi énergique et
culé que celui-ci. C'étai
d'Allemagne, qui, dep

mois, battait en retraite devant le général Moreau, qu'elle avait osé détacher une partie de ses meilleures troupes pour les opposer à Bonaparte. Le cabinet de Vienne savait enfin prévoir les mouvemens concertés entre nos armées à de longues distances; il ne doutait pas que le général Bonaparte ne tendît bientôt à traverser le Tyrol pour établir ses communications avec l'armée du général Moreau, qui, par une suite de victoires vivement disputées, allait se placer au pied de ces montagnes. Ce fut Bonaparte que l'Autriche parut craindre davantage. Elle voulut l'accabler du poids de toutes ses forces. Déjà deux armées l'environnaient, une troisième se tenait prête à traverser les états de Venise; une quatrième, qui devait suivre la même route, se formait à Vienne,

sous l'inspiration de tous les nobles sentimens que l'honneur éveille dans une monarchie. Les jeunes gens les plus distingués de cette capitale s'armaient à la voix de la patrie, à la voix de l'impératrice et de toutes les dames de la cour, et brûlaient de se mesurer avec l'armée de Bonaparte. C'est lui seul que nous allons envisager pendant toute la durée du siége de Mantoue. Après avoir exposé ce grand événement, nous cesserons quelque temps de suivre sa marche victorieuse, pour nous occuper des deux armées françaises qui, sous la conduite du général Moreau et du général Jourdan, étaient entrées en Allemagne. Nous dirons seulement que ces deux armées n'avaient connu que des triomphes lorsque le siége de Mantoue fut entrepris; que, long-temps avant la

ition de cette place, elles s'étaient
ées sur le bord du Rhin, et que Bo-
rte resta pour chercher une autre
e de Vienne.
e 11 thermidor, le feld-maréchal
le de Wurmser, ayant déjà établi
ommunications de son armée du
l avec l'armée autrichienne campée
Mantoue, et qui était également
ses ordres, se présente devant le
e de la Corona, qu'occupait la divi-
du général Massena. Il la force à se
er. Au même instant un second
s autrichien s'empare du poste de
; un troisième descend sur Brescia,
porte et fait poser les armes à qua-
compagnies françaises. Bonaparte
lacé entre deux feux; il faut mar-
au secours de plusieurs de ses di-
ns errantes, et qui même ont été

détournées des points de retraite qu'il leur a indiqués. Il est à découvert devant Mantoue; le temps presse; il lève le blocus de Mantoue, abandonne avec précipitation une nombreuse artillerie, des bagages, et repasse le Mincio. Vous diriez qu'il fuit; il vole à la victoire. Cerné entre deux armées, il veut les isoler l'une de l'autre et les vaincre successivement. En trois jours il a repris tous les postes qui avaient été abandonnés. En arrivant à celui de Salo, les Français délivrent six cents de leurs braves compatriotes sous le commandement du général Guyeux, qui, depuis quarante huit heures enfermés dans cette ville, s'y étaient retranchés dans un seul édifice, et de là bravaient le feu de l'ennemi et la faim. Un combat s'engagea auprès de Lonado. Le général Dallemagne, qui

venait attaquer ce poste, y est attaqué lui-même : « J'étais tranquille, dit Bonaparte dans sa belle relation, la trente-deuxième demi-brigade était là. » La trente-deuxième et le général Dallemagne répondent à la confiance de Bonaparte. Voilà déjà plusieurs jours qui se passent en combats : voici deux batailles qui durent quatre jours. La fortune se montre d'abord contraire à Bonaparte. Dans la journée du 15, il reperd la plupart des postes qu'il avait reconquis. Salo est encore une fois abandonné, Castiglione est livré aux Autrichiens par le peu d'intrépidité d'un général français. Les événemens du lendemain 16 sont plus heureux; Salo est repris par le général Guyeux, et Castiglione l'est par Augereau. Les Autrichiens se défendent avec courage à Lonado, qu'attaque

[illegible] général Hanicle et [illegible]
envoyaient à la charge [illegible]
leur pouvoir. L'ennemi [illegible]
cette journée, plus de [illegible]
leurs rangs, dressés en [illegible]
bien se soutenir plus [illegible]
nouvelle de ses dernières [illegible]
et l'incertitude du lan[illegible]
guières. Le chef de brig[illegible]
trop dans cette journé[illegible]
marche à leur tête : il [illegible]
jusqu'à soixante qui s[illegible]
aux leurs ordres. « Au lie[illegible]
« chaussée la queue, il [illegible]
« la droite, prit de ro[illegible]
« blessa le colonel, q[illegible]
« prisonnier, lorsqu'il f[illegible]
« tourné, après avoir tué [illegible]
« jeté dans un fossé, ble[illegible]
« coups de sabre. Un aut[illegible]

les Autrichiens fuient en désordre et au hasard. Le général Augereau, qui se distingua extrêmement dans cette journée, eut à combattre et vainquit des forces doubles des siennes. »

Wurmser ne pouvait se résoudre à avouer vaincu. Le lendemain d'une défaite, il se prépare encore à une bataille. coutons Bonaparte qui rend compte 'un des événemens les plus remarquables de sa vie, et surtout d'un des traits ui caractérisent le mieux l'étonnante résence d'esprit dont il est doué :

« Le sort de l'Italie n'était pas encore décidé. Wurmser avait réuni un corps d'infanterie de vingt-cinq mille hommes, une cavalerie très-nombreuse, et sentit pouvoir encore balancer le destin. De mon côté, je donnai des ordres pour rassembler toutes les colonnes

« de l'armée. Je me ren
« Lonado pour voir les
« pourrais en tirer.

« Mais quelle fut ma
« trant dans cette pla
« un parlementaire qui
« mandant de Lonado
« parce que, disait il,
« tous les côtés ! Effect
« dettes de cavalerie a
« des colonnes ennem
« nos grand'gardes, et
« Brescia à Lonado étai
« de San-Marco. Je
« champ que ce ne po
« les débris de la divisi
« après avoir erré et s'é
« chaient à se faire un
« vais à Lonado qu'env
« hommes. J'appelai l

Je lui fis débander les yeux : je lui dis que, si celui qui l'envoyait avait la présomption de prendre le général en chef de l'armée d'Italie, il n'avait qu'à s'approcher, qu'il devait savoir que j'étais à Lonado avec l'armée républicaine, et que si, sous quelques minutes, sa division n'avait pas posé les armes, je ne ferais grâce à aucun. Le parlementaire parut fort étonné de me trouver là, et un instant après toute cette colonne posa les armes. Elle était forte de quatre mille hommes. »

Le 18, tout était prêt pour une nouvelle bataille. Les deux armées étaient en présence. Celle de Wurmser égalait encore, malgré les pertes qu'elle avait éprouvées les jours précédens, l'armée de Bonaparte, qui, depuis l'ouverture

de la campagne, n'avait reçu q
renforts peu considérables. Mais
ser n'osait attaquer. Bonaparte f
mouvement rétrograde pour l'att
lui. L'armée autrichienne s'ava
général Serrurier tourne la g
l'adjudant-général Verdières
une redoute qui couvrait le cen
chef de bataillon Marmont dirig
ce poste vingt pièces d'artillerie
et s'en rend maître. Le centre
trichiens est percé par le généra
reau. Massena enfonce leur dr
est secondé par toute la cavale
les ordres du général Beaumont.

Aucune victoire des Français
eu encore d'aussi brillans résulta
nemi perdit dix-huit pièces de
tous ses caissons d'artillerie,
quinze mille hommes faits priso

six mille hommes tués ou blessés. La perte des Français n'est pas bien constatée; les premières actions, qui leur avaient été désavantageuses, leur avaient coûté près de deux mille hommes.

Wurmser, qui n'a débloqué qu'un moment Mantoue, l'abandonne aux forces nouvelles qu'il a pu y faire entrer. Il se retire dans les montagnes du Tyrol. Il y est suivi par le vainqueur. Il cherche les lieux inexpugnables; il y sera vaincu. Bonaparte est arrivé auprès de Trente; une grande partie de son armée a repris le blocus de Mantoue; un mois a été employé aux dispositions du siége, pour lequel la grosse artillerie manque encore. L'actif, l'opiniâtre Wurmser pourrait profiter du temps où on le laisse respirer. Le 18 fructidor, Bonaparte livre une nouvelle bataille, c'est celle de Rove-

redo; lutte terrible où le cou
encore enflammé par l'aspect
sauvages qui en étaient le théâ
lait, pour vaincre Wurmser,
dans une gorge étroite que l'A
plit presque seul, et où ce fleu
toucher à des montagnes cou
L'artillerie légère renverse te
s'élevait sur les flancs de cette
même instant, les colonnes
sur des rochers inaccessibles
autres que des Français. On
cette position; on tourne Wu
lui fait sept mille prisonniers.
main matin, on entre dans l
Trente; mais Wurmser se pr
bataille derrière la rivière de l
l'aspect des forces qu'il y dé
Français, qui avaient marché
heures, oublient leurs fatigue

est emporté au pas de charge. Wurmser quitte les bords de l'Arisio pour se cacher quelque temps derrière ceux de la Brenta. Tout le Trentin devient la conquête de Bonaparte.

Qui n'admirerait ici Wurmser et le courage indomptable qui résiste à plus de soixante ans de travaux militaires; qui se relève après de tels revers, et qui ne cesse de défier la constance et le génie de son jeune vainqueur? Il pensait que Bonaparte continuerait à remonter l'Adige, et chercherait, en suivant la chaîne des montagnes, à établir ses communications avec une division de l'armée du général Moreau qui s'approchait des sources de l'Inn. Mais Bonaparte ne savait pas vaincre incomplétement, et quel que fût le plan de ses opérations à venir, il ne voulait plus

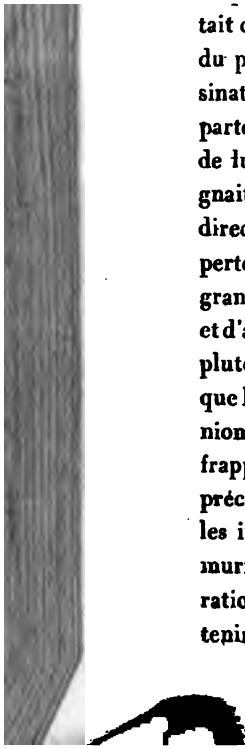
qu'il y eût en Italie une a
ser. Il ne le perd pas
instant; il le poursuit
position; il veut le fo
tenter que les ressource
Déjà Wurmser ne se confi
tagnes : il a vu que, lo
elles ne font que précipi
des Français. Il cherche
rapproche de Mantoue;
ter Bonaparte sur ses co
Réussira-t-il une secor
lever le blocus? mais
fait ses dispositions, Bo
lui-même par-derrière,
tout ce qu'il rencontre
garde. D'un côté, il le
toue; de l'autre, il lui dé
de cette ville. Par où le
vrira-t-il un passage? W

de livrer une bataille à Bassano. Il est vaincu; il n'a d'autre espoir que de se jeter dans Mantoue. Il tente la route de Vérone; il est repoussé de cette ville par un corps que la prévoyance du général français y a placé. Il prend une autre route; il marche pendant toute la durée des jours et des nuits. Il combat tous les corps qui l'ont gagné de vitesse. Le désespoir a redoublé ses forces, il perce les lignes de l'armée assiégeante là où elles sont moins épaisses. Il a le bonheur de trouver un pont, celui de la villa Imprenta, qu'on avait négligé de couper, malgré l'ordre de Bonaparte. La fortune, comme par une compensation de toutes ses rigueurs pour un généreux vieillard, lui avait réservé cet unique moyen de salut. Il a atteint le terme de sa course, il entre dans Mantoue; mais

l'armée qu'il commandait a perdu dans ces différens combats plus de quarante mille hommes, et Bonaparte enferme le reste dans Mantoue.

Cependant des deux armées françaises qui semblaient se partager la conquête de l'Allemagne, et dont les progrès ultérieurs auraient fait une diversion si favorable à Bonaparte, l'une fuyait, l'autre se retirait. Le général Jourdan avait éprouvé une défaite complète; le général Moreau se trouvait engagé dans une position terrible, d'où ses talens militaires le firent sortir avec gloire. L'archiduc Charles avait rendu aux armées autrichiennes une confiance que de si longs revers avaient abattue. Le cabinet de Vienne redoublait d'efforts. Les subsides de l'Angleterre favorisaient de nouvelles levées, qu'excitait

encore mieux l'enthousiasme national. C'était chez les Hongrois surtout qu'un zèle héroïque se manifestait; tous les jeunes guerriers étaient excités par le récit du glorieux malheur de Wurmser. Un nouveau général, le feld-maréchal marquis d'Alvinzi, avait été nommé pour commander une troisième armée d'Italie, qui s'élevait à cinquante mille hommes. La république de Venise faisait plus que de livrer passage à cette armée, elle lui fournissait tous les genres de secours; elle ouvrait pour elle ses arsenaux, ses magasins. Elle excitait sourdement les fureurs du peuple des villes et des campagnes contre les Français qui s'y trouvaient répandus. Je ne sais quelle funeste illusion lui montrait dans Bonaparte, destructeur de deux puissantes armées, un général vaincu,



tait des états voisins, mais surtc
du pape. L'Italie luttait par de
sinats contre tant de victoires
parte n'avait plus rien de fidèle
de lui que son armée. Peut-êt
gnait-il à sa fierté de dema
directoire des renforts pour ré
pertes qu'il avait dû faire dar
grand nombre de batailles et de c
et d'ailleurs ces renforts étaient
plutôt aux deux armées d'Alle
que la fortune avait abandonnée
nion publique en France avait é
frappée de ses derniers succès
précédens. Bonaparte était pla
les inquiétudes des républicai
murmures des royalistes, qu'ur
ration involontaire pouvait se
tenir. Tous ces chagrins pesa

on âme, sans cependant troubler sa ensée.

Au milieu des embarras et des dan- ers que je viens de décrire, Bonaparte ttend l'armée d'Alvinzi, sans se pré- ipiter vers elle. Il confie au général ilmaine l'investissement et le siége le Mantoue. Il le laisse répondre aux orties d'abord impétueuses, ensuite lus languissantes, que répète souvent Vurmser. Il se porte vers l'Adige. De- uis près d'un mois, il avait évacué tous s postes qu'il occupait au-delà de ce uve. Déjà il s'était livré sur ses rives elques combats glorieux pour les nçais, et dans lesquels s'étaient dis- ués les généraux Augereau et Mas- ; mais ce n'étaient encore que de es avant-coureurs de la bataille ole.

Le 15 brumaire, les deux a
étaient en présence sur l'Adige. D
deux divisions d'Augereau et de
sena l'avaient passée. Mais on arr
pont d'Arcole : la position de ce
était formidable : les Autrichi
avaient placé et caché, en quelq
te, l'élite de leurs forces. Ils s
garni d'artillerie des canaux pr
et qui se croisaient en tous sen
obstacle plus terrible et moins
se présentait à l'armée française
taient des marais dangereux dont
soupçonnait ni l'étendue ni la p
deur. Le soldat s'y jette, s'y enfo
peine à soulever son fusil; ne sor
pas périlleux que pour entrer d
autre plus périlleux; craint de pé
vre, craint de revenir sur ses
regrette le pont de Lodi, qui n'

que la mort sans cette marche fatigante, incertaine. *Lodi, Lodi!* crie Bonaparte à son armée. Le pas de charge ranime en vain ses guerriers, qui se désespèrent de ne pouvoir avancer. Enfin le marais a pris un peu plus de solidité sous les pieds de tous ceux qui s'y engagent; mais la mitraille de l'ennemi fait tomber des files entières dans cette horrible sépulture. Déjà cinq des plus intrépides généraux de Bonaparte sont couverts de blessures et sont hors de combat. *Lodi, Lodi!* s'écrie encore une fois Bonaparte, qui restera le dernier à tenter cette entreprise presque impossible. Et cependant cette fièvre de grenadier qui paraît le consumer ne suspend pas un instant en lui les pensées d'un général. Déjà il a ordonné à Guyeux de descendre l'Adige avec un corps de deux mille hommes,

de passer ce fleuve, sou
de l'artillerie légère, à
trouve à deux milles, d
village d'Arcole : sonne
a-t-il dit, dès que vous a
dige; que l'impétuosit
mouvemens, que le so
bours et de vos trompet
l'ennemi toute une arm
sur ses derrières : et lui
taque du pont d'Arcole
trépide Augereau, qui,
peau, appelait à lui tou
qui est enfin forcé de re
naparte qui lui succède
tête des grenadiers. Il
trente pas du pont. Le
le rompt; ses éclats couv
les marais; Bonaparte
dans un fossé sous le fe

: relève; il rallie toute sa colonne.
à les ombres de la nuit couvrent ce
te terrible; mais il est occupé par
Français. Le général Guyeux a réussi
s sa manœuvre. Les Autrichiens, qui
ont crus coupés, ont abandonné
ôle. Le général Guyeux craint de le
server avec une aussi petite troupe;
: retire, et le lendemain le combat
mmence dans la même position.
t ce que peut tenter le courage le
s héroïque est encore infructueux
s cette journée. Ce n'est qu'au troi-
ne jour que les Français, par les
avemens combinés des divisions Au-
eau et Massena, restent maîtres du
mp de bataille, le plus sanglant
ils eussent encore occupé en Italie.
insi fuit vers Vicenze. Mais, pendant
emps où il avait soutenu les attaques

des Français, un autre corps de son armée, sous la conduite du général Davidovich, avait percé les lignes des Français, se dirigeait sur Mantoue, et déjà n'en était plus qu'à huit lieues. Bonaparte l'attaque, le culbute, le poursuit jusqu'aux montagnes du Tyrol. Cinq mille prisonniers, dix-huit pièces de canon furent le prix de cette bataille. Aucune des victoires de Bonaparte ne fut aussi chèrement achetée; on comptait presque autant d'officiers que de soldats tués ou blessés. Le général Lannes, qui était malade d'une blessure avant le combat d'Arcole, voulut s'y trouver, et y reçut à côté de son général une blessure nouvelle. Voici un trait bien propre à adoucir les tristes images qu'offre une aussi terrible victoire. Après la conquête d'Arcole, l'infatigable Bona-

parte parcourait le camp dans la nuit; il aperçoit une sentinelle endormie; il lui enlève doucement, et sans l'éveiller, son fusil, fait la faction à sa place, attend qu'on vienne le relever. Le soldat s'éveille enfin : quel est son trouble quand il aperçoit son général dans cette attitude! Il fait un cri : Bonaparte! je suis perdu. — Rassure-toi, mon ami, lui répond le général, après tant de fatigues il est bien permis à un brave comme toi de s'endormir, mais une autre fois choisis mieux ton temps.

Bonaparte écrivit en ces termes au général Clark, pour lui annoncer la mort du jeune Elliot : « Votre neveu « Elliot a été tué sur le champ de ba- « taille d'Arcole : ce jeune homme s'é- « tait familiarisé avec les armes; il a « plusieurs fois marché à la tête des

« colonnes; il aurait été un jour un offi-
« cier distingué. Il est mort avec gloire
« et en face de l'ennemi, sans avoir souf-
« fert un instant. Quel est l'homme rai-
« sonnable qui n'envierait pas une telle
« mort! Quel est celui d'entre nous qui
« n'a pas regretté cent fois de ne pas
« être ainsi soustrait aux effets de la ca-
« lomnie, de l'envie, et de toutes les pas-
« sions haineuses qui semblent presque
« exclusivement diriger la conduite des
« hommes. »

Mantoue n'est point encore le gage de l'importante victoire d'Arcole. Wurmser n'ignore pas qu'une quatrième armée autrichienne va venir recueillir les débris de la troisième. Il cherche à dissimuler au vainqueur les souffrances de sa garnison; quelquefois des émissaires des états du pape et de Venise parvien-

jusqu'à lui. Il sait qu'une haine
acable ne cesse d'exciter des soulè-
ns, des prises d'armes dans la Ro-
ie. Il croit que Bonaparte, qui a
pardonné deux fois, se laissera
entraîner à la vengeance, que
tile conquête de Rome lui fera
re de vue Mantoue. Mais Bonaparte
batiné à la clémence envers le chef
église. Ce blocus, ces diversions,
pèchent seulement de venir fondre
Alvinzi, qui reforme son armée.
les bataillons de Vienne sont arri-
Des jeunes gens qui se confient à
courage, à l'enthousiasme qu'ils
reçu, font flotter un étendard qu'a
é de ses mains leur impératrice. Al-
i, qui a soutenu à Arcole un combat
re plus disputé qu'il ne l'avait été
ses deux prédécesseurs, se flatte

qu'une victoire va délivrer Mantoue. Que lui importe même d'être battu sur plusieurs points, pourvu qu'une de ses colonnes renouvelle l'entreprise désespérée de Wurmser? Du plus loin que le général assiégé apercevra les enseignes de ses compatriotes qui marchent à lui et qui lui apportent des vivres, il s'élancera avec ses soldats affamés et furieux. Alvinzi, avec une grande partie de ses forces, occupe les montagnes du Trentin, et voit sur des collines inférieures l'armée de Bonaparte qui supporte les rigueurs du climat et de l'hiver. Sur d'autres points, il menace le bas Adige. Par tous les mouvemens qu'il tentera, quel qu'en soit le succès, il rend presque assurée la marche d'une colonne de grenadiers qui, sous la conduite du général Provera, que nous avons vu se

couvrir de gloire à la bataille de Millesimo, doit percer à travers les lignes du blocus. Bonaparte a été forcé de les rendre moins épaisses : il s'est porté en avant. Le 23 nivose, 13 janvier, il arrive à Vérone : il y voit Massena, qui revient vainqueur d'un combat où le général Brune et le général Leclerc se sont distingués à l'envi. Bonaparte occupe un long rang de collines, nommé le plateau de Rivoli, une des plus formidables lignes de défense que la nature ait offertes au génie militaire. Tous les cinquante mille hommes d'Alvinzi sont employés à le tourner dans cette position. On combat à de longues distances : il semble que Bonaparte assiste à tous les combats; tout son but est de forcer Alvinzi à des opérations compliquées dont bientôt le général autrichien ne verra plus l'en-

semble, tandis que le général français le saisira à chaque instant d'une vue plus rapide et plus vaste. Pendant la journée du 24 ventose, 15 janvier, Joubert est attaqué et se maintient au poste de la Corona. Bonaparte attaque les ennemis en avant de Rivoli : il s'empare du poste de San-Marco, qui est la clef de la position de ce plateau. Il appelle ainsi sur lui d'Alvinzi au moment où ce général croyait avoir enfermé la division de Joubert. Cependant les Autrichiens obtiennent quelques succès autour du plateau ; ils s'emparent de quelques positions que Massena reprend. Une de leurs colonnes, qui avait longé l'Adige avec une artillerie imposante, marche droit à Rivoli. Ce mouvement même a été prévu. Déjà elle va être enfermée. Elle échappe en se jetant dans la vallée

: l'Adige. Une autre colonne autri-
ienne qui marchait depuis long-temps
ur tourner le plateau, est arrêtée par
e seule demi-brigade, la soixante-
ixième. Le général Rei, qui poursuit
r derrière cette colonne, l'atteint, la
lbute, la fait prisonnière. Tout est
ıcu, hormis un corps qui s'est établi
a Corona. Mais, pendant que ces com-
es occupent Bonaparte, le général Pro-
ra se dirige avec impétuosité sur Man-
ue, force le passage d'Anguiari, file
r Castellara. Le général Augereau le
ursuit, atteint son arrière-garde, lui
it beaucoup de prisonniers. Provera,
ns se déconcerter, se rapproche tou-
urs de Mantoue. Le 26 nivose, 16 jan-
er, il était arrivé devant le faubourg
int-Georges. Mais Bonaparte, qui, du
ateau de Rivoli, théâtre de la victoire,

a couru sur Mantoue, et qui ne peut perdre de vue l'opiniâtre vieillard enfermé dans cette ville, a déjà élevé un mur de soldats entre Wurmser et Provera, qui se précipitent au-devant l'un de l'autre. Ici c'est le général Miollis qui repousse Provera de Saint-Georges; là c'est le général Serrurier qui dispute à Wurmser le poste de la Favorite. Que d'efforts! que d'attaques furieuses! L'imperturbable constance du général Serrurier a tout déconcerté. Provera met bas les armes devant l'armée qui le cerne, et Wurmser rentre avec la famine dans Mantoue. Ce n'est pas tout, le général Joubert saura aussi couper la retraite aux Autrichiens, maîtres de la Corona. Secondé par un stratagème militaire qu'invente le général Murat, il fait beaucoup plus de prisonniers qu'il

n'a de combattans. Il s'empare de Trente, et poursuit les ennemis jusqu'à Saint-Michel. Telle fut la bataille de Rivoli, la plus longue que nous offre l'histoire; elle dura huit jours. Les Autrichiens y perdirent vingt-cinq mille hommes, tués, blessés ou faits prisonniers, et toute leur artillerie. Ils y perdirent l'Italie. Mantoue capitula; toute la garnison fut faite prisonnière, à l'exception de l'état-major. Voici en quels termes Bonaparte remercia son armée:

« La prise de Mantoue vient de finir « une campagne qui vous a donné des « droits éternels à la reconnaissance de « la patrie. Vous avez remporté la vic- « toire dans quatre batailles rangées et « soixante-dix combats : vous avez fait « plus de cent mille prisonniers, pris à « l'ennemi cinquante pièces de canon

« de campagne, deux mille de gros « calibre, et quatre équipages de pont.

« Le pays que vous avez conquis a « nourri, entretenu et soldé l'armée « pendant toute la campagne, et vous « avez envoyé trente millions au minis- « tre des finances pour le soulagement « du trésor public. Vous avez enrichi « le Muséum de Paris de plus de trois « cents objets, chefs-d'œuvre de l'an- « cienne et de la nouvelle Italie, et « qu'il a fallu trente siècles pour pro- « duire. »

Un tel général pouvait demander à une telle armée, après la conquête de l'Italie, celle du plus puissant empire de l'Allemagne. Il va l'entreprendre. Mais il est temps de rendre compte de la brillante et infructueuse tentative que deux armées françaises avaient faite sur

tres points pour s'approcher du cen-
e l'Autriche. Je reviendrai ensuite à
ıpàrte, et je ne terminerai point ce
sans avoir présenté l'Autriche sou-
, la coalition rompue, et Bonaparte
ficateur. Pressons notre marche :
ɜgination se précipite vers un tel
ɔuement dès qu'il est annoncé.
'armistice que le général Pichegru
: conclu sur les bords du Rhin avec
ɑée autrichienne n'avait point en-
été rompu, lorsque Bonaparte pré-
it déjà, par les brillantes victoires
lillesimo et de Lodi, à la conquête
Italie entière. Le cabinet de Vienne
issait avoir le plus grand intérêt à
ɑtenir une trève qui lui laissait les
ens de faire succéder une nouvelle
ée à celle de Beaulieu tant de fois
cu. Ce fut cependant ce cabinet

qui rompit l'armistice du Rhin. L'Angleterre ne l'avait point approuvé. L'Autriche, assez épuisée pour avoir besoin des subsides de cette puissance, assez vaine encore pour chercher à en déguiser l'humiliation sous le titre d'emprunt, ne pouvait le payer que par le sang de ses soldats. Le baron de Thugut avait habitué la cour, et surtout l'impératrice, à se prêter à la violence de ses résolutions. Il vantait la victoire par laquelle Clairfait avait délivré Mayence et l'Allemagne, et en même temps il accablait ce général de reproches, pour avoir conclu un armistice qui posait un terme si prompt à ses succès. Clairfait ne put résister à cette ingratitude; il donna sa démission. Il fut remplacé par un jeune prince, d'une santé faible et d'une âme héroïque; c'était l'archiduc

Charles. Son armée et celle que commandait le feld-maréchal comte de Wurmser sur le haut Rhin, s'étaient plus que doublées à la faveur de l'armistice.

Le directoire avait eu la même vigilance. Il lui suffisait d'effrayer par quelques lois les réquisitionnaires déserteurs, pour remettre ses armées dans un état imposant. Au récit des merveilles de l'armée d'Italie, celles du Rhin et de Sambre et Meuse s'indignaient de leur inaction, des revers que six mois auparavant elles avaient éprouvés; n'en recherchaient pas les causes, en demandaient la vengeance. Le directeur Carnot, aidé du même conseil de guerre qui, dans la campagne de 1795, avait développé des plans très-étendus, en concevait de plus vastes en-

core, et s'étudiait à mettre en harmonie les mouvemens des quatre armées, que séparaient les plus hautes montagnes de l'Europe, de grands fleuves, et plus de trois cents lieues de distance. Celle du général Jourdan campait dans le Hundsruck : on l'estimait forte de cent vingt-cinq mille combattans. Elle était appuyée par celle du Nord, commandée par le général Beurnonville, dont la destination principale était de surveiller la ligne de neutralité du roi de Prusse. L'armée du Rhin était sous les ordres du général Moreau, qui déjà avait rétabli la discipline dont Pichegru avait relâché tous les ressorts. Jourdan et Moreau devaient prendre l'offensive en même temps et passer le Rhin sur différens points. Leurs attaques combinées eurent tant d'impétuosité et de succès,

que les Autrichiens abandonnèrent tout le pays dont la victoire de Clairfait les avait mis en possession, et n'eurent plus de ressource que de se retrancher à Altenkirchen. Ils y furent forcés par le général de division Collaud, qui leur fit, au pas de charge, quatre mille prisonniers. L'archiduc Charles et Wurmser se retirèrent sur la rive droite du Rhin. Dans les derniers jours de prairial, toute l'armée du général Jourdan avait passé le fleuve, à l'exception de quarante mille hommes réservés pour le blocus de Mayence. Le général Moreau, qui s'était proposé de passer le Rhin à Kell, ne pouvait y parvenir qu'en cachant son projet aux Autrichiens, qui, maîtres de Kell, en avaient coupé le pont, et se tenaient en force sur l'autre rive. Il attaque les Autrichiens

sur différens points : il fait des marches et des contre-marches ; il donne à l'ennemi, par des transfuges, des avis qui le trompent. Il feint de détacher de son armée dix mille hommes qui se rendent en Italie. Tous les préparatifs du passage s'exécutent dans Strasbourg, dont les portes sont fermées. Le général Desaix, chargé de cette glorieuse entreprise, la veille du jour où il devait l'exécuter, se trouvait encore à Manheim occupé à parlementer avec les Autrichiens, qui, déjà effrayés, redemandaient l'armistice ; et Moreau se servait de cette négociation comme d'un voile à ses projets. Tout est prêt : les troupes sont rassemblées sur le rivage. C'est à qui sera admis à l'honneur de s'embarquer sur un petit nombre de bateaux qui vont attaquer les îles du Rhin, toutes bordées de

retranchemens. La nuit et le silence favorisaient cette entreprise; mais la vue du fleuve était effrayante : une crue d'eau inopinée menaçait de submersion les bateaux, qui portaient deux mille cinq cents Français. Les îles sont abordées, attaquées, emportées à la baïonnette. Les Autrichiens, à peine arrachés au sommeil, n'ont pas le temps de couper les ponts par lesquels ses îles communiquaient entre elles et avec le rivage. Bientôt Desaix se présente devant le fort de Kell, et s'en rend maître en moins de trois heures. Toute l'armée a passé sur la rive droite. On s'empare d'Offembourg et de Rastadt. Les Autrichiens sont poursuivis jusque dans la vallée de Kintzig. Le maréchal Wurmser parvient enfin à rallier ses troupes. Il occupe une belle position à Renchen.

Le général Moreau vient lui livrer bataille, le force à la retraite, lui fait douze cents prisonniers, lui enlève dix pièces de canon, s'empare de Fribourg et de tout le Brisgaw. Le général Jourdan obtient des succès non moins rapides: déjà il a passé la Lahn, le Mein; il est entré dans Francfort. Les Français répètent, avec une heureuse audace, ce que dans la fameuse campagne de 1794 ils firent avec tant de succès. On les avait vus alors, emportés par la victoire de Fleurus, poursuivre l'armée fugitive, sans s'inquiéter des quatre forteresses de Condé, de Valenciennes, du Quesnoy et de Landrecies, devant lesquelles ils ne laissaient que des corps d'observation. Maintenant ils se portaient sur le Danube, sans craindre des forteresses placées sur le Rhin et au-deçà de ce

fleuve, Manheim, Mayence, Philisbourg et Ehreinbreistein. L'art de la guerre était changé, agrandi. Les places les plus fortes tombaient par des coups de canon qui se tiraient à quatre-vingts lieues de distance. Rien n'était plus souple ni plus mobile que ces grandes masses qui composaient les armées françaises : elles se divisaient suivant les grands desseins qu'elles avaient à accomplir, s'éloignaient et se rapprochaient avec une égale rapidité. Ainsi un corps de l'armée de Jourdan bloquait Mayence pendant que ce général pénétrait dans la Franconie et s'approchait de la Bohème; les divisions de l'armée du général Moreau étaient répandues dans la Forêt Noire, sur le lac de Constance, au pied des montagnes du Tyrol. L'avantage de sa position centrale était

de former le lien de trois armées v
rieuses. Par le Danube, il communi
avec le général Jourdan, maître
autre partie du cours de ce fleuve.
vit tout près de s'emparer des so
de l'Adige pendant que Bonapar
vrait des combats si glorieux sur l'
même.

A défaut du génie qui combi
tels plans, les généraux autric
veillèrent à profiter de tous les d
d'exécution qu'ils purent y aperc
Ils considérèrent les montagnes d
rol comme une chaîne de forteress
devait être attaché à la fois le sal
l'Allemagne et de l'Italie. Nous
vu avec quelle audace et quelle
vité Wurmser s'y porta. L'armé
trichienne, qui faisait face à Mo
moins affaiblie par trois défaites

par le départ de vingt-cinq mille de ses meilleurs combattans qui avaient suivi Wurmser en Italie, tint, sous la conduite de l'archiduc Charles, une défensive habile et courageuse. Elle disputa toujours le terrain qu'elle était obligée de céder : résignée à des revers, elle avait s'affranchir de l'ignominie et des suites fatales d'une déroute. Pendant que son arrière-garde contenait encore, à la faveur de ses retranchemens, l'avant-garde des Français, l'archiduc Charles faisait élever ailleurs d'autres retranchemens pour le combat du lendemain. Le général Wartensleben se défendait avec la même vigueur et la même prudence contre le général Jourdan. Bientôt l'Archiduc reçut des renforts, et il attendit le moment d'en profiter ; il passait souvent de l'une à l'autre des

armées autrichiennes pour connaître mieux les forces de Jourdan et de Moreau, résolu d'accabler celui dont la marche moins bien réglée lui offrirait plus d'avantages. Cependant Wurmser ne revenait point vers lui. D'un autre côté, la coalition venait d'éprouver deux défections, que ses longs revers lui rendaient plus sensibles. Le duc de Wurtemberg, le margrave de Bade et l'électeur de Bavière s'étaient trouvés heureux d'acheter la paix de la république française en se soumettant à de fortes contributions.

Voici le moment où la fortune va se déclarer contre les Français en Allemagne. Il y eut des fautes commises. Le coup d'œil d'un militaire distingué pourrait seul les discerner avec justesse, encore faudrait-il qu'il s'exerçât long-

ps sur des renseignemens topogra-
ques et sur des détails de guerre dans
uels je ne pourrais m'engager sans
rudence. Je ferai seulement observer
de graves inconvéniens étaient attu-
au vaste plan de campagne qui
t ouvert cette expédition. Le général
eau, par les ordres qu'il avait reçus,
ouva perdre un des avantages de sa
tion centrale. Une de ses divisions,
mandée par le général Férino, fit
efforts longs et infructueux pour
vrir les passages du Tyrol. Le géné-
loreau, forcé de l'appuyer, appuyait
ns le général Jourdan. Le premier
chait sur Munich, tandis que l'au-
maître de toute la Franconie, mar-
t sur Ratisbonne: c'était encore trop
istance pour pouvoir se concerter et
courir avec promptitude. D'ailleurs

les Autrichiens recueillaient les fruits de la retraite habile qu'ils avaient suivie devant les deux armées françaises. Ils n'avaient point encore engagé de bataille décisive.

Le 7 fructidor, l'archiduc Charles se présente devant l'armée de Jourdan. Elle occupait un trop vaste terrain; sa droite, commandée par le général Bernadotte, était presque isolée, et pouvait l'être encore plus des autres corps. Elle est attaquée à Teming par des forces très-supérieures. On se bat pendant deux jours avec une égale fureur et avec des succès balancés. Bernadotte, qui ne peut plus tenir dans la plaine, se défend sur la crête des rochers. Il est accablé par des forces qui s'accroissent sans cesse, et ne reçoit point tous les secours attendus. Après trois jours de bataille, il

enfin; il se retire le long des ro-
s, vers Bamberg. On dit que dans
terrible action il périt près de
t mille combattans des deux côtés.
e l'armée de Jourdan se replie : elle
e alors les excès commis dans les
pagnes allemandes; plus de salut
les soldats qui s'écartent. Elle re-
it la rive droite du Mein, dont elle
uvrit. L'archiduc Charles vint l'atta-
dans les environs de Wurtzbourg,
mporta une victoire complète. Les
ions françaises qui étaient campées
les deux bords du Rhin se mirent
arche pour protéger la retraite du
ral Jourdan. Dans un des combats
les soutinrent, le général Marceau
it la vie. On se plaisait à comparer
modestes vertus à celles des héros
'antiquité. L'armée de Jourdan ar-
à Dusseldorf.

La position de l'armée de Moreau dans de telles circonstances parut désespérée; elle était découverte sur sa gauche par la disparition de l'armée de Sambre et Meuse : tous les corps autrichiens répandus dans le Tyrol allaient en descendre pour l'investir par sa droite. Devant elle, elle avait une armée sur laquelle, même dans le cours de ses conquêtes, elle n'avait pas remporté un avantage décisif. Elle n'avait plus de communication avec les corps qu'elle avait laissés sur la rive droite du Rhin pour défendre Kell et contenir Philisbourg. Elle ne comptait pas cinquante mille combattans : elle était enfermée par soixante mille Autrichiens. On espérait à peine revoir en France quelques débris d'une armée naguère si florissante. Jusque-là les Français ne s'étaient pas encore bien guéris d'un préjugé qui

offensait et qui bornait leur gloire militaire. Ils se croyaient incapables de résister aux revers, surtout lorsqu'ils n'avaient pas pour ranimer leur courage la vue de leur patrie. C'était vraiment un acte d'humilité nationale que d'avoir tant célébré la retraite de Prague, conduite par le maréchal de Belle-Isle, et dans laquelle il perdit plus des deux tiers de son armée. La retraite du général Moreau répandit un éclat plus légitime et plus durable sur les armes françaises. Elle dura vingt-sept jours, et ne fut accompagnée que de victoires. Il prit d'abord une position concentrée, qui parut d'une telle force aux Autrichiens, qu'ils n'osèrent même tenter de l'y attaquer. Il est digne de remarque, que cette position est à peu de chose près celle où le général Mack, dans des

jours d'une gloire si récente pour nous, crut pouvoir se maintenir contre tous les efforts de la grande armée, et fut amené à une si honteuse capitulation. En effet, le général Moreau était, comme lui, protégé par la rivière de l'Iller. Sa droite s'appuyait sur le lac de Constance, et sa gauche sur la ville et les hauteurs d'Ulm. En quittant cette position, Moreau se porta sur Biberach. Il se voyait plus à découvert et serré de plus près. Les deux armées ennemies qui l'inquiétaient le plus, étaient celle du général Latour, qu'il avait devant lui, et celle du général Nauendorf, qui avec une extrême diligence se portait vers les défilés de la Forêt Noire pour les lui fermer. Il était perdu, si ces généraux, le resserrant toujours, parvenaient à unir leurs mouvemens. Il faut

aincre l'un des deux pour le repousser une longue distance. Le général Mo- eau fond avec impétuosité sur le géné- al Latour : il le déconcerte; il l'accable ar des attaques combinées qu'exécu- nt avec succès les généraux Desaix et aint-Cyr. Ce fut une journée d'igno- inie pour les Autrichiens. Le général atour ne fut redevable du salut d'une artie de son armée qu'au retard de uelques ordres du général Moreau, et u'au dévouement des émigrés fran- ais, qui couvrirent en foule de leurs orps un champ de bataille qu'eux seuls aient disputé. Il s'enfuit par Biberach ers l'Inn, laissant quatre mille prison- iers, la plus grande partie de son artil- rie et de ses équipages à l'armée dont entière destruction était promise au abinet de Vienne. A l'aide de quelques

autres combats qui le dégagèrent également sur ses ailes. Moreau osa pénétrer dans la Vallée d'Enfer, nom qui caractérise l'effroi qu'elle inspire aux voyageurs, et que de grands militaires, le maréchal de Villars lui-même, ont confirmé. Toute l'armée, et, ce que l'on comprend moins encore, tous ses bagages y passent. Les plus grands obstacles étaient déjà franchis. Mais l'archiduc Charles accourt avec des forces nouvelles : il s'indigne contre ses lieutenans, et se flatte encore de réparer leurs fautes. Il engage en peu de jours deux actions dont le but est de fermer aux Français la route d'Huningue. Sous ses ordres, le général Latour cherche à laver la honte de la journée de Biberach. Les émigrés français, qui se regardent depuis ce même jour comme l'élite de

l'armée autrichienne, s'acharnent contre leurs glorieux compatriotes. Vains efforts! l'armée française ne cède que les postes qui ne lui sont point nécessaires. Le général Férino se maintient contre des forces triples des siennes, à Kaudern et à Heil, qui laissent libre la retraite sur Huningue. L'armée se porte vers la tête du pont, et le 5 brumaire, à la vue des ennemis, que la terreur et le respect tiennent immobiles, elle passe majestueusement le Rhin.

Bientôt l'Archiduc se présente avec toute son armée devant Kell. Nous avons vu ce fort emporté dans une matinée par une poignée de Français qui s'étaient élancés de l'autre rive du Rhin. Ils y avaient construit à la hâte quelques ouvrages de terre : gênés par un corps de troupes que l'Archiduc avait laissé pour

en faire le blocus, ils n'avaient pu que faiblement étendre leurs lignes de fortifications. Mais ils étaient maîtres du pont de Strasbourg; ils pouvaient à leur gré renouveler la garnison de Kell. Ils avaient élevé des redoutes sur les îles du Rhin, qui leur avaient à eux-mêmes facilité cette conquête. L'Archiduc semblait rougir d'avoir recours aux travaux d'un siége pour une telle bicoque. Il s'y détermine après un inutile bombardement. Aux efforts qu'il fait, vous diriez qu'il s'agit de Mayence, de Luxembourg, ou de Mantoue. Le général Desaix, chargé de la défense du fort, renverse, dans des sorties victorieuses, des ouvrages mal commencés, des couvre des cadavres des ennemis. Le pont de Strasbourg est enfin rompu. On le répare. Il tombe en éclats une seconde

fois. Moreau ne peut plus donner les mêmes secours au fort assiégé. La seconde parallèle est déjà achevée. Desaix se défend encore : il ne veut rendre qu'un monceau de cendres. Le 21 nivose, après soixante-quinze jours de tranchée ouverte, l'archiduc Charles se rend maître d'une chétive bourgade devant laquelle il a perdu quinze mille hommes. Le général Desaix conserva, par une capitulation digne d'une telle défense, toute son artillerie, et il repassa le Rhin avec sa garnison, tambour battant, mèche allumée et drapeaux déployés. La même capitulation eut lieu pour l'abandon de la tête du pont d'Huningue. L'Autriche demanda un nouvel armistice sur le Rhin. Il lui fut accordé; mais la possession de la rive gauche du fleuve laissée aux Français était encore

une belle récompense des puissans efforts de l'armée du Rhin et de celle de Sambre et Meuse.

Ainsi finissait la campagne la plus brillante qui eût encore signalé les armées françaises. La république, par cet élan de courage, humiliait quatorze siècles de monarchie. La campagne de 1794 pouvait seule entrer en parallèle avec celle de 1796; mais, dans la première, le courage des combattans perdait de son prix quand on songeait à leur innombrable multitude; ce n'était point seulement la puissance du génie, c'était celle du crime qui avait disposé leurs moyens de triomphe. La sombre discipline des camps se ressentait de la terreur qui régnait dans les villes; l'échafaud était placé trop près du champ de la victoire. D'ailleurs, si le plan qui

dirigea les armées avait de l'étendue, on en dut plutôt le succès à une inconcevable opiniâtreté qu'à une exécution précise et savante. Le sang français coula par torrens dans cette année; on avait rendu la mort trop désirable. En 1796, il fallait suppléer par toutes les combinaisons de l'art militaire aux avantages qu'on avait dus auparavant à la supériorité du nombre (la désertion à l'intérieur, encore plus que les batailles, avait diminué les armées de moitié). Les soldats se plaisaient aux manœuvres, et en dédaignant ce vain luxe d'évolutions qui avait été si inutile, dans le commencement de la guerre aux Autrichiens et aux Prussiens, ils saisissaient avec une extrême vivacité toutes celles que demandait la nature du terrain, et le caractère même des ennemis. Les gé-

néraux, et surtout le vainqueur de l'Italie, avaient déjà donné à la France la meilleure infanterie de l'univers; les soldats français étonnaient autant par les prodiges de leur patience que par ceux de leur bravoure. La franchise et la gaîté régnaient dans les camps d'où les discussions politiques avaient été bannies; l'amour de la patrie y avait toute la ferveur et toute la soumission d'un culte.

Quel glorieux début pour le directoire, qui paraissait présider à de si grands mouvemens! Pouvait-il s'offrir d'une manière plus imposante à l'Europe? Dans une année, toute la rive gauche du Rhin avait été reconquise, à l'exception de deux forteresses; l'Allemagne avait été envahie, avait alimenté nos armées, avait payé des contributions. La ligue germanique avait été

dissoute par la soumission de ses princes les plus puissans; le Piémont avait cédé toutes ses forteresses à la France; la Lombardie, la république de Gènes, suivaient ses lois. Les états de l'Eglise, le roi de Naples, avaient imploré, reçu et payé le pardon de la république française. La Toscane, Parme et Plaisance, traitées avec moins de rigueur, promettaient plus de fidélité. Mantoue répondait de toute l'Italie, et formait un point d'appui pour une expédition qui allait menacer la capitale de l'Autriche. Le roi de Prusse, frappé de l'éclat de nos triomphes, ne laissait éclater aucun signe d'inquiétude ni de jalousie. La cour d'Espagne, en s'unissant par un traité d'alliance avec la république française, s'était engagée à des efforts plus actifs et plus désintéressés que n'en avait

jamais osé demander la dynastie qui lui était attachée par le sang. Sa marine, encore puissante, rendait quelque force aux débris de la nôtre.

Déjà le directoire avait mis à profit cette utile diversion contre l'Angleterre. Exclu de l'empire de la mer, il avait osé la faire traverser à une armée intrépide qui, sous le commandement du général Hoche, allait venger dans l'Irlande tous les fléaux de la Vendée. Le directoire, si terrible à ce qui existait en France de catholiques zélés, avait ranimé les espérances des catholiques irlandais, et dirigeait des soulèvemens qui avaient déjà pris le caractère de l'insurrection la plus redoutable. Les maîtres de l'Océan ne purent arrêter, ne parvinrent pas même à rencontrer une escadre composée de vingt-deux vaisseaux de ligne, d'un

nd nombre de frégates et de bâti-
ns de transport qui conduisaient en
nde Hoche et quinze mille soldats.
: était sortie du port de Brest le 25 fri-
re an 7. Elle avait été portée en peu
ours dans la baie de Bantry. Mais les
ts, jusque-là favorables, se déclarent
t à coup contre cette audacieuse en-
rise. Pendant un mois une mer ora-
se disperse les vaisseaux, et, lors-
ils se sont ralliés, les disperse encore,
chasse dans la baie de Bantry, et les
repousse. Les marins ne pouvaient
iguer qu'au travers des écueils. On
souvent les généraux et même les
lats, s'indigner contre les chefs de
mée navale, et, l'épée à la main,
r commander de les jeter sur un
ıge d'où les Irlandais eux-mêmes les
elaient, et où quelques milliers de

Français avaient pu débarquer. Mais la tempête s'élevait plus furieuse et justifiait la prudence des marins. Il fallut céder enfin à des vents si contraires. Séparés les uns des autres, les vaisseaux retournent vers la rade de Brest, et, malgré leur dispersion, chacun d'eux y rentre successivement. Cette expédition, dans laquelle on n'eut pas à regretter la perte d'un seul bâtiment, devint une source d'inquiétude pour les Anglais, honteux de n'avoir dû qu'aux tempêtes le salut de l'Irlande.

Ce ne fut pas là le plus grand danger que les Anglais coururent dans cette année. Les troubles de l'Irlande causèrent beaucoup moins d'alarme à Londres que la nouvelle d'une révolte qui avait éclaté à la fois à bord des trois plus belles escadres de l'Angleterre. Elle n'avait

pour prétexte qu'une demande formée par tous les matelots, d'une augmentation de solde. Mais leur fureur éclatant à la fois par le meurtre de plusieurs de leurs chefs, par les plus violentes invectives contre les ministres, et même contre le roi, enfin par la menace inouïe de conduire leurs vaisseaux dans les ports de la France, portaient le caractère effrayant d'une frénésie révolutionnaire. La populace de Londres était elle-même agitée de passions sombres, qui faisaient craindre, non des mouvemens séditieux, mais une véritable insurrection. La banque retardait ses paiemens, les villes manufacturières faisaient entendre des cris de souffance, et même de révolte. Un esprit public exercé depuis près d'un siècle à une méditation forte, à des calculs positifs, à

l'art de calmer les passions par les vues de l'intérêt même, en moins de trois mois conjura cet orage. L'ascendant de Pitt créa l'espèce de dictature que demandaient des circonstances si difficiles. L'opposition parlementaire se ralentit du moment où celle du peuple prit de la violence. Les vieux marins, et surtout l'amiral Howe, émurent, par l'autorité de leurs anciennes victoires et de leurs cheveux blancs, les matelots mutinés, qui furent bientôt amenés à livrer les chefs de la sédition. Les troubles de l'Irlande furent réprimés. Ce malheureux pays reçut à la fois des châtimens sévères et de flatteuses espérances pour l'avenir.

Le gouvernement anglais, à peine délivré de ses alarmes domestiques, fit jouer auprès du cabinet de Vienne tous

les ressorts de sa politique pour l'engager à soutenir une guerre qui, chaque année, lui enlevait quelques-unes de ses provinces. Il s'attacha surtout à lui rendre quelque espoir, par des négociations qu'il ouvrit avec la France sur un plan très-artificieux. Il envoya deux fois le lord Malmesbury auprès du directoire, avec le titre d'ambassadeur. La première mission de cet homme d'état fut si courte, eut si peu de succès et de dignité, qu'on crut à Paris qu'il n'avait eu d'autre objet que de venir prendre des renseignemens sur l'état des partis, et sur le mouvement de nos flottes. Cependant le lord Malmesbury avait parlé de compensations. Il avait mis en balance les conquêtes que les Anglais avaient faites dans les colonies avec celles qui avaient reculé si loin nos li-

mites sur le continent. Il offrait et demandait des restitutions de part et d'autre. Cette proposition, qui devait paraître dérisoire au gouvernement français, séduisit le cabinet de Vienne par une feinte magnanimité.

Malgré deux armistices successivement accordés à l'Autriche, et malgré quelques apparences de négociations avec l'Angleterre, le désir de la paix n'était sincère chez aucune des trois puissances belligérantes. L'Angleterre ne pouvait consentir à laisser dans la possession de la France les provinces Belgiques; elle craignait surtout la prodigieuse activité que les Français avaient due à leur révolution même : manqueraient-ils de l'appliquer à la renaissance de leur commerce et de leur marine, si la paix le leur permettait? L'Autriche,

qui, au dix-septième siècle, avait soutenu pendant trente ans une guerre presque toujours désastreuse plutôt que de souscrire à un traité humiliant, pouvait-elle à la fois se voir chassée de la rive gauche du Rhin et de l'Italie? Le directoire de la république française craignait pour sa domination, encore mal affermie, le retour des armées, celui des généraux, et surtout celui de Bonaparte : il craignait les lois douces qui suivent la paix, et qui lui paraissaient insuffisantes pour contenir les nombreux ennemis de la république. Mais il y avait en Europe un homme fortement ému du désir de la paix : c'était Bonaparte. Seul entre d'illustres généraux il était resté triomphant à la fin de la plus glorieuse campagne. Il avait acquis une suprématie militaire qui de-

vait subordonner à tous ses mouvemens ceux des autres généraux, et les plans même du directoire. Le nombre des traités qu'il avait donnés à signer au directoire égalait celui des souverains de l'Italie : il voulait la paix. Il marcha sur Vienne.

Rien ne put le détourner de ce projet, ni Rome, dont il avait éprouvé trois fois la perfidie, ni Naples, ni même Venise, qui lui faisaient craindre des soulèvemens et des prises d'armes plus redoutables. Je ne le suivrai point dans la rapide expédition qu'après la prise de Mantoue il fit dans la Romagne. On eût dit qu'il ne s'était approché de la capitale du monde chrétien que pour montrer une modération plus magnanime en s'arrêtant. Le général d'une république où l'on venait de faire une

révolte impétueuse contre le catholicisme tint une conduite bien opposée à celle de Charles-Quint, cet inflexible persécuteur des ennemis de l'Église, qui saccagea Rome et fit le pape prisonnier. Bonaparte s'éloigna de cette ville, où deux jours de marche pouvaient le conduire, et maintint Pie VI sur le trône pontifical. Il montra, à son retour, de l'intérêt à la petite république de Saint-Marin, qui n'a qu'un seul titre de recommandation, c'est qu'elle n'a jamais rien fourni à l'histoire. Il visita les champs qu'avait cultivés Virgile, dans le village aujourd'hui nommé *Pétiole*, et qu'avait protégés Auguste. Il fit des libéralités aux habitans de ce hameau.

L'armée d'Italie avait reçu le seul renfort imposant qui se fût joint à elle depuis le cours de ses conquêtes. Le gé-

néral Bernadotte venait d'arriver avec une partie de l'armée de Sambre et Meuse : l'armistice du Rhin avait permis ce grand mouvement. Les Autrichiens l'avaient imité. L'archiduc Charles venait de former une cinquième armée autrichienne en Italie avec l'élite des troupes qu'il avait opposées aux généraux Jourdan et Moreau, et avec des levées faites à la hâte dans tous les états héréditaires. Moreau était toujours à la tête de l'armée du Rhin. Hoche avait remplacé Jourdan à l'armée de Sambre et Meuse. L'armistice du Rhin allait être rompu. Bonaparte commence les opérations avant que ces deux généraux soient en mesure de faire des diversions favorables à ses projets.

Les Français supportaient les rigueurs de l'hiver dans le nord de l'Italie. Il

leur tardait de franchir des monts, des fleuves et des torrens que cette saison fait paraître impraticables. Au commencement du mois de mars, tout s'ébranle. Des divisions se dirigent vers le Tyrol. Le corps de l'armée se dispose à passer, sous le feu des ennemis, la Piave et le Tagliamento. Voici une longue succession de combats, qui tous les jours s'engagent à de longues distances. L'armée française exécute, en se battant, presque à chaque pas, sur des monts chargés de neige, et sur des rivières débordées, des marches telles qu'on pourrait les demander à une armée qui n'aurait à vaincre aucun de ces obstacles. Un des faits d'armes qui m'ont paru exciter le plus l'admiration des militaires, c'est le passage du Tagliamento. Si les Français n'y éprouvèrent point une résistance

aussi terrible qu'aux fameux passages de l'Adda et de l'Adige, ils le dûrent à la précision inouïe de leurs mouvemens, qui ne permit pas à l'archiduc Charles de profiter d'une seule faute ni d'un seul moment d'hésitation : « On se ca-
« nonna long-temps. Sous la protection
« de plusieurs pièces d'artillerie, et en
« face des redoutes que les ennemis
« avaient placées sur l'autre rive, le gé-
« néral Bernadotte et le général Guyeux
« devaient, avec leurs divisions, passer
« le Tagliamento. Le général Murat et
« le géneral Duphot se couvrent de
« gloire, et se montrent les premiers
« sur la rive opposée. Toute la ligne s'é-
« branle, chaque colonne par échelons,
« avec des escadrons de troupes à che-
« val en arrière dans les intervalles. En
« vain la cavalerie ennemie veut-elle

« essayer d'arrêter plusieurs fois l'infan-
« terie française en volant plusieurs fois
« pour la charger, elle est inébranlable,
« soutenue avec vigueur par sa propre
« cavalerie, qui protége les flancs de
« chaque colonne. La rivière est passée,
« l'ennemi est en déroute. La division
« Serrurier arrive pour augmenter le
« désordre de l'armée autrichienne, qui
« abandonne, outre un grand nombre
« de prisonniers, une partie de son ar-
« tillerie et de ses bagages. »

Les villes de Palma-Nova, d'Udine, et tout le territoire vénitien, furent le prix de cette grande journée. Point de retard, celui qui porte dans son âme la pensée de la paix sait que l'Autriche bravera les malheurs de la guerre tant qu'elle ne la verra point portée dans ses états. La conquête de Gradisca suffira

pour ouvrir aux Français la province de Goritz, la Carniole et le chemin de la Carinthie. Trois mille Autrichiens défendent cette ville. Bernadotte s'est mis en marche pour la bloquer. Serrurier suit une route plus difficile pour gagner les hauteurs qui la dominent. Bonaparte a si bien concerté leurs mouvemens, ils les exécutent avec une telle ardeur, que déjà Bernadotte dirige des pièces de canon contre les portes de la ville, lorsque les assiégés aperçoivent sur les hauteurs la division Serrurier. Plus de résistance et plus de retraite, Gradisca est soumise; trois mille Autrichiens sont faits prisonniers.

Le 2 germinal, l'armée française entrait dans Goritz. Le 5, elle s'emparait des hauteurs de Trieste et des mines de mercure d'Ydria, magnifique butin abandonné aux vainqueurs.

L'Archiduc avait en vain espéré pouvoir suivre devant Bonaparte cette retraite lente et méthodique que dans la campagne précédente il avait opposée aux progrès des deux armées du Rhin et de Sambre et Meuse. Bonaparte avait tellement connu l'art de rendre sa grande armée flexible sur tous les points, qu'une division autrichienne ne pouvait être un moment retardée dans sa marche par le seul obstacle des lieux, sans se trouver serrée entre deux divisions françaises. Ainsi cinq mille hommes, trente pièces de canon et quatre cents chariots portant les bagages de l'armée autrichienne, après avoir été vivement poursuivis par le général Guyeux à travers les Alpes Noriques, furent pris auprès de Chiusa par le général Massena. On avançait sur Clagen-

furt. Une colonne ennemie était sortie de cette ville pour venir au secours de celle qui venait d'être interceptée; elle subit le même sort.

L'archiduc Charles fut tellement déconcerté, qu'il ne défendit ni les bords de la Save, ni ceux de la Drave. Une seule ressource lui restait : il la saisit en général habile; c'était de menacer les derrières de l'armée française en fortifiant le corps d'armée du général Laudon, qui défendait le Tyrol contre le général Joubert. Il eut le courage de tirer de son armée fugitive de nombreux bataillons qui marchèrent vers le Tyrol. Laudon venait également de recevoir des renforts de l'armée du Rhin. Il crut alors pouvoir reprendre l'offensive sur le général Joubert, qui, avec douze mille hommes, dans la saison la plus

rigoureuse et sur des montagnes escarpées, s'était emparé, après une suite de combats glorieux, de Botzen, de Clausen, de Brixen. Bonaparte a pressenti le péril de Joubert et les desseins de Laudon, qui aspire à couper à la grande armée ses communications avec l'Italie. Déjà il a fait filer des secours sur le Tyrol : il en dispose d'autres qui prendront cette route suivant le besoin. Pour lui, chaque jour est marqué d'un succès. Il recueille les tributs des riches provinces de la Styrie et de la Carinthie. Son quartier-général est à Clagenfurt; sept ou huit jours de marche et de combats le porteront jusque sous les murs de Vienne.

Ce fut alors qu'éclata le secret de cette expédition que Bonaparte avait ardemment précipitée, sans attendre

les autres armées de la république. Ce secret était d'arracher la paix à deux gouvernemens, dont l'un ne pouvait se lasser de conquêtes, dont l'autre ne pouvait se résigner à des pertes, à des sacrifices qui aviliassaient sa longue et glorieuse existence. Il s'agissait de triompher, au nom de l'humanité, de l'obstination du directoire, de celle du cabinet de Vienne, et de triompher encore mieux des fraudes et du sang-froid barbare du cabinet de Saint-James.

Le 11 germinal (31 mars 1797), Bonaparte écrivit en ces termes au prince Charles :

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix. Celle-ci ne doit-elle pas depuis six ans? Avons-

assez tué de monde, et fait assez de maux à la triste humanité? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la république française, les a posés. Votre nation reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres : quelle qu'en soit l'issue, nous aurons perdu de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

« Le directoire exécutif de la république française avait fait connaître à sa majesté l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples. L'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc au-

cun espoir de nous entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entre-égorger? Vous, M. le général en chef, qui par votre naissance approchez du trône, et qui êtes au-dessus de toutes les petites passions qui agitent les ministres et les gouvernemens, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas, M. le général en chef, que j'entende par-là qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes; mais, dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous

faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus heureux de la couronne civique, que je croirai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. Je vous prie de croire, M. le général en chef, aux sentimens d'estime et de considération avec lesquels je suis, etc. »

Voici la réponse que fit l'Archiduc :

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire ainsi que vous la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité.

« Comme néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne

suis muni de la part de S. M. l'empereur d'aucun plein pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, M. le général, que je n'entre avec vous là-dessus en aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour cet objet d'une aussi haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort.

« Quelles que soient, au reste, les chances futures de la guerre, où les espérances de la paix, je vous prie d'être bien persuadé, M. le général, de mon estime et d'une considération distinguée. »

Cette réponse condamnait Bonaparte à vaincre encore une fois avant de voir ses vœux accomplis. Il porte encore plus de vivacité et de sûreté dans ses opérations militaires. Massena, qui commande son avant-garde, se place, avec son intrépi-

dité accoutumée, entre l'armée autrichienne et un corps qui, sous les ordres du général Spork, cherche à se réunir à l'Archiduc. Il attaque, il culbute l'arrière-garde qui lui est opposée, tandis que le général de division Guyeux poursuit de montagne en montagne le corps du général Spork, et le chasse à une plus longue distance de l'Archiduc. On entre dans Neumarck : on s'empare de trois postes importans sur la rivière de Muerck. L'Archiduc n'a point osé défendre les bords de cette rivière. On s'avance jusqu'à Léoben : on est à trente lieues de Vienne. Tous les courriers qu'envoie l'Archiduc dans cette capitale y portent la terreur. La cour fuit, la famille impériale va se disperser. Les volontaires, que le péril a rassemblés, sont découragés par une suite de mal-

heurs qui portent le caractère de la fatalité. La Hongrie, épuisé par de continuels efforts, n'a plus rien qu'une retraite à offrir au maître qu'elle chérit. Mais quels transports de joie s'élèvent dans Vienne, tout à l'heure si éperdue! un courrier de l'Archiduc aurait-il enfin apporté la nouvelle d'une victoire? Non, mais il vient annoncer que Bonaparte offre la paix, qu'il en exprime le vœu avec empressement, avec des ménagemens généreux pour le malheur de ses ennemis, et qu'enfin il rassure d'avance contre une paix humiliante. Tout a changé de face; avec la sérénité renaît l'orgueil. Les hommes d'état vont entrer sur la scène, et ils se flattent que leur art va réparer les revers et les fautes des guerriers.

Le 19 germinal an 5 (8 avril 1797),

Bonaparte reçoit dans son camp, à Fuldenbourg, les généraux autrichiens Bellegarde et Meerfeld : ils demandent une suspension d'armes. Elle est accordée pour dix jours, et, le 15 avril, des préliminaires de paix sont signés auprès de Léoben.

Les deux armées, auxquelles cette importante négociation faisait poser les armes, ignoraient ou ne savaient qu'incomplétement des événemens militaires dont l'Allemagne et l'Italie étaient le théâtre. Les armées de Sambre et Meuse, et celle du Rhin, sous le commandement des généraux Hoche et Moreau, venaient de remporter des victoires qui ouvraient cette nouvelle campagne sous des auspices encore plus brillans que la précédente. L'armistice avait été rompu ; Hoche avait passé le Rhin presque sans

obstacle. Pressés dans la Styrie par Bonaparte, les Autrichiens avaient dégarni depuis un mois leurs armées du Rhin. Le général Verneck avait cherché à réparer l'affaiblissement de la sienne en couvrant les bords escarpés de la Lahn, de retranchemens que les Français eux-mêmes admiraient comme des chefs-d'œuvre de l'art et trouvaient dignes de leur valeur. Hoche, après avoir passé le Rhin à Neuwied, combine ses mouvemens avec ceux de la gauche de manière à reculer toutes les forces de l'ennemi dans la position retranchée, où il ne craint point de l'attaquer à découvert; et pour achever le déploiement de ses forces, il engage un combat d'artillerie très-inégal. Le général Debelle fait approcher jusqu'à cent pas des redoutes frisées, palissadées et garnies de ca-

nons, trente pièces d'artillerie légère, reçoit, sans s'ébranler, un terrible feu à mitraille, et tire si vivement et si juste, qu'il démonte les pièces des ennemis, brise les palissades, ouvre les redoutes aux grenadiers, et même à la cavalerie.

A Strasbourg, Moreau ose, avec les plus faibles moyens, avec vingt-six bateaux, tenter en plein jour le passage du fleuve. On lutte corps à corps : c'est de vive force qu'on atteint le rivage et qu'on y gagne du terrain pied à pied. Les braves généraux qui conduisent les colonnes, Dnhesme et Dessaigne, sont blessés. Desaix, qui défendit si glorieusement Kell, y rentre par les mêmes barrières qu'il fut forcé d'abandonner à l'ennemi.

La nouvelle des préliminaires de paix signés à Léoben vient arrêter les

progrès des deux armées. L'humanité eut à gémir de ce que cette nouvelle ne vint pas plus tôt arracher aux Français l'occasion de remporter des victoires qui n'étaient plus nécessaires.

Des événemens moins prospères qui s'étaient passés en Italie pendant que se traitait, et même après que fut conclue la convention de Léoben, appelaient le génie réparateur de Bonaparte. Ils eurent une grande influence sur un traité de paix qui fut postérieur de cinq mois à la signature des préliminaires. Expliquons comment Venise en devint le gage, et comment cette république expia une neutralité qu'elle avait fini par rendre perfide.

En laissant occuper son territoire par trois armées autrichiennes, le sénat de Venise s'était exposé à toutes les repré-

sailles des vainqueurs. Il avait dédaigné ses propres troupes, qui en effet étaient assez méprisables, suivant le témoignage de l'histoire des trois derniers siècles, mais qui enfin auraient pu être portées au nombre de cinquante mille hommes. Il n'avait armé que quinze mille Esclavons. Depuis que Bonaparte s'était emparé de toute la Terre-Ferme, cette milice était rassemblée autour des Lagunes, et paraissait n'avoir d'autre objet que de défendre la capitale. A mesure que les Français s'éloignaient, par leurs conquêtes en Allemagne, du territoire de Venise, le sénat, qui ne calculait que la témérité de leur entreprise, s'habitua à croire à leur défaite, et conçut la pensée de leur fermer le retour en Italie. Un soulèvement général des provinces vénitiennes contre les

Français avait été commandé, non avec les formes directes de l'autorité, mais avec les précautions d'un complot. Bientôt le tocsin retentit dans toutes les campagnes. Quarante mille paysans prirent des armes que le fanatisme avait bénies. Ils s'élancent, tout est prêt pour des vêpres siciliennes. Mais dans Vicence, dans Padoue, dans Bergame, des hordes d'assassins reculent devant des poignées de soldats; leurs fureurs ne peuvent s'assouvir que sur ceux qui marchent dans la campagne. Ils trouvent à Vérone un champ plus libre pour le massacre. Les Français y sont surpris, frappés avant de s'être ralliés sous leurs chefs. Les meurtriers entrent dans les hôpitaux; et le guerrier blessé, celui qui vient de recevoir les douloureux secours de l'art, celui qui n'attend plus

qu'une mort paisible, meurt sous cent coups de poignards, de haches et de piques.

De quelle horreur fut saisi Bonaparte en apprenant la mort et les tourmens de ses braves! il se confie, pour la vengeance, au général Augereau, qu'il a laissé dans la république lombarde, et qui, à la nouvelle de ces assassinats, arrive comme la foudre devant Vérone, toute teinte du sang français. Les assassins, soutenus de troupes esclavonnes, lui refusent les portes, garnissent d'artillerie les fortifications de la ville, osent en sortir sous la protection du canon, fondent sur la troupe peu nombreuse, mais aguerrie, que commande Augereau. Il les disperse et les taille en pièces, et la fortune de Bonaparte veut que ce nouvel exploit de son lieutenant

soit remporté dans le moment même où le général Laudon, après avoir réparé ses longues défaites dans le Tyrol, après avoir repris Botzen, Trente, Roveredo, Rivoli, maître du cours de l'Adige, allait se présenter devant Vérone. De nouveaux combats étaient attendus. Augereau d'un côté, Joubert de l'autre, se préparaient à repousser Laudon. La convention de Léoben vint arrêter cette nouvelle et inutile effusion de sang.

L'effet de l'armistice fut fatal aux nobles vénitiens, et peut-être même les conditions secrètes des préliminaires avaient-elles réglé leur destinée, telle que le traité de Campo-Formio le déclara. Ce qui porte à le croire, c'est l'extrême facilité avec laquelle l'Autriche souscrivit, à Léoben, à l'abandon de la Lombardie, de la Belgique, et consentit

à laisser à la France la rive gauche du Rhin. Les défaites d'une puissance aussi guerrière ne suffisent pas pour expliquer d'aussi grands sacrifices. Un dédommagement était donc demandé et promis. La république de Venise allait apprendre à quoi exposait une alliance secrète, une sourde complicité avec l'une des trois puissances qui venaient d'anéantir la république de Pologne.

L'Autriche vit donc sans s'émouvoir, ou plutôt avec joie, la vengeance des Français se porter sur Venise. Tous les signes précurseurs d'un grand bouleversement politique avaient déjà précédé la marche du général Augereau. Les nobles de la Terre-Ferme avaient fait rentrer dans le devoir les paysans révoltés, et bientôt les avaient associés à leurs ressentimens contre d'impérieux

patriciens qui les avaient fait vieillir eux et leurs ancêtres dans la plus humiliante oppression. A Venise, mêmes cris de révolte. Le doge, le grand conseil, les trois inquisiteurs d'état arrêtaient des citoyens dont bientôt la sédition brisait les fers; ils ne faisaient plus qu'un usage incertain d'une autorité chancelante. L'esprit d'insurrection avait gagné jusqu'aux matelots, et pouvait, d'un moment à l'autre, livrer la flotte de la république à la France. Les nobles ne virent plus d'autre moyen de modérer une révolution inévitable, que de l'accepter et de la diriger eux-mêmes, si on le leur permettait. Le grand conseil abdiqua son autorité, et déclara que l'ancienne forme démocratique serait rétablie dans la république de Venise comme elle existait

avant la révolution de 1796. Le peuple de Venise se livra à la joie, reçut les Français, adopta leurs maximes, imita les formes de leur gouvernement. Bonaparte, qui prévoyait un sacrifice douloureux, garda le silence, et n'entra point dans Venise. La destinée devait lui permettre un jour de rendre l'indépendance nationale, et une existence affranchie de troubles et de servitude, à un peuple qui pendant long-temps avait rivalisé avec la splendeur des anciennes républiques.

Bonaparte se servit des forces navales de Venise pour soumettre les îles qu'elle possédait dans l'Adriatique. Tout le merveilleux de ses campagnes s'accroissait encore par les noms de Corcyre, d'Ithaque et de Cythère, ses dernières conquêtes. L'île de Corfou donnait, et

par sa fertilité, et par la beauté de son port, de nouveaux moyens à Bonaparte d'accomplir de vastes projets sur la Méditerranée.

Voici le traité de Campo-Formio, qui fut conclu le 6 octobre 1797.

« Sa majesté l'empereur des romains, roi de Hongrie et de Bohème, et la république française, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Léoben, en Styrie, le 18 avril 1797, ou 20 germinal an 3 de la république française, une et indivisible, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

« Sa majesté l'empereur et roi, le sieur D. Martius Mastrili, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, che-

valier de l'ordre de Saint-Janvier, gentilhomme de la chambre de sa majesté le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne; le sieur Louis de Cobentzel, comte du saint-empire romain, grand'croix de l'ordre royal de Saint-Étienne, chambellan, conseiller d'état intime actuel de sa majesté impériale et royale apostolique, et son ambassadeur extraordinaire près sa majesté impériale de toutes les Russies; le sieur Maximilien, comte de Meerfeld, chevalier de l'ordre teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de sadite majesté l'empereur et roi; et le sieur Ignace, baron de Degelmann, ministre plénipotentiaire de sadite majesté près la république helvétique. Et la républi-

que française, Bonaparte, général en chef de l'armée française en Italie; lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

« ART. Ier. Il y aura, à l'avenir et pour toujours, une paix solide et invariable entre sa majesté l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohème, ses héritiers et successeurs, et la république française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs états une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que de part ni d'autre on commette aucune sorte d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause ou quelque prétexte que ce puisse être, et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir

l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

« II. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés : elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissemens publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

« Le présent article est déclaré commun à la république cisalpine.

« III. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la république française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces de la Belgique, connues sous le nom de *Pays-Bas autrichiens*. La république française possèdera ce pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

« IV. Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédens, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république française. Les plénipotentiaires de sa majesté l'empereur, roi de

Hongrie et de Bohème, en remettront l'état le plus tôt possible au plénipotentiaire de la république française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

« V. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, consent à ce que la république française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant, savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, et autres îles en dépendantes, ainsi que Butrinto, Larta, Voniza, et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

« VI. La république française consent à ce que sa majesté l'empereur et roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés, savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les Lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de sa majesté l'empereur et roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à la Cise; de là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo,

suivra la ligne gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal blanc, y compris la partie de Porto-Legnano qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit *la Polisella*, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

« VII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayant cause, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits et titres provenans de ces droits, que sadite majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la répu-

blique cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

« VIII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, reconnaît la république cisalpine comme puissance indépendante.

« Cette république comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Crémasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci-devant vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article VI pour la frontière des états de sa majesté l'empereur en Italie, le Modenais, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare, et la Romagne.

« IX. Dans tous les pays cédés, ac-

quis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre sa majesté impériale et royale et la république française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui, à l'avenir, voudront cesser d'habiter lesdits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif; ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens, meubles, immeubles, ou en disposer à leur volonté.

« X. Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront les dettes hypothéquées sur leur sol.

« XI. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, et celles de la république cisalpine, sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre; ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

« XII. Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagemens contractés, soit par les villes ou par les gouvernemens ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

« XIII. Les titres domaniaux et ar-

chives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité seront remis, dans l'espace de trois mois à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité leur seront fidèlement remis.

« Les papiers militaires et registres pris, dans la guerre actuelle, aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

« XIV. Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent de la manière la plus solennelle à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

« XV. Il sera conclu incessamment un traité de commerce établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, et à la république française, des avantages égaux à ceux dont jouissent tous les états respectifs, les nations les plus favorisées.

« En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

« XVI. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

« XVII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre, appartenant à chacune des puissances belligérantes.

« XVIII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénais.

« XIX. Les biens fonciers et personnels non aliénés de leurs altesses royales l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays

cédés à la république française, leur se-
ront restitués, à la charge de les vendre
dans l'espace de trois ans.

« Il en sera de même des biens fon-
ciers et personnels de son altesse royale
l'archiduc Ferdinand dans le territoire
de la république cisalpine.

« XX. Il sera tenu à Rastadt un con-
grès uniquement composé des plénipo-
tentiaires de l'empire germanique, et
de ceux de la république française, pour
la pacification entre ces deux puissan-
ces. Ce congrès sera ouvert un mois
après la signature du présent traité, ou
plus tôt, s'il est possible.

« XXI. Tous les prisonniers de guerre
faits de part et d'autre, et les otages en-
levés ou donnés pendant la guerre, qui
n'auraient pas encore été restitués, le
seront dans quarante jours, à dater de

celui de la signature du présent traité.

« XXII. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les états respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

« XXIII. Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, et la république française, conserveront entre elles le même cérémonial, quant aux rangs et aux autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre.

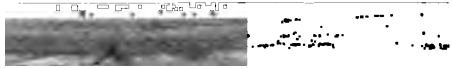
« Sadite majesté et la république cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était d'usage entre sadite majesté et la république de Venise.

« XXIV. Le présent traité de paix est

déclaré commun à la république batave.

« XXV. Le présent traité sera ratifié par sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohème, et la république française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plus tôt, si faire se peut, et les actes de ratification, en due forme, seront échangés à Rastadt. »

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 *octobre* 1797, *ou* 26 *vendémiaire an VI de la république française, une et indivisible.*

Signé, BONAPARTE; *le marquis* DE GALLO; LOUIS, *comte* DE COBENTZEL; *le comte* DE MEERFELD, *général-major; le baron* DE DEGELMANN.

FIN DU SECOND LIVRE ET DU TOME PREMIER.